





# WORLD POLICY CONFERENCE

DOUZIÈME ÉDITION  
12-14 OCTOBRE 2019  
MARRAKECH, MAROC



WORLD  
POLICY  
CONFERENCE

## SOMMAIRE

PRÉFACE	page 3
PROGRAMME	page 4
OUVERTURE	page 6
SESSIONS PLÉNIÈRES	page 12
ATELIERS PARALLÈLES	page 70
DÉJEUNERS ET DÎNERS DÉBATS	page 86
NETWORKING	page 98
INVITÉS	page 109
DISCOURS D'OUVERTURE	page 120
PRESSE & WPC TV	page 125
PARTENAIRES ET ORGANISATIONS	page 130

## Préface



Un peu plus de trois mois après la 12<sup>e</sup> édition de la WPC, dont nous publions ici le rapport, les évolutions confirment les tendances qui ont fait l'objet de nos débats à Marrakech. Aux États-Unis, Donald Trump n'a de regard que pour sa réélection au mois de novembre, et se montre indifférent à la perte de confiance en son pays, de plus en plus répandue à l'extérieur, même et peut-être surtout chez ses alliés. L'accord commercial sino-américain conclu en janvier ne doit pas faire illusion. Il n'est qu'une trêve, et les Chinois feront tout pour accélérer leur course vers l'indépendance technologique et l'accès à la suprématie. Affecté également par le ralentissement de la croissance économique, la contestation à Hong Kong ou encore la réélection de Tsai Ing-wen à Taïwan, sans oublier l'épidémie du coronavirus, Pékin ne peut que se durcir. Les multiples effets de la rivalité sino-américaine sont de plus en plus palpables dans le reste du monde. Le sommet du 70<sup>e</sup> anniversaire de l'Alliance atlantique en décembre 2019 a libéré la parole de ses membres sur l'avenir de l'institution, tandis que l'Union européenne, sous la houlette de ses nouveaux responsables, hésite sur sa nouvelle voie, maintenant que le Brexit est enfin acté. Et chacun spéculé sur les options géopolitiques et économiques de la Grande-Bretagne, à l'ère de Boris Johnson.

Dans le reste du monde, la contestation populaire s'internationalise, notamment dans l'aire islamique, en Irak, en Iran, au Liban ou encore en Algérie. L'indécision occidentale permet à la Russie de se présenter en

maître du jeu en Syrie, ou de rivaliser avec la Turquie en Libye. L'Algérie post-Bouteflika suscite toutes sortes d'interrogations. Mais c'est l'Iran qui, actuellement, retient le plus l'attention. Épuisée par les sanctions et frappée par l'assassinat du général Soleimani, elle paraît trop faible pour s'en prendre frontalement aux États-Unis. Mais, malgré la grogne de la population, le régime des mollahs n'est pas au bord du précipice. Il n'a pas perdu sa capacité à agiter la région. À cet égard, comme pour d'autres raisons vis-à-vis de la Corée du Nord, Washington est dans une impasse. Et pendant ce temps, le Brésil et l'Australie brûlent au sens propre. Telles sont les réalités au début de 2020, alors que le système international a plus que jamais besoin de renforcer tous ses modes de coopération, c'est-à-dire ce qu'on a pris l'habitude d'appeler la gouvernance mondiale. Face à l'affrontement sino-américain et au risque de dégénérescence du système international dans son ensemble, les puissances moyennes ne peuvent plus se permettre d'abandonner leur sort aux mains d'hypothétiques protecteurs. Elles sont condamnées à approfondir lucidement leurs propres points de vue, pour tenter de peser sur les événements. Telle est, depuis sa fondation en 2008, la mission de la WPC.

Thierry de Montbrial  
Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC  
28 janvier 2020



## Samedi 12 octobre

08:30 – 09:45 : ***Ouverture***  
**Thierry de Montbrial**, Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC  
**Amadou Gon Coulibaly**, Premier ministre de Côte d'Ivoire  
**Message d'Édouard Philippe**, Premier ministre de France

09:45 – 11:15  
***Session plénière 1 : Perspectives économiques et politiques dans le contexte de la montée de la Chine***

Modérateur :  
**Gabriel Felbermayr**, président du Kiel Institute for the World Economy, professeur d'économie et de politique économique à l'Université de Kiel

Intervenants :  
**Olivier Blanchard**, ancien président de l'American Economic Association, ancien économiste en chef du FMI  
**Naoaki Tanaka**, président du Center for International Public Policy Studies à Tokyo  
**Arkebe Oqubay**, ministre et conseiller spécial du Premier ministre d'Éthiopie  
**Salaheddine Mezouar**, président de la Confédération générale des entreprises du Maroc, ancien ministre des Affaires étrangères, des Finances et de l'Industrie  
**Sergueï Storchak**, vice-ministre des Finances de la Fédération de Russie  
**Il SaKong**, président honoraire de l'Institute for Global Economics, ancien ministre des Finances de la République de Corée, ancien président du comité présidentiel pour le Sommet du G20

11:15 – 12:00  
***Session plénière 2 : La pérennité de la mondialisation – la position chinoise***

Modérateur :  
**Ronnie C. Chan**, président de Hang Lung Properties

Intervenants :  
**Eric Li**, fondateur et associé directeur de Chengwei Capital  
**Leung Chun-ying**, vice-président de la Conférence consultative politique du peuple chinois, ancien chef de l'exécutif de la région administrative spéciale de Hong Kong, République populaire de Chine

12:00 - 12:30  
***Session plénière 3 : Conversation avec Jean-Paul Agon***, PDG de L'Oréal

12:30 – 14:30  
***Déjeuner-débat***  
**Son Excellence Cheikh Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim Al-Thani**, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de l'État du Qatar

14:30 – 15:45  
***Session plénière 4 : Commerce, investissement direct et Confiance***

Modérateur :  
**Virginie Robert**, cheffe du service international, *Les Echos*

Intervenants :  
**Bark Taeho**, président du Lee&Ko Global Commerce Institute, ancien ministre du Commerce de la République de Corée  
**Karl Brauner**, Directeur général adjoint de l'OMC  
**Gabriel Felbermayr**, président du Kiel Institute for the World Economy, professeur d'économie et de politique économique à l'Univerité de Kiel  
**Marcus Noland**, vice-président exécutif du Peterson Institute for International Economics, ancien économiste au Council of Economic Advisers du Bureau exécutif du président des États-Unis  
**Yorizumi Watanabe**, professeur d'économie politique internationale et doyen de la School of International Communication à la Kansai University of International Studies au Japon

15:45 – 17:00  
***Session plénière 5 : La politisation du système international des paiements et l'avenir du système monétaire international***

Modérateur :  
**John Lipsky**, Peterson Distinguished Scholar à la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University ; ancien premier directeur général adjoint du FMI

Intervenants :  
**Jeffry Frieden**, professeur au département du gouvernement à l'Université de Harvard  
**Akinari Horii**, conseiller spécial et membre du conseil d'administration du Canon Institute for Global Studies, ancien gouverneur adjoint à la Banque du Japon  
**Hélène Rey**, professeure d'économie à la London Business School, membre de la Commission économique de la nation, membre du Haut Conseil de stabilité financière

**Sergueï Storchak**, vice-ministre des Finances de la Fédération de Russie  
**Jean-Claude Trichet**, président du conseil d'administration de Bruegel, président de la Commission trilatérale pour l'Europe, ancien président de la BCE

17:00 – 18:00  
***Session plénière 6 : L'arme du droit et la mondialisation***

Modérateur :  
**Laurent Cohen-Tanugi**, avocat aux barreaux de Paris et de New York, ancien président de la mission interministérielle « *L'Europe dans la mondialisation* »

Intervenants :  
**Anne-Thida Norodom**, professeure de droit public à l'Université Paris Descartes, secrétaire générale de la Société française pour le droit international

**Stuart Eizenstat**, Senior Counsel chez Covington & Burling LLP, ancien conseiller principal de la Maison-Blanche en politique intérieure auprès du Président Jimmy Carter, ancien ambassadeur des États-Unis auprès de l'UE  
**Lee Hye-min**, conseiller de KIM & CHANG, ancien sherpa du G20, ancien vice-ministre du Commerce et négociateur en chef pour l'ALE entre la Corée et l'UE  
**Michael Møller**, ancien directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève

19:00  
***Dîner-débat***  
**Paul Kagame**, président de la République du Rwanda

## Dimanche 13 octobre

08:30 – 09:45  
***Session plénière 7 : Technologie, société et politique***

Modérateur :  
**Jim Hoagland**, conseiller de la rédaction du *Washington Post*

Intervenants :  
**François Barrault**, président d'IDATE DigiWorld, président et fondateur de FDB Partners  
**Jean-Yves Le Gall**, président du CNES, président de la Fédération internationale d'aéronautique, président du Conseil de l'Agence spatiale européenne  
**Susan Liautaud**, professeure de droit et de politique publique à l'Université de Stanford, présidente par interim du Conseil de la London School of Economics, fondatrice et directrice générale de Susan Liautaud & Associates Ltd  
**Holger Mey**, vice-président des concepts avancés chez Airbus à Munich, ancien PDG de l'Institute for Strategic Analyses à Bonn  
**John Sawers**, président exécutif de Newbridge Advisory, conseiller à la Chatham House, ancien chef des services de renseignements (MI6) du Royaume-Uni

09:45 – 10:30  
***Session plénière 8 : Les cyberpuissances et la cybermenace***

Modérateur :  
**Thomas Gomart**, directeur de l'Ifri

Intervenants :  
**Patrick Nicolet**, directeur des technologies et membre du comité de direction générale de Capgemini  
**Jean-Louis Gergorin**, ancien directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères  
**Meir Sheerit**, ancien membre de la Knesset, ancien ministre des Renseignements et du Comité de l'Énergie atomique, ancien ministre de l'Intérieur

10:30 – 11:15  
***Session plénière 9 : Le climat et l'environnement***

Conversation avec :  
**Laurent Fabius**, président du Conseil constitutionnel, ancien président de la COP 21, ancien Premier ministre français, et  
**Patrick Pouyanné**, PDG de Total

11:15 – 12:15  
***Session plénière 10 : La santé en Afrique : défis et opportunités***

Modérateur :  
**Brian A. Gallagher**, PDG de United Way Worldwide

Intervenants :  
**Nardos Bekele-Thomas**, coordinatrice résidente des Nations Unies en Afrique du Sud  
**Juliette Tuakli**, fondatrice et directrice médicale de Family CHILD & Associates, Ghana ; présidente du comité de gouvernance de United Way Worldwide  
**Robert Sigal**, directeur général de l'Hôpital américain de Paris  
**Pierre M'Pelé**, ambassadeur de Mercy Ships pour l'Afrique, directeur du bureau régional de Mercy Ships pour l'Afrique

12:30 – 14:15  
***Déjeuner-débat***  
**Kevin Rudd**, président de l'Asia Society Policy Institute, ancien Premier ministre d'Australie

14:15 – 15:45  
***Session plénière 11 : Incertitudes européennes***

Modérateur :  
**Steven Erlanger**, correspondant diplomatique en chef pour l'Europe au *New York Times*

Intervenants :  
**Hubert Védrine**, ancien ministre des Affaires étrangères de France  
**Volker Perthes**, président et directeur du German Institute for International and Security Affairs (SWP), ancien sous-secrétaire général des Nations Unies  
**Ana Palacio**, ancien membre du Conseil d'État d'Espagne, ancienne vice-présidente de la Banque mondiale, ancienne ministre des Affaires étrangères d'Espagne

**Artem Malgin**, vice-recteur de l'Université MGIMO, professeur au département des relations internationales et de la politique étrangère de Russie

**Michael Lothian**, membre de la Chambre des Lords, ancien député du parti conservateur au Royaume-Uni  
**Enrico Letta**, doyen de la Paris School of International Affairs à Sciences Po Paris, ancien président du Conseil italien

15:45 – 16:45  
***Session plénière 12 : Où va l'Amérique latine ?***

Modérateur :  
**Jim Hoagland**, conseiller de la rédaction du *Washington Post*

Intervenants :  
**Andrés Rozental**, conseiller en politique à la Chatham House, président de Rozental & Asociados, ancien ambassadeur du Mexique au Royaume-Uni  
**Carlos Ivan Simonsen Leal**, président de la Fondation Getulio Vargas, Brésil  
**Miguel Ángel Moratinos**, Haut-Représentant pour l'Alliance des civilisations des Nations Unies, ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne  
**Bertrand Badré**, fondateur et PDG de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier de la Banque mondiale

16:45 – 19:15  
***Ateliers parallèles***

### Atelier 1: Finance et économie

Président :  
**Jean-Claude Trichet**, président du conseil d'administration de Bruegel, président de la Commission trilatérale pour l'Europe, ancien président de la BCE

Intervenants :  
**Bertrand Badré**, fondateur et PDG de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier de la Banque mondiale  
**Daniel Dăianu**, président du Conseil fiscal et conseiller du gouverneur (affaires de la zone euro), ancien membre du conseil d'administration de la Banque nationale de Roumanie  
**Jeffry Frieden**, professeur au département du gouvernement à l'Université de Harvard  
**Akinari Horii**, conseiller spécial et membre du conseil d'administration du Canon Institute for Global Studies, ancien gouverneur adjoint à la Banque du Japon  
**Hur Kyung-wook**, président du Korean Bretton Woods Club, ancien conseiller au Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3, ancien vice-ministre de la Stratégie et des Finances, ancien économiste au FMI  
**André Lévy-Lang**, professeur associé émérite en finance à l'Université Paris-Dauphine  
**John Lipsky**, Peterson Distinguished Scholar à la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University ; ancien premier directeur général adjoint du FMI  
**Hélène Rey**, professeure d'économie à la London Business School, membre de la Commission économique de la nation, membre du Haut Conseil de stabilité financière

### Atelier 2 : Énergie et environnement

Président :  
**Nobuo Tanaka**, président de la Sasakawa Peace Foundation, ancien directeur exécutif de l'AIE

Intervenants :  
**Olivier Appert**, conseiller du centre énergie de l'Ifri, ancien président du Conseil français de l'énergie (comité français du Conseil mondial de l'énergie)  
**Leila Benali**, économiste en chef ; directeur de la stratégie, de l'économie et de la durabilité à l'Arab Petroleum Investments Corporation  
**Richard Cooper**, professeur d'économie internationale à l'Université de Harvard, ancien président du National Intelligence Council, ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires économiques  
**Cosmin Ghita**, PDG de Nuclearelectrica, Roumanie  
**Tatsuo Masuda**, professeur invité à la Graduate School de Nagoya University of Commerce and Business sur le lien entre l'énergie et le climat, président de FairCourt Capital à Londres, membre du comité stratégique d'Elion House à Singapour  
**Ali Zerouali**, directeur de la coopération et du développement international de la Moroccan Agency for Sustainable Energy

### Atelier 3 : L'Afrique

Président :  
**Robert Dossou**, ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle, président de l'Association africaine de droit international

Intervenants :  
**Sean Cleary**, fondateur et vice-président de la FutureWorld Foundation, président de Strategic Concepts (Pty) Ltd  
**Elisabeth Guigou**, présidente de la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures, ancienne ministre, ancienne députée et présidente de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale  
**Cheikh Tidiane Gadio**, président de l'Institut panafricain de stratégies, paix, sécurité et gouvernance, ancien ministre des Affaires étrangères du Sénégal  
**Karim Lotfi Senhadji**, directeur général d'OCP Africa  
**Pierre M'Pelé**, ambassadeur de Mercy Ships pour l'Afrique, directeur du bureau régional de Mercy Ships pour l'Afrique  
**Juliette Tuakli**, directrice médicale et fondatrice de Family CHILD & Associates Ghana ; présidente du comité de gouvernance de United Way Worldwide  
**Aminata Touré**, présidente du Conseil économique, social et environnemental du Sénégal, ancienne Première ministre du Sénégal

20:15  
***Dîner de gala***

## Lundi 14 octobre

08:00 – 09:00  
***Rapports des ateliers parallèles***

09:00 – 10:15  
***Session plénière 13 : Moyen-Orient / Afrique du Nord et de l'Ouest***

Modérateur :  
**Volker Perthes**, président exécutif et directeur du Stiftung Wissenschaft und Politik, l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité, ancien sous-secrétaire général des Nations Unies

Intervenants :  
**Mohamed Ibn Chambas**, représentant spécial du secrétaire général et chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel  
**Memduh Karakullukçu**, fondateur et vice-président du Global Relations Forum  
**Abdulaziz Othman bin Sager**, président du Gulf Research Center, Arabie Saoudite  
**Dong Manyuan**, vice-président du China Institute of International Studies

10:15 – 11:15  
***Session plénière 14 : Commerce illicite transfrontalier : un facteur de déstabilisation pour l'économie mondiale***

Modérateur :  
**Alvise Giustiniani**, vice-président, prévention du commerce illicite chez PMI

Intervenants :  
**Laurent Marcadier**, ancien magistrat, conseiller chargé des affaires juridiques du Groupe LVMH  
**Carlos Moreira**, fondateur et PDG de WISEKey  
**Jean-François Thony**, procureur général, président de l'Institut international de Syracuse

11:15 – 12:45  
***Session plénière 15 : Les conséquences de Trump, acte III***

Modérateur :  
**Jim Bittermann**, correspondant européen pour CNN à Paris

Intervenants :  
**Renaud Girard**, grand reporter et correspondant de guerre pour *Le Figaro*  
**Motoshige Itoh**, professeur émérite à l'Université de Tokyo, professeur à l'Université Gakushuin, membre du Conseil sur la politique économique et fiscale au Japon  
**Jean-Claude Guiffat**, président du conseil d'administration de Competitive Enterprise Institute, Washington DC  
**Josef Joffe**, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*  
**Giao Yide**, vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation  
**John Sawers**, président exécutif de Newbridge Advisory, conseiller à la Chatham House, ancien chef des services de renseignements (MI6) du Royaume-Uni

13:00 – 15:00  
***Déjeuner-débat***  
**Aminata Touré**, présidente du Conseil économique, social et environnemental du Sénégal, ancienne Première ministre du Sénégal, et  
**Arkebe Oqubay**, ministre et conseiller spécial du Premier ministre d'Éthiopie

15:00 – 16:30  
***Session plénière 16 : Young Leaders***

Modérateur :  
**Patrick Nicolet**, directeur des technologies et membre du comité de direction générale de Capgemini

Intervenants :  
**James Stuewe**, gestionnaire, secteur public, Canada  
**Xavier Ploquin**, ancien conseiller en charge de l'énergie, de l'industrie et de l'innovation au sein du cabinet du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire  
**Peter Bruce-Clark**, associé directeur de Social Impact Capital  
**Jihane Ajjiti**, responsable du développement commercial, du numérique et de la communication chez OCP Africa  
**Wu Liang**, cofondateur et directeur des systèmes d'information de Green City Solutions  
**Polina Vasilenko**, fondatrice et PDG d'HelioRec

16:30 – 17:30  
***Session plénière 17 : Nouvelles tendances de politiques étrangères en Asie de l'Est***

Modérateur :  
**Steven Erlanger**, correspondant diplomatique en chef pour l'Europe au *New York Times*

Intervenants :  
**Chiyuki Aoi**, professeure de sécurité internationale à la Graduate School of Public Policy à l'Université de Tokyo  
**Kim Hong Kyun**, ancien représentant spécial pour les questions de paix et de sécurité de la péninsule coréenne  
**Douglas Paal**, Distinguished Fellow au Carnegie Endowment for International Peace, ancien directeur des affaires asiatiques au sein du Conseil national de sécurité américain  
**Qiao Yide**, vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation

17:30-19:00  
***Session plénière 18 : Débat final***

Modérateur :  
**Thierry de Montbrial**, fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Intervenants :  
**Assia Bensalah Alaoui**, ambassadeur itinérant de Sa Majesté le Roi du Maroc  
**Karl Kaiser**, associé du projet sur l'Europe et les relations transatlantiques au Belfer Center for Science and International Affairs, professeur adjoint émérite en politique publique à la Harvard Kennedy School, ancien directeur du German Council on Foreign Relations, ancien conseiller auprès des chanceliers Brandt et Schmidt  
**Mona Makram Ebeid**, sénatrice égyptienne, ancienne députée, Distinguished Lecturer au département de sciences politiques de l'Université américaine du Caire  
**Manuel Muñiz**, doyen de la School of Global and Public Affairs de l'IE University et professeur Rafael del Pino de pratique de la transformation globale  
**Fathallah Oualalou**, ancien ministre de l'Économie et des Finances du Royaume du Maroc  
**Yoichi Suzuki**, Adjunct Fellow au Japan Institute for International Affairs, ancien assistant spécial du ministre des Affaires étrangères du Japon, ancien négociateur en chef de l'accord de partenariat économique Japon-UE

19:00 : ***Clôture***





12<sup>e</sup> EDITION  
**CONFERENCE MONDIALE**  
13-14 octobre 2019 • Marrakech

**WORLD POLICY CONFERENCE**

12<sup>th</sup> EDITION  
**GLOBAL GOVERNANCE**  
October 12-14, 2019 • Marrakech





# Amadou Gon Coulibaly

Premier ministre de Côte d'Ivoire

“

L'Afrique dispose de bases solides pour devenir l'un des piliers majeurs de la croissance et de la prospérité mondiale. Son taux de croissance, supérieur à la moyenne mondiale, était de 3,5 % en 2017 et 2018. Il est projeté à 4 % en 2019 puis 4,1 % en 2020. Cela reste, malgré tout, insuffisant face aux deux défis majeurs de l'Afrique d'aujourd'hui, à savoir la création massive d'emplois, en particulier pour les jeunes, qui représentent près de 70 % des populations africaines, et la réduction de la pauvreté. Oui, il s'agit pour nous de deux défis majeurs que nous devons relever ensemble tant ils ont une incidence de plus en plus grande sur la problématique de la migration ainsi que sur celle des menaces terroristes sur le continent. Pour ce qui concerne la création massive d'emplois pour notre jeunesse, qui représente le présent et l'avenir de notre continent, nous devons transformer structurellement nos économies africaines. Cette transformation structurelle est aujourd'hui une composante essentielle des politiques menées par les différents gouvernements. Elle requiert un développement accéléré de l'industrie africaine qui reste très peu compétitive en raison de coûts de facteurs de production trop élevés et de la taille relativement faible des marchés.

\*Version intégrale page 122

# Thierry de Montbrial

Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC



“ On parle de géoéconomie pour qualifier une situation où des États, à commencer par le premier d'entre eux, utilisent de plus en plus méthodiquement les leviers non militaires de la puissance économique pour atteindre leurs objectifs politiques. Pareille approche, naguère encore peu convaincante comme le rappelle l'histoire des sanctions économiques internationales, a beaucoup gagné en efficacité du fait de la révolution des technologies de l'information et de la communication. Sans pour autant être décisive, loin de là. C'est également par la géoéconomie que, sans mettre en question ses ambitions militaires, la Chine étend son influence partout sur la planète. Avec de réels succès. Mais à la différence des États-Unis, elle agit ainsi au nom du développement ou de la réduction de la pauvreté, et en se déclarant en faveur du multilatéralisme.

\*Version intégrale page 122

# Message d'Édouard Philippe

Premier ministre de France



“ Nous avons plus que jamais besoin d'institutions légitimes, efficaces et universelles pour prévenir des dérives ou construire des solutions politiques à des problèmes communs. C'est dans cet esprit que la France et l'Allemagne ont lancé cette année, une Alliance pour le multilatéralisme qui s'est réunie pour la première fois à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 26 septembre dernier. Parce que nous pensons, avec beaucoup d'autres, que le respect de règles communes – qui ne sont pas figées et qu'on doit évidemment faire évoluer – demeure le meilleur gage d'un règlement pacifique des conflits et des défis qui menacent la stabilité de la planète. La force ne nourrit rien d'autre que la force.

\*Version intégrale page 123





MODÉRATEUR :  
**Gabriel Felbermayr**  
Président du Kiel  
Institute for the World  
Economy, professeur  
d'économie et de  
politique économique  
à l'Université de Kiel

## Perspectives économiques et politiques dans le contexte de la montée de la Chine



**Olivier Blanchard**  
Ancien président de l'American Economic Association,  
ancien économiste en chef du FMI



**Naoki Tanaka**  
Président du Center for International  
Public Policy Studies à Tokyo



**Arkebe Oqubay**  
Ministre et conseiller spécial  
du Premier ministre d'Éthiopie

Dans mon intervention, je me suis concentré sur trois questions qui, à l'heure actuelle, façonnent les évolutions économiques. La première concerne les faibles taux d'intérêts actuels et attendus. Dans la mesure où la politique monétaire manque de marge de manœuvre, la politique budgétaire doit jouer un rôle plus important. Ce passage de la politique monétaire à la politique budgétaire s'accompagne toutefois d'un certain nombre de défis, et il n'est pas certain que les gouvernements soient prêts à les relever. La seconde concerne l'inégalité et la montée du populisme. Il est probable que la réponse politique, de la part de gouvernements responsables ou de gouvernements populistes, se traduira par une imposition plus lourde du capital. Là encore, cela a de fortes implications. La troisième est le protectionnisme et les guerres commerciales. Sur le long terme, les guerres commerciales peuvent être très coûteuses. Et dans la mesure où le processus de négociation accroît l'incertitude quant à l'issue finale, elles peuvent également être très coûteuses à court terme.

J'aimerais rappeler le taux de croissance potentiel de la Chine. Trois facteurs permettent de le mesurer : le travail, le capital et l'innovation. La population active du pays diminue et je ne suis pas très optimiste en ce qui concerne l'apport en capital. Près de 60 % proviennent des diasporas chinoises. Comme vous le savez, à Hong Kong et Taïwan, beaucoup s'opposent au régime communiste. Dans le cas de Hong Kong, la province de Canton va jouer un rôle déterminant car beaucoup d'argent transite vers la Chine depuis Hong Kong, un flux qui va s'interrompre – c'est une possibilité qu'il ne faut pas écarter. La même mentalité imprègne aujourd'hui Taïwan. Les régions méridionales de la Chine vont connaître quant à elles des problèmes de déstructuration et la situation de l'emploi pourrait empirer, ce qui incite au pessimisme en ce qui concerne l'apport en capital. Quant à l'innovation, la séparation avec l'économie observée par l'administration de Trump représente aujourd'hui un défi pour la Chine. Selon nos prévisions, le taux de croissance potentielle en Chine s'élève à environ 2 %. Dans un avenir proche, la croissance de la Chine ne dépassera par conséquent pas celle des États-Unis. Ce qui aura une double influence sur le développement des pays africains, dont l'exportation des ressources naturelles. La Chine dispose d'une grande capacité pour l'industrie chimique lourde, l'acier, la métallurgie, le ciment, la pétrochimie, etc. Elle détient près de la moitié de la capacité mondiale. La demande pose toutefois problème car nombre de ces industries sont des entreprises publiques. Celles-ci sont très difficiles à restructurer car le régime communiste était interventionniste. Par conséquent, le processus de restructuration de cette capacité excédentaire de l'industrie chinoise est très complexe, ce qui signifie une prévision déflationniste dans le contexte mondial. Les pays africains veulent introduire des méthodes d'industrialisation mais le prix des produits n'augmentera pas d'ici là.

Le premier point que j'aimerais mettre en lumière c'est que depuis 2007, comme Olivier l'a indiqué plus tôt, l'économie mondiale tourne au ralenti; elle n'a pas encore pu retrouver les taux de croissance qui ont été observés une décennie avant la crise financière. C'est assez inquiétant pour les pays en développement car cela limite ce qu'ils peuvent vendre sur le marché mondial, cela limite l'espace de croissance dont ils peuvent disposer, et la question la plus critique c'est celle de l'incertitude, ce qui est assez crucial en termes d'investissement. Depuis 2007, au cours des dix dernières années, les entrées d'IDE sont restées plus ou moins stables, avec une augmentation d'environ 1% par an, ce qui, comparé à la demande de croissance des IDE, est assez alarmant car les pays africains et les pays en développement ont tous besoin d'IDE pour leur croissance. Je voudrais aussi souligner le fait que l'augmentation des inégalités est une question cruciale, en effet, la marginalisation des pays en développement et l'augmentation des inégalités, même dans les économies avancées, est une bombe à retardement qui ébranle la stabilité de l'économie ainsi que la stabilité politique. Je voudrais également soulever l'autre question cruciale, celle du changement climatique. Le changement climatique est un problème mondial qui influence directement la croissance économique, et les pays en développement aussi bien que les économies avancées, doivent mettre cette question au premier plan et lui donner une place centrale. Au cours des 30 dernières années, entre 1990 et 2020, les émissions de carbone ont augmenté de 50 %, et d'ici la fin du siècle, le réchauffement de la planète atteindra environ 3° celsius. À mon avis, c'est une préoccupation que les économies avancées ainsi que celles des pays en développement devraient prendre en compte.



## Perspectives économiques et politiques dans le contexte de la montée de la Chine



**Salaheddine Mezouar**  
Président de la Confédération générale des entreprises du Maroc, ancien ministre des Affaires étrangères, des Finances et de l'Industrie



**Sergueï Storchak**  
Vice-ministre des Finances de la Fédération de Russie



**Il SaKong**  
Président honoraire de l'Institute for Global Economics, ancien ministre des Finances de la République de Corée, ancien président du comité présidentiel pour le Sommet du G20

Le monde occidental accepte le fait qu'il y a aujourd'hui une autre puissance qui représente un autre monde, et avec laquelle il va falloir nécessairement composer. Par composer, j'entends qu'il va y avoir de nouvelles règles qui vont régir le monde de demain. Tout le monde parle de décalage entre le monde tel que nous l'avons conçu après la seconde guerre mondiale et tel qu'il est en train de fonctionner aujourd'hui. Nous avons cherché à faire avancer le G20 comme solution, mais j'aime bien ce que dit Jacques Attali, il appelle cela le « GVain ». Ceci montre que nous sommes dans une période où il y a beaucoup de questions qui se posent : on revient sur les taux d'intérêt ; comment relancer l'économie ; les perspectives et risques de récession ; et l'effet de ce big-bang qui est en train de se produire dans le monde et dans lequel nous devons intégrer effectivement tous les risques et toutes les conséquences, juste pour dire à nos amis occidentaux quelle est la perception de la Chine par les Africains. Pour les Africains, la Chine c'est deux choses. La première, c'est qu'elle a permis aux dirigeants africains de regagner une part de souveraineté dans les décisions de politique d'investissement et de développement. La deuxième chose, pour les populations et pour les dirigeants, c'est synonyme d'impact, d'effet à résultat rapide et immédiat, même si aujourd'hui, dans les débats nous revenons sur le fait que la Chine vient avec ses gros sabots faire des investissements avec des ouvriers chinois, et que les ouvriers africains n'en profitent pas.

En Russie, malgré la conjoncture actuelle, nous jouissons du privilège de pouvoir utiliser la politique fiscale et monétaire car nous avons encore l'espace pour ce faire. Nous avons une faible dette, nous sommes encore bien au-delà du niveau général des taux d'intérêt, de sorte que la banque centrale peut utiliser la politique monétaire pour, dans un avenir proche, passer lentement à des taux de référence plus bas et maintenir les marchés dans un meilleur état. Mais le plus important dans mon pays ces dernières années, c'est que nous avons préféré nous appuyer - comme référence pour notre politique interne - non pas sur le taux de croissance économique, mais plutôt sur la durabilité de la croissance et sur l'inclusivité. Cette assise est souvent mentionnée dans les documents du G20, mais il est difficile de dire si d'autres économies du G20 s'appuient sur ces points de référence pour leur politique interne, comme c'est le cas chez nous. Nous avons traversé une période de faible taux de croissance, et nous avons plutôt des positions budgétaires et monétaires solides. Nous avons enfin réussi à façonner un système bancaire, à éliminer les piètres institutions, et cette stabilisation du secteur bancaire permet une expansion du crédit au sein du secteur privé. C'est important, mais l'outil le plus important pour la politique interne est toujours la politique fiscale ou la stimulation fiscale. Nous avons maintenant commencé à mettre en œuvre 12 projets nationaux, qui couvrent tout le spectre de la vie interne et domestique : la médecine, l'éducation, les infrastructures, la promotion des exportations, etc. et beaucoup d'argent sera investi à partir des ressources budgétaires et à partir d'emprunts. Grâce à ces projets nationaux, nous prévoyons que dans quatre ans, la croissance moyenne de la Russie sera supérieure à celle de l'économie mondiale.

Je commencerai par un rapide aperçu macro-économique de la Corée, notamment dans un contexte international. À l'évidence, le pays n'échappe pas au ralentissement économique qui touche la planète. Avec une baisse des exportations et des investissements des entreprises, l'économie de la Corée enregistre une croissance qui plafonne à l'heure actuelle aux alentours de 2 %. Tant les exportations que les investissements de la Corée sont affectés directement et indirectement par le ralentissement économique mondial ainsi que par les incertitudes et le manque de prévisibilité imputables au conflit commercial sino-américain. Et il ne fait aucun doute que le FMI va bientôt revoir à la baisse ses prévisions pour le pays. Comme vous le savez peut-être, la Corée dépend fortement des échanges internationaux. Le ratio entre le volume global des échanges du pays et son PIB s'élève à près de 80 %, soit l'un des plus élevés de la planète. En outre, près de 40 % des exportations du pays, principalement des marchandises intermédiaires, se font auprès des économies du G2. Par conséquent, la Corée s'inquiète à raison du conflit commercial sino-américain qui occasionne le ralentissement économique mondial. La Corée a beaucoup profité du libéralisme de l'après-guerre, créé et entretenu principalement grâce au leadership américain. Le pays se montre d'autant plus préoccupé de la disparition d'un ordre mondial fondé sur le libéralisme et le multilatéralisme. D'autant que, de manière très ironique, ce sont les États-Unis qui se révèlent être le fer de lance de cette rupture avec la stratégie de M. Trump : « America First ».

12<sup>e</sup> EDITION  
**GOUVERNANCE MONDIALE**  
 12-14 octobre 2019 • Marrakech

WORLD  
**POLICY**  
 CONFERENCE

12<sup>th</sup> EDITION  
**GLOBAL GOVERNANCE**  
 October 12-14, 2019 • Marrakesh

www.worldpolicyconference.com



MODÉRATEUR :  
**Ronnie C. Chan**  
 Président de Hang Lung Properties

## La pérennité de la mondialisation – la position chinoise



**Eric Li**  
 Fondateur et associé directeur de Chengwei Capital



**Leung Chun-ying**  
 Vice-président de la Conférence consultative politique du peuple chinois, ancien chef de l'exécutif de la région administrative spéciale de Hong Kong, République populaire de Chine

Je pense que la proposition chinoise est que nous devons trouver une nouvelle approche pour revitaliser la mondialisation, mais nous devons abandonner ce que nous avons fait au cours des 30 dernières années. La proposition chinoise comporte quelques aspects principaux. Premièrement, il s'agit de considérablement accroître l'interconnectivité entre les pays et les économies qui ont été laissés pour compte dans la mondialisation. Concrètement, il s'agit de la BRI, la Belt and Road Initiative, en français initiative « la Ceinture et la Route », dans le cadre de laquelle la Chine a investi énormément d'argent et de ressources pour la construction d'infrastructures afin de relier des économies auparavant déconnectées ; améliorant ainsi l'interconnectivité. Deuxièmement, c'est de rejeter l'imposition idéologique. Vous savez, je dis toujours que la Chine s'est engagée dans la mondialisation au cours des 30 dernières années selon ses propres termes, c'est pourquoi elle a réussi. Il est important de souligner que ce à quoi la Chine a dit « Non » dans la dernière vague de mondialisation est tout aussi important que ce à quoi la Chine a dit « Oui ». La Chine a dit oui pour compter sur le marché pour attribuer les ressources, mais elle a dit non à l'abandon de la souveraineté nationale, à la libéralisation politique, à la marchandisation totale et au retrait du pouvoir de l'Etat. La Chine a dit non à beaucoup de choses, et par conséquent, la proposition de la Chine pour un nouveau cycle de mondialisation serait une revitalisation de la souveraineté nationale pour donner aux différents pays leur propre espace et leur propre liberté de poursuivre leurs propres voies et de choisir leurs propres modèles. Troisièmement, sur cette base, nous devons créer un monde plus en réseau. Il s'agit du pluralisme en réseau, par opposition à l'universalisme hégémonique, et je pense que c'est ce que la Chine proposera. Elle en est encore à ses débuts mais je pense que le monde devrait s'ouvrir à cette proposition et collaborer avec la Chine sur ce sujet.

Hong Kong n'est pas un État souverain, Hong Kong fait partie de la Chine. Par conséquent, lorsque nous examinons la démocratie ou le processus de démocratisation à Hong Kong, nous ne devrions pas comparer Hong Kong à un État souverain. Nous devrions et pourrions seulement comparer la démocratie et la démocratisation à Hong Kong à celles de villes comme Paris, Londres, New York, Tokyo ou Washington DC. Cependant, Hong Kong n'est pas une ville ordinaire parce qu'en vertu de la Loi fondamentale, promulguée en 1990 après cinq ans de consultations intensives et à grande échelle à Hong Kong et dans le reste du pays, et en vertu des conditions du retour de Hong Kong en Chine, Hong Kong s'est vu attribuer, non seulement « un pays, deux systèmes », mais aussi « un pays, deux systèmes, le peuple de Hong Kong à la tête de Hong Kong, avec un degré élevé d'autonomie ». Pas une autonomie complète, mais un degré élevé d'autonomie et ce degré élevé d'autonomie est bien défini dans la Loi fondamentale. Au total, il y a 160 articles dans la Loi fondamentale qui sont appliqués depuis 22 ans maintenant, donc quand on parle d'un pays, deux systèmes » ou quand on parle de démocratie, ce ne sont plus des concepts abstraits pour Hong Kong ; ils font partie de nos arrangements constitutionnels et juridiques. [...] Les cinq demandes des manifestants et des émeutiers de Hong Kong incluent le suffrage universel pour Hong Kong mais, pour eux, le suffrage universel n'est pas le suffrage universel selon la Loi fondamentale ; ils veulent que ce soit Hong Kong qui instaure ce suffrage par lui-même, sans l'implication de Pékin : donc nous sommes coincés. [...] Je suis sûr que vous avez des craintes quant à l'avenir de Hong Kong, nous en avons aussi, mais nous devons nous en tenir à la Loi fondamentale ; Hong Kong est une société fondée sur le droit et les règles, nous devons passer par l'Etat de droit, encore une fois, « un pays, deux systèmes, un degré élevé d'autonomie, le peuple de Hong Kong gouvernant Hong Kong ». À Hong Kong la démocratie n'est plus une notion abstraite, tout est dans les dispositions constitutionnelles.





MODÉRATEUR :  
Thierry de Montbrial  
Fondateur et président  
de l'Ifri et de la WPC



Jean-Paul Agon  
Président-directeur général, L'Oréal

Je trouve que diriger aujourd'hui une entreprise mondiale dans cet environnement extrêmement mouvant et complexe est quelque part intellectuellement plus intéressant que dans le passé. Cependant, il est vrai que cela nécessite beaucoup d'adaptation et d'être très multipolaire. Il faut être très mobile, très agile et très adaptable. Cela nécessite un management nouveau qui est moins dans l'anticipation à très long terme, mais plutôt dans la souplesse, la mobilité et l'adaptation permanente à un monde qui change en permanence. [...] La meilleure protection est d'être complètement mondial. C'est le cas pour une entreprise comme la nôtre étant donné que nous couvrons tous les pays, tous les circuits, tous les niveaux de prix et toutes les catégories. C'est finalement le fait de couvrir tous les segments de votre marché pour tous les lieux géographiques qui vous permet de vous assurer contre les aléas d'un endroit ou d'un autre. [...] Je pense que l'avenir est le light footprint qui consiste à avoir une présence plus légère avec des investissements plus mobiles, plus agiles et plus adaptables qui vous permettent aussi de réallouer vos priorités et vos développements en fonction de l'évolution du monde. C'est favorisé par l'évolution de la technologie. L'industrie 4.0, par exemple, va dans ce sens-là. [...] Je crois que dans le monde d'aujourd'hui, qui est un monde d'imprévisibilité, il faut se garder en permanence toutes les options ouvertes et faire attention à ne pas s'enfermer dans des choix qui vous condamnent définitivement. [...] Je pense que nous avons été l'une des premières entreprises à considérer l'éthique comme vraiment la colonne vertébrale absolument indispensable d'une entreprise, et d'ailleurs nous sommes reconnus aujourd'hui par Covalence et beaucoup d'autres organismes de notation éthique comme l'entreprise la plus éthique au monde. Je pense qu'il faut être fidèle à ses propres valeurs, et les appliquer partout sans aucun compromis. Et donc nous avons une charte éthique qui définit très clairement des principes éthiques universels. Ces principes éthiques sont connus de tous les collaborateurs et nous avons une tolérance zéro dans tous les pays du monde sur le non-respect de la charte éthique.



MODÉRATEUR :  
Virginie Robert  
Cheffe du service  
international, *Les Echos*



Bark Taeho  
Président du Lee&Ko Global Commerce Institute,  
ancien ministre du Commerce de la République de Corée



Karl Brauner  
Directeur général adjoint de l'OMC

Les dommages économiques résultant des longs conflits commerciaux entre les États-Unis et la Chine sont de plus en plus lourds. En Chine, les fabricants dont les produits sont exportés aux États-Unis sont les plus touchés alors qu'aux États-Unis, ce sont les consommateurs et les utilisateurs de biens importés de Chine, ainsi que les agriculteurs américains qui exportent leurs produits agricoles vers la Chine qui sont touchés. Les pays tiers comme la Corée sont également touchés puisque la Chine et les États-Unis représentent leurs principaux partenaires commerciaux. Nous espérons que les États-Unis et la Chine parviendront à un accord le plus tôt possible. Entre 2010 et 2016, selon A.T. Kearny, plus de 800 entreprises américaines ont quitté l'étranger pour revenir s'installer aux États-Unis. Ce phénomène s'appelle le «reshoring» ou, en français, la relocalisation. Des phénomènes similaires ont été observés à Taïwan puisque de nombreuses entreprises taïwanaises implantées en Chine sont retournées à Taïwan car le gouvernement a mis en place de nombreuses mesures incitatives. Dans ce contexte de commerce mondial incertain, les gouvernements de nombreux pays pourraient chercher à mettre en place des politiques commerciales et d'investissement tournées vers l'intérieur. Les investissements mondiaux seront alors en baisse, engendrant à terme des impacts négatifs sur la croissance économique mondiale future. Les difficultés provenant de l'ouverture des marchés se concentrent sur certaines populations et certains secteurs. Ils peuvent facilement former des groupes de pression et manifester en menant de nombreuses actions collectives. Ainsi, les politiciens utilisent les réactions protectionnistes de ces groupes de pression pour obtenir davantage de voix aux élections. Pour combattre ces coalitions politiques, les personnes et les secteurs qui tirent avantage du commerce doivent également faire entendre leur voix auprès des politiciens. L'OMC, créée en 1995, n'a pas pu faire grand-chose jusqu'ici, principalement à cause de son mécanisme de décision par consensus. Les pays membres doivent mettre tout en œuvre pour réformer fondamentalement l'OMC. Autrement, il sera extrêmement difficile d'obtenir des résultats même si l'OMC souhaite faire quelque chose dans le futur.

Les institutions internationales fondées par des États membres souverains ne peuvent fonctionner efficacement que s'il existe une réelle volonté de coopération parmi ces membres. Sans volonté de coopérer, la structure organisationnelle aura beau être la meilleure et l'architecture relative aux accords aura beau être la plus sophistiquée, elles ne pourront fonctionner de manière satisfaisante. Le cas de l'OMC, organisation dirigée par ses membres, en est un parfait exemple. Pour qu'elle fonctionne comme il se doit, ses membres doivent nouer des relations constructives les uns avec les autres. La discussion sur la réforme de l'OMC ne lui permettra de gagner en efficacité que si les membres sont prêts à respecter ce dont ils ont convenu. Le leadership positif assuré par les États-Unis depuis plus de 70 ans fait désormais défaut. La crise qui secoue l'Organe d'appel pourrait être surmontée en restaurant la confiance. La confiance se bâtit et se nourrit d'expériences positives. Et trouver des solutions à certains des griefs des États-Unis, qui portent sur des questions techniques pour lesquelles des propositions de réforme ont été soumises, pourrait constituer une expérience positive. En attendant que l'Organe d'appel du mécanisme de règlement des différends puisse de nouveau siéger, certains membres pourraient se contenter, pendant une période transitoire, d'un système à un seul niveau. D'autres membres (UE, Canada, Norvège) ont conçu un système d'arbitrage prévoyant un mécanisme de recours temporaire. Il est à espérer que les membres ne choisiront pas de faire appel à un Organe qui est dans l'incapacité de fonctionner normalement. Il ne serait alors pas possible de faire appliquer les décisions et cela compromettrait la primauté de l'État de droit.

## Commerce, investissement direct et Confiance

## Commerce, investissement direct et Confiance



**Gabriel Felbermayr**

Président du Kiel Institute for the World Economy, professeur d'économie et de politique économique à l'Université de Kiel



**Marcus Noland**

Vice-président exécutif du Peterson Institute for International Economics, ancien économiste au Council of Economic Advisers du Bureau exécutif du président des États-Unis



**Yoriyumi Watanabe**

Professeur d'économie politique internationale et doyen de la School of International Communication à la Kansai University of International Studies au Japon

Si vous regardez les gros agrégats macroéconomiques, l'investissement est de loin le plus volatile, et il réagit le plus aux informations nouvelles ou modifiées, et aussi à l'incertitude. Vous pouvez repousser l'investissement mais vous ne pouvez pas repousser autant la consommation : les gens doivent manger, etc. Par conséquent, cette procrastination est le principal sujet de préoccupation actuellement. Si vous regardez la Corée, une autre caractéristique marquante de l'économie coréenne à l'heure actuelle est dans l'impact sur l'investissement. Il est négatif depuis plusieurs trimestres, je pense déjà depuis trois ou quatre trimestres, et cela reflète simplement le fait que si vous ne connaissez pas les marchés d'avenir, qu'il y ait des taxes douanières ou non, que pouvez-vous faire en tant qu'entrepreneur ? Vous ne pouvez qu'attendre. [...] Ce que nous avons vu au cours des 30 dernières années, certainement durant la période de l'hyper mondialisation, est une hausse des inégalités, parfois très clairement mesurée aux États-Unis, parfois pas si évidente, comme en Allemagne. Depuis 2005, les chiffres ne bougent plus vraiment, mais les inégalités perçues ont beaucoup augmenté. Si vous regardez les recherches qui ont été faites sur le populisme, il semble qu'il y ait un lien. Beaucoup pensent que l'ouverture commerciale aggrave ce problème, qu'elle crée des perdants, et il existe une très forte opposition sur le plan politique à ce que l'on permette que de telles pertes se produisent à des périodes de fragilité politique. Je pense que c'est peut-être en Europe l'argument le plus important à l'heure actuelle. Beaucoup croiront que, par exemple, l'Accord de Mercosur est en réalité une bonne chose, qu'il nous aidera vraiment, qu'il fera en sorte que Bolsonaro respecte l'Accord de Paris par exemple, mais la fragilité politique au sein de l'Europe fait qu'il est difficile de créer des perdants qui soutiendraient alors les partis populistes et causeraient des ravages dont nous ne voulons pas.

Donald Trump est un protectionniste affirmé. Les personnes autour de lui ne sont pas des amis de l'OMC. Ils souhaiteraient revenir au temps du GATT lorsqu'il n'y avait pas de mécanisme de règlement des conflits. [...] Donald Trump a fait évoluer les États-Unis de statut de voisin de l'Union européenne et du Japon avec des taux appliqués inférieurs à 2 % au statut de voisin du Brésil et de l'Inde. [...] Étant donné que le processus de destitution s'intensifie, on s'attend à des commentaires sur le commerce et d'autres problèmes en lien avec la politique étrangère, qui ne correspondent nullement à la réalité, qui sont animés par le discours politique intérieur. [...] Nous devrions donner à Donald Trump et à Boris Johnson le Prix Nobel d'Économie pour la stimulation de nouvelles recherches. Trump est un protectionniste, donc l'une des caractéristiques des renégociations, ou des négociations de ces accords commerciaux, est qu'elles les éloignent du marché libre. [...] Nous avons maintenant un gouvernement qui serait très heureux de voir l'OMC paralysée par le blocage de la désignation de nouveaux juges d'appel. Le virage protectionniste des États-Unis semble reposer sur un sentiment pernicieux. [...] Si les démocrates accueillent bien plus favorablement une coopération internationale, ils n'ont pas nécessairement un point de vue libéral en matière de commerce. Compte tenu de l'économie politique des États-Unis, les prochains résultats pourront varier de « passables » à « désastreux ». [...] Mon collègue, Chad Bown, tient à jour un calendrier parfaitement fiable sur le site Web de l'Institut Peterson, donc si vous voulez rester à jour sur la politique commerciale des États-Unis, connaître la situation actuelle et les raisons qui ont conduit à cette situation, consultez le site PIIE.com et recherchez le calendrier commercial de Chad Bown. Il est absolument indispensable sur cet ensemble de problèmes.

Il y a un côté positif et un côté négatif à ce récent accord commercial entre le Japon et les États-Unis. Du point de vue japonais, c'était plutôt un bon accord parce que nous avons pu éviter l'imposition de 25 %, les droits sur les automobiles japonaises devant être exportées vers les États-Unis. Le côté négatif, c'est que cela réduira les chances pour les États-Unis de revenir à l'Accord de partenariat transpacifique. Les États-Unis cherchent depuis longtemps un accès au marché agricole japonais. Désormais, les États-Unis ont un meilleur accès au marché japonais pour les produits agricoles américains, ce qui réduira la possibilité pour les États-Unis de revenir à l'Accord de partenariat transpacifique, l'Accord original, le TPP 12. [...] Juste un dernier commentaire sur cet accord récent sur une entente commerciale entre le Japon et les États-Unis. L'une des principales réticences que suscite cet accord est le fait que les États-Unis ne pouvaient pas offrir le même traitement tarifaire sur les pièces et les composants automobiles que celui qu'ils proposaient lors des négociations du TPP 12 qui s'est conclu en octobre 2015. Ainsi, les taxes sur les voitures particulières s'élèvent à 2,5 %. L'accord TPP 12 prévoyait une élimination progressive des droits de douane de 2,5 % sur 25 ans. Cependant, pour les pièces et les composants automobiles, le Japon a vu plus de 87 % de ses lignes tarifaires soumises à des droits de douane standards. C'est une élimination immédiate des taxes. Voilà l'accord qui a été conclu en octobre 2015.





## La politisation du système international des paiements et l'avenir du système monétaire international



MODÉRATEUR :  
**John Lipsky**  
 Peterson Distinguished Scholar à la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University ; ancien premier directeur général adjoint du FMI



**Jeffrey Frieden**  
 Professeur au département du gouvernement à l'Université de Harvard



**Akinari Horii**  
 Conseiller spécial et membre du conseil d'administration au Canon Institute for Global Studies, ancien gouverneur adjoint à la Banque du Japon

La suprématie du dollar repose en grande partie sur l'espoir que l'ordre politique américain protège et défend la valeur réelle de la devise américaine, ainsi que la stabilité et l'ouverture de son système financier. La théorie et l'histoire nous confirment que ces aspects sont essentiels dans le rôle international de n'importe quelle devise, y compris le dollar. Je pense que cette importance accordée au soutien politique de la stabilité monétaire, d'un système financier ouvert et de la stabilité financière contribue à expliquer les difficultés de l'euro, compte tenu de la nature instable des politiques monétaire et financière de la zone euro, mais aussi les difficultés du RMB, étant donné la nature non transparente de la politique en Chine et les doutes considérables à l'égard de la stabilité des institutions financières du pays. C'est la volonté politique intérieure des autorités américaines qui explique à mon sens en bien des points la volonté des populations partout dans le monde de continuer à utiliser le dollar. [...] Dans les années 1920 et au début des années 1930, les États-Unis étaient le premier prêteur au monde, le premier investisseur direct à l'étranger, la première nation commerciale. Le pays était également très isolationniste et très hostile à la coopération économique internationale. [...] D'autres membres du G20 pourraient, s'ils le souhaitaient, créer un système financier et un système de paiement qui contourneraient les États-Unis. Cela serait une solution coûteuse, difficile à mettre en place, mais faisable. À mon avis cependant, ce n'est pas une bonne chose. Nous perdriions une part considérable de l'ampleur et de l'histoire de stabilité que nous avons tendance à associer au dollar.

La proportion du dollar reste quasi inchangée, à 90 % ou un peu moins depuis le lancement de l'enquête par la BRI en 1989. Les deuxième et troisième devises qui sont échangées activement sur le marché des changes sont l'euro et le yen japonais. [...] À mon avis, la confiance du marché compte beaucoup pour une devise internationale utilisée activement. Ce n'est pas seulement la confiance dans la valeur de la devise qui importe mais aussi la confiance dans son intégrité. L'intégrité d'une devise n'est préservée que lorsque celle-ci fonctionne de manière appropriée comme moyen d'échange, unité de compte et réserve de valeur. [...] Je pense qu'il est même très improbable que le RMB serve de devise véhicule sur le marché au cours de ce siècle. Pour que l'euro puisse jouer un rôle plus important, ses marchés financiers doivent gagner en ampleur et en profondeur. [...] Il y a plusieurs années, le gouvernement américain sous la présidence de Barack Obama a essayé d'utiliser son influence sur le système financier international en guise de sanction économique contre la Russie et l'Iran. Avant même que Donald Trump ne devienne président des États-Unis, les Chinois ont commencé à s'inquiéter de la possibilité de son application en Chine et ont tenté de moderniser les systèmes de paiement et de règlement en RMB, élargissant ainsi le périmètre pour une utilisation internationale du RMB. Ces dernières années, les préoccupations chinoises se sont accrues. [...] Même les Chinois veulent sortir de la devise chinoise afin de placer leur richesse en dehors du pays. Comment les investisseurs étrangers peuvent-ils croire à l'intégrité du RMB ? C'est très simple ! Les droits de tirage spéciaux (DTS) ne disposent d'aucune base clientèle car les investisseurs internationaux peuvent créer leur propre panier de devises. Si vous êtes un petit investisseur, vous êtes rattaché à votre devise locale mais personne n'est intéressé par le panier de devises des DTS.



## La politisation du système international des paiements et l'avenir du système monétaire international



**Hélène Rey**

Professeure d'économie à la London Business School, membre de la Commission économique de la nation, membre du Haut Conseil de stabilité financière



**Sergueï Storchak**

Vice-ministre des Finances de la Fédération de Russie



**Jean-Claude Trichet**

Président du conseil d'administration de Bruegel, président de la Commission trilatérale pour l'Europe, ancien président de la BCE

Imaginez maintenant un monde dans lequel le poids relatif des États-Unis dans l'économie mondiale diminue. Nous avons beaucoup de liquidités en dollars hors des États-Unis. La demande de valeurs du Trésor américain est importante, mais le poids de l'hégémonie américaine dans l'économie mondiale recule. À un moment donné, il est probable que survienne une crise de confiance. Les ressources budgétaires ne seront tout simplement plus suffisantes pour garantir la liquidité en dollars existant dans l'économie mondiale. [...] Il est clair que l'euro est actuellement la deuxième devise. Cependant, il lui manque encore un actif sûr à l'échelle de la zone euro, équivalent aux valeurs du Trésor américain. L'Europe doit compléter l'architecture financière de la zone euro pour que l'euro puisse devenir une véritable devise mondiale. Dans tous les cas, un actif sûr à l'échelle de la zone euro serait également souhaitable pour améliorer la stabilité de la zone. Ce devrait être l'un des objectifs politiques importants poursuivis dans les années à venir. Le RMB est un autre candidat sérieux. Malgré la volonté politique d'internationaliser la devise, les chiffres montrent qu'il reste beaucoup à faire pour parvenir à une devise internationale viable, en termes notamment de convertibilité et de liquidité du marché. Vu la taille de la Chine, lorsque les choses vont commencer à bouger, cela pourrait aller plus vite que nous le pensons. L'une des raisons à cela est que, pour le moment, nous ne voyons dans l'économie mondiale qu'une seule zone plus ou moins chevillée au dollar et qui stabilise son taux de change par rapport au dollar, mais qui, ce faisant, stabilise également son taux de change par rapport au RMB, puisque ce dernier est informellement défini par rapport au billet vert.

Nous vivons dans un monde où l'infrastructure financière d'un pays spécifique est utilisée comme une arme politique. C'est déplorable, mais c'est la réalité et nous devons faire avec. Il a ainsi été décidé de développer un système spécial de paiement au sein de l'UE, afin de faciliter le commerce avec l'Iran. La Banque centrale de Russie a pris la décision de réduire la part des bons du Trésor américain dans nos réserves internationales. Cela peut être fait de différentes manières, mais ce qui est vraiment intéressant avec le dollar américain, c'est qu'il est indéniablement la principale monnaie de facturation. Bien sûr, on peut parler de commerce international en général, mais le plus important reste la facturation. Vous pouvez établir des accords dans différents pays. Par exemple, lorsque nous accordons des crédits d'État à des étrangers, nous autorisons nos débiteurs à effectuer leurs paiements dans la monnaie de leur choix (rouble, euro, dollar, etc.), mais la facturation est toujours en dollar. Même lorsque l'on discute avec de nouvelles institutions financières comme les nouvelles banques de développement créées par les pays du BRIC, les banques asiatiques d'investissement dans les infrastructures créées par la Chine, et d'autres, on s'aperçoit que le capital autorisé, versé en dollar, est en dollar. Cela explique le fonctionnement de notre système actuel. Je vais vous donner quelques exemples de directives ou de principes de comportement responsable pour les pays émetteurs d'une monnaie de réserve. Le premier principe est de garder votre maison (économiquement et financièrement parlant) en ordre. Ensuite, ne pas nuire aux intérêts des agents économiques. Cela concerne principalement les pays dits secondaires, où les agents économiques pâtissent de sanctions imposées à leur pays alors qu'ils n'y sont pour rien dans les décisions de politique étrangère et les aspirations de leur gouvernement.

Le principal problème que nous avons en Europe est en grande partie de nature politique. Cela concerne aussi bien l'inexistence de bons du Trésor et d'obligations sûres, que la capacité géopolitique de dire à nos partenaires : si vous nous faites du chantage, nous allons vous en faire aussi ; acceptons qu'il n'y a aucune raison que vous nous imposiez vos propres sanctions. S'agissant de l'Iran, la récente tentative de créer un « véhicule spécial » pour contourner le dollar a démontré que la difficulté se jouait ailleurs. Nous savons contourner le dollar, mais nous ne savons pas comment déjouer la capacité qu'ont les États-Unis d'imposer légalement leurs sanctions partout, d'abord aux États-Unis, puis dans le reste du monde. Concernant l'avenir du système, lorsque le RMB sera entièrement convertible avec une volonté claire de participer au système monétaire international, le monde deviendra nécessairement multipolaire et, encore une fois, cela arrivera probablement plus tôt que nous le pensons. Toutefois, le RMB est encore loin d'être une vraie monnaie internationale. Comment allons-nous gérer ce système futur ? Plusieurs hypothèses sont envisageables. Nous pourrions procéder comme nous l'avons fait avec la monnaie dite dominante, avec la capacité d'indiquer très exceptionnellement au marché que le cours du dollar est trop bas, ou trop haut. Les accords du G7 se sont révélés utiles. Nous n'en avons pas eu besoin récemment car, pour des raisons extrêmement complexes, le système international, les principales monnaies ont été et restent relativement stables, même lors de la pire crise depuis la Seconde Guerre mondiale. Cette question intéresse actuellement le milieu universitaire, mais je n'ai aucune analyse convaincante afin d'expliquer pourquoi nous n'avons pas été piégés dans l'une de ces très importantes fluctuations



MODÉRATEUR :

**Laurent Cohen-Tanugi**

Avocat aux barreaux de Paris et de New York, ancien président de la mission interministérielle « L'Europe dans la mondialisation »



**Anne-Thida Norodom**

Professeure de droit public à l'Université Paris Descartes, secrétaire générale de la Société française pour le droit international

Qu'est-ce que le lawfare ? Aujourd'hui, il n'y a pas de consensus sur la signification du lawfare. Le concept de lawfare a été tellement étendu qu'il est aujourd'hui dévoyé. Nous allons le limiter ici à l'utilisation du droit à des fins stratégiques de déstabilisation de l'ennemi. [...] Ce phénomène illustre une mutation de l'art de la guerre. [...] Quelles sont les techniques du lawfare ? Il y a principalement trois techniques : 1/l'engagement de poursuites devant les tribunaux du système international et des systèmes internes. On va, par exemple, utiliser le lawfare pour décrire le dépôt de plaintes pour diffamation contre les experts de la lutte contre le terrorisme afin de les décourager de rendre leur expertise ; 2/l'utilisation abusive de la terminologie juridique, pour manipuler l'opinion publique et les institutions internationales, et influencer cette opinion publique ; 3/la portée extraterritoriale du droit national, qui est une nouvelle technique du lawfare. On en voit des illustrations dans le domaine des sanctions économiques, dans l'usage de la compétence universelle ou encore, plus récemment, dans le cadre de la protection des données à caractère personnel. [...] En conclusion, le lawfare peut être un outil utile lorsqu'il s'agit de communiquer sur la façon d'utiliser le droit dans les conflits modernes, et apparaît comme un substitut aux armes traditionnelles. Le lawfare fonctionne aussi parce qu'il agit sur les valeurs de l'État victime, le respect de l'État de droit devient alors le talon d'Achille des états démocratiques. Devons-nous pour autant renoncer au principe de l'État de droit ? Je ne le crois pas. Il faut combattre le lawfare, à mon avis, par le lawfare, et utiliser le droit, parce qu'il reste toujours l'alternative la plus sérieuse à la guerre.

## L'arme du droit et la mondialisation



**Stuart Eizenstat**

Senior Counsel chez Covington & Burling LLP, ancien conseiller principal de la Maison-Blanche en politique intérieure auprès du Président Jimmy Carter, ancien ambassadeur des États-Unis auprès de l'UE



**Lee Hye-min**

Conseiller de KIM & CHANG, ancien sherpa du G20, ancien vice-ministre du Commerce et négociateur en chef pour l'ALE entre la Corée et l'UE



**Michael Møller**

Ancien directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève

Pourquoi assistons-nous à un essor du lawfare ? Il y a une raison concrète, c'est que les grands États-nations sont conscients qu'il serait catastrophique de s'engager dans des conflits armés à l'ère nucléaire. Par conséquent, ils tentent d'atteindre les mêmes objectifs géopolitiques par des moyens non mortels, par la désinformation, les cyberattaques et par le lawfare. Deuxièmement, pour les acteurs non étatiques, les Talibans, l'État islamique, le Hamas, le Polisario et, dans une moindre mesure l'Autorité palestinienne, à l'ère du terrorisme, c'est une façon de rééquilibrer le conflit face à des ennemis plus forts, une façon peu coûteuse et asymétrique d'attaquer des rivaux plus puissants. Troisièmement, pour des puissances montantes comme la Chine, ou pour de grandes puissances nucléaires comme la Russie, c'est un moyen de renforcer leur influence avec un minimum d'efforts et pour les États-Unis et l'OTAN, cela permet de répondre avec un minimum de provocation. À l'ère du terrorisme pour les États-Unis, c'est un moyen de riposter contre les terroristes et de démontrer leur puissance économique, soutenue par le dollar, et comme nous l'avons vu dans cette administration, c'est un moyen d'exercer une pression économique sans précédent, afin d'obtenir de meilleurs termes commerciaux ou de meilleurs accords internationaux, même si cela signifie l'abandon total et abject des normes internationales et des bonnes pratiques commerciales. [...] Je voudrais conclure sur une note positive. Les États-Unis, l'OTAN et l'Afghanistan utilisent à bon escient un nouveau concept de maintien de l'ordre par le droit, et c'est ainsi que lorsqu'ils délogent l'EI d'un territoire, ils instaurent immédiatement un État de droit et s'efforcent de résoudre les conflits. C'est une opération que l'on appelle COIN (une opération anti-insurrectionnelle). C'est une bonne utilisation, très créative du lawfare.

J'aimerais insister sur deux dimensions qui menacent à l'heure actuelle l'ordre commercial international. Premièrement l'unilatéralisme, par abus de l'exception de sécurité nationale et, deuxièmement, la paralysie du mécanisme de règlement des différends de l'OMC par abus de la règle de consensus. Depuis 2017, les États-Unis et d'autres membres parmi les plus importants de l'OMC ont de nouveau entrepris des actions unilatérales, alléguant qu'ils fondaient leurs actions sur les règles commerciales internationales. Il est donc essentiel pour notre communauté internationale d'œuvrer de concert pour garantir le bon fonctionnement du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Je suis par conséquent déçu d'assister à son effondrement en raison du veto opposé par un seul de ses membres à la désignation de nouveaux membres de l'Organe d'appel de l'OMC. Le système de règlement des différends de l'OMC et son Organe d'appel sont essentiels à la sécurité et la prévisibilité du système d'échange multilatéral. Sans système de mise en œuvre approprié, les règles multilatérales ne sauraient fonctionner efficacement. Si aucune solution n'est trouvée pour résoudre le blocage actuel des nominations à l'Organe d'appel, cela constitue une menace sérieuse pour le régime d'échange international, fondé sur l'État de droit. Mais il n'est pas certain qu'une solution puisse être trouvée car les États-Unis ont rejeté toutes les propositions sans pour autant fournir de piste pour sortir de cette crise. Je pense que la résurgence d'un unilatéralisme dans lequel les membres abusent de l'exception de sécurité nationale et paralysent le système de règlement des différends de l'OMC illustre parfaitement l'utilisation par les États du droit comme d'une arme dans les échanges internationaux.

L'arme du droit n'est pas un phénomène nouveau. Il existe depuis que l'humanité a commencé à se doter de règles et de normes qui définissent la manière dont nous nous gouvernons. Nous utilisons le droit pour le meilleur et pour le pire. Nous l'utilisons pour encadrer la vie en société, mais aussi pour gouverner et, comme nous venons de l'entendre, pour subjuguier, pour obtenir des avantages politiques, économiques et personnels, etc. Nous l'utilisons aussi pour contrer les aspects négatifs dont nous avons parlé. Véritable constante historique, cet exercice d'équilibre entre le bien et le mal à tous les niveaux de nos sociétés a atteint ces 70 dernières années des niveaux absolument inégaux et extraordinaires de paix, de respect des droits et de bien-être. Les droits de l'Homme n'ont jamais été autant pris au sérieux qu'aujourd'hui, et de toute évidence, ces avancées n'auraient pas été possibles et ne sont pas possibles sans le droit. [...] Le débat d'aujourd'hui sur l'arme du droit et la mondialisation est l'expression d'une préoccupation grandissante quant à l'effritement des principes fondamentaux de l'ordre international et même national. C'est une réalité. L'évidence implicite avec laquelle nous considérons, il y a encore quelques années, l'État de droit comme l'ordre naturel au sein d'un État, et le système libéral entre États, semble aujourd'hui presque naïve. [...] Le débat politique aujourd'hui rappelle ce qu'Hannah Arendt a écrit sur les années 1920 et 1930, à savoir que toute affirmation de fait devient une question de motif, et que les débats sont décidés par l'allégeance, et non par l'argumentation. Les populistes du monde entier nous ont poussés dans un scénario « nous contre eux », à savoir le peuple contre les classes dirigeantes, la population locale contre les immigrants, et d'autres fausses dichotomies de ce type.



## Technologie, société et politique



MODÉRATEUR :  
**Jim Hoagland**  
 Conseiller de la rédaction  
 du *Washington Post*



**François Barrault**  
 Président d'IDATE DigiWorld, président et fondateur  
 de FDB Partners



**Jean-Yves Le Gall**  
 Président du CNES, président de la Fédération  
 internationale d'astronautique, président du Conseil  
 de l'Agence spatiale européenne

En ce qui concerne l'évolution de la technologie, vous avez deux activités. La première est ce que l'on appelle le B2B, Business To Business. C'est assez facile, car tout a été conçu par l'homme pour que la machine serve l'homme. C'est assez facile parce que vous savez exactement ce que la machine va faire. Le B2C n'est pas aussi simple parce que vous donnez la technologie aux gens, mais vous ne savez jamais ce qu'ils vont en faire. C'est la raison pour laquelle cette activité est difficile à gérer. [...] Je compare toujours l'évolution de l'informatique avec le corps et le cerveau. Nous avons un énorme avantage sur la machine. Regardez cet iPhone. Je peux le voir, je peux le sentir, je peux le goûter... Je peux aussi l'utiliser, lui parler... Nous avons cinq sens pour communiquer. La machine a deux sens. La machine peut voir avec une caméra. La machine peut écouter, « Hello Siri », etc. Par conséquent, au minimum, nous en sommes à cinq contre deux. [...] Nous allons donc assister, au cours des trois prochaines années, à une incroyable mutation que Carlos Moreira a décrite dans son livre, *The TransHuman Code*, mutation due à trois révolutions technologiques. Tout d'abord, la nouvelle loi de Moore sur l'informatique. Tout sera un million de fois plus rapide, moins cher et plus petit. Ensuite, la 5 G, qui va nous donner accès à tout le spectre disponible, en temps réel, et ensuite tous ces algorithmes qui vont créer des logiciels temps réel. [...] Cette mutation va également impliquer de nouvelles démocraties. Auparavant, nous contrôlions les gens. Maintenant, les gens peuvent s'exprimer. Je pourrais parler pendant des heures. La bonne nouvelle, c'est que le meilleur est à venir. La machine ne prendra jamais le contrôle de nos vies tant que nous serons raisonnables.

L'industrie spatiale est probablement l'une des plus jeunes industries. Malgré cela, nous devons faire face à de nombreux défis, le premier étant le rythme des changements technologiques. [...] Le deuxième point a trait à notre deuxième défi, la quatrième révolution industrielle. Cette quatrième révolution s'applique bien sûr à la digitalisation et à la mondialisation. [...] Le troisième point est ce que j'appellais la nouvelle ère médiatique post-vérité, car aujourd'hui, la valeur de la science n'est plus réaliste. On nous dit beaucoup, beaucoup de choses qui ne sont parfois pas très crédibles. [...] Vous avez probablement vu cette photo prise le 24 décembre 1968 par les astronautes d'Apollo 8 tournant autour de la Lune. Nous y avons vu pour la première fois un lever de terre pris depuis la Lune. Dans cette image, nous avons deux messages. Le premier message a trait à l'espace, à la technologie. Le deuxième souligne la fragilité de notre monde, un petit point bleu totalement perdu dans l'immensité de l'espace, et encore une fois, c'est un défi majeur que nous avons devant nous.



## Technologie, société et politique



**Susan Liataud**

Professeure de droit et de politique publique à l'Université de Stanford, présidente par interim du Conseil de la London School of Economics, fondatrice et directrice générale de Susan Liataud & Associates Ltd



**Holger Mey**

Vice-président des concepts avancés chez Airbus à Munich, ancien PDG de l'Institute for Strategic Analyses à Bonn



**John Sawers**

Président exécutif de Newbridge Advisory, conseiller à la Chatham House, ancien chef des services de renseignements (MI6) du Royaume-Uni

Mes différents points auront en commun trois éléments. Le premier est qu'ils ont tous une implication éthique considérable pour les citoyens, entreprises et gouvernements. Le deuxième est que, quelle que soit la quantité de technologie présente, il y a toujours des gens qui sont en fin de compte responsables, et en fin de compte affectés. Le troisième est que je regarde cette intersection entre technologie, société et démocratie à travers le prisme du risque et de l'opportunité. Comment pouvons-nous optimiser l'opportunité, comment pouvons-nous minimiser le risque ? Pour commencer, comme cela a déjà été dit, la technologie est omniprésente. Je pense que nous devons redéfinir ce qu'est une société dans laquelle les démocraties fonctionnent, car dans la réalité, il ne s'agit plus des êtres humains et de leurs institutions. Ce qui relie les différents éléments, ce sont les machines, les applications et les données. Dans la mesure où les citoyens ne comprennent pas comment cela les affecte, les influence, qu'est-ce qui est attendu de leurs dirigeants ? Il est très difficile de faire avancer la démocratie en même temps que la technologie. Je vais prendre un exemple concret concernant l'intelligence artificielle. Je siégerai au Centre for Data and Ethics Innovation Board du gouvernement britannique. Ce centre s'intéresse à l'IA, à ce que les législateurs devraient faire, et à ce que nous devons dire aux citoyens. Il s'agit d'une véritable question sur ce que les citoyens doivent comprendre. Ils n'ont pas tous besoin de savoir coder, mais ils doivent comprendre le ciblage et les mécanismes d'influence. Ils doivent comprendre que l'IA est omniprésente, de la reconnaissance faciale aux voitures potentiellement autonomes, en passant par l'immigration et le maintien de l'ordre et au-delà. Il s'agit donc d'un très grand défi.

Je voudrais principalement aborder deux points. Le premier est la société et son interrelation avec la haute technologie, et en particulier avec l'IA, et le second concerne l'économie et la numérisation de l'économie. Le premier point est bien sûr la relation de la liberté avec la sécurité, puisqu'elle est liée à la surveillance et au contrôle. Or, la liberté et la sécurité n'ont pas une relation de compromis, comme on le dit souvent. Ou vous avez une sécurité totale et pas de liberté, ou vous avez une liberté totale et pas de sécurité. Je pense que sans un certain degré de sécurité, nous n'avons probablement pas de liberté et nous ne pouvons jouir d'aucune liberté. Par le passé, quand un individu commettait un crime, ou un acte de terrorisme, c'était un événement très régional, probablement juste local. Mais aujourd'hui, avec l'autonomisation des gens, en particulier avec la technologie moderne, vous avez des effets en cascade et à grande échelle. [...] Passons maintenant à l'économie. Nous savons tous que la réponse est la numérisation. La question est de savoir comment s'assurer de rester en tête, et ce qui est intéressant à cet égard, c'est que l'invention est peu utile. L'Allemagne a inventé le téléfax, mais c'est le Japon qui l'a produit, qui l'a commercialisé, et qui a gagné de l'argent. Même si vous êtes en Chine depuis longtemps, qui est juste une économie de l'imitation, vous faites de l'argent non seulement en inventant des choses, mais aussi à travers l'application commerciale et la vente. Le problème est que nous sommes confrontés à l'innovation et à une fabrication de haute qualité alors que nous passons à la numérisation, un processus que nous ne devrions pas bloquer et que nous ne pouvons pas arrêter, mais que nous devons gérer.

Nous nous dirigeons vers un monde de rivalité entre grandes puissances. Les institutions que nous avons bâties au cours de la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale sont en déclin. Elles sont remplacées par une concurrence entre grandes puissances. Nous revenons presque à un monde du XIXe siècle, avec les États-Unis et la Chine qui constituent de loin les deux plus grandes puissances, et d'autres acteurs comme la Russie, l'Europe, l'Inde et le Japon. Dans cette rivalité entre grandes puissances, la technologie joue un rôle central. [...] Huawei et ZTE sont devenus parties intégrantes du conflit entre la Chine et les États-Unis pour la domination technologique. [...] En matière de défense, nous devons prévoir la possibilité d'un conflit armé entre les États-Unis et la Chine. Ce que nous observons, c'est une tentative, tant à Beijing qu'à Washington, d'isoler les industries de défense. L'objectif est de ne pas dépendre de l'autre pays, au cas où le pire arriverait, où les deux pays se retrouveraient en conflit. Ce qui se passe dans le domaine de la défense se produit aussi ailleurs, à plus grande échelle. Nous avons dépassé le pic de mondialisation. [...] Dans le monde de la sécurité, la Chine développe un système de surveillance extraordinairement sophistiqué vis-à-vis de sa propre population. Il est plus efficace, plus approfondi, moins violent et mieux accepté par la population que le système utilisé par l'Union soviétique sur sa propre population. [...] Le rôle de la technologie est central dans la rivalité entre grandes puissances qui va être le modèle de conception du monde pour la prochaine ou les deux prochaines décennies.



MODÉRATEUR :  
Thomas Gomart  
Directeur de l'Ifrri

## Les cyberpuissances et la cybermenace



**Patrick Nicolet**  
Directeur des technologies et membre du comité de direction générale de Capgemini



**Jean-Louis Gergorin**  
Ancien directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères



**Meir Sheetrit**  
Ancien membre de la Knesset, ancien ministre des Renseignements et du Comité de l'Énergie atomique, ancien ministre de l'Intérieur

Je voudrais présenter un point de vue d'entreprise sur la cyberpuissance. En raison de l'avantage concurrentiel qu'ils retirent du contrôle des réseaux, les États cherchent à s'approprier la cyberpuissance. Les États se concentrent principalement sur l'infrastructure : par exemple, les centres de données. [...] Les gouvernements cependant finissent par inclure les données et l'IA dans leur portefeuille de cyberpuissance. [...] Aujourd'hui, les entreprises vivent dans un état permanent d'agression avec des menaces avancées et persistantes provenant de gouvernements ou du crime organisé, voire des deux, comme c'est le cas pour la Corée du Nord. Malgré les efforts des gouvernements pour la conserver, une grande partie de la cyberpuissance est maintenant détenue par un nombre très limité d'entreprises. Alors que les États se sont principalement concentrés sur les infrastructures, des géants technologiques se sont développés à partir des logiciels, notamment Microsoft, Amazon, Google et Facebook. Ces géants du web envahissent aujourd'hui le monde des infrastructures. Il en va de même pour les géants technologiques chinois. [...] Les entreprises traditionnelles peuvent devenir les cyberpuissances de demain : dans un monde connecté, les limites entre les secteurs économiques vont se transformer en de nouveaux écosystèmes. L'industrie automobile, par exemple, est actuellement structurée autour de trois actifs : l'ingénierie, la chaîne d'approvisionnement et la distribution. Demain, elle sera électrique, autonome, connectée et devra être associée à une large gamme de services. Gestion des données, propriété et évaluation seront déterminantes pour figurer parmi les gagnants. Les États-Unis et la Chine ont des stratégies claires et les moyens de les exécuter. La bataille pour les données, seul actif de votre système d'information, est la prochaine bataille.

Le cyber est l'utilisation de moyens numériques, intrusion informatique et/ou manipulation de l'information digitale notamment sur les réseaux sociaux, pour atteindre des objectifs politiques, économiques ou stratégiques. Il a démontré une remarquable efficacité en temps de paix, par exemple lors de la campagne présidentielle américaine de 2016. La menace cyber croît pour trois raisons : l'accélération de la transformation digitale dans toutes les activités, le constat que plus on se numérise plus on se vulnérabilise, l'implication croissante des États dans les cyberattaques visant les entreprises et les infrastructures critiques. Face à ces menaces au-delà du renforcement de leur cyberdéfense, les États européens doivent développer leurs capacités de renseignement en matière d'attribution des attaques en partageant mieux leurs informations avec le secteur privé. Ils doivent aussi poursuivre le dialogue international lancé par l'Appel de Paris pour la confiance et la sécurité dans le cyberspace.

Le monde a été bouleversé. Parce que soudainement, quelqu'un, de très loin, a ruiné toutes les centrifugeuses de l'Iran, l'empêchant ainsi d'enrichir de l'uranium. Cette attaque a été lancée à distance. Personne n'y est allé. Personne n'y a touché. Personne n'a attaqué et pourtant ils ont réussi à ruiner toute l'infrastructure iranienne de production d'uranium enrichi. Bon, je ne vais pas dire qui l'a fait... c'étaient les États-Unis. Il y a eu des dommages matériels, mais rien n'a été volé. Ce qui a démontré au monde entier qu'il était possible d'agir de loin. [...] L'affaire Snowden a éclaté en 2014-2015. Cette affaire a automatiquement créé une très forte tension entre le besoin de sécurité et la protection de la vie privée. Snowden a en effet révélé que les États-Unis suivaient chacun de nous, lisaient tous les e-mails, etc., qu'ils connaissaient ces informations. Cette affaire a créé de la méfiance vis-à-vis des gouvernements. [...] Dans ce domaine, il y a actuellement beaucoup de concurrence dans le monde. Les pays investissent des milliards, des centaines de milliards de dollars, pour développer ce que nous appelons les ordinateurs quantiques. Je ne m'étendrai pas sur ce sujet, mais je vais juste vous donner un exemple. Google a récemment indiqué que ses ingénieurs avaient réussi, avec un ordinateur quantique de 53 qubits, à réaliser un calcul en 200 secondes, calcul dont l'exécution prendrait 10 000 ans au plus gros ordinateur du monde, à la NASA. Pourquoi 200 secondes ? Parce que c'est pour l'instant la durée pendant laquelle ils parviennent à faire fonctionner un ordinateur quantique. Mais ils réussiront à créer un ordinateur quantique capable de durer, ce n'est qu'une question de temps. À partir de là, tout sera possible, car dans le monde, tout changera, y compris votre vie.



## Le climat et l'environnement



MODÉRATEUR :  
Thierry de Montbrial  
Fondateur et président  
de l'Ifri et de la WPC



**Laurent Fabius**  
Président du Conseil constitutionnel, ancien président de la COP 21, ancien Premier ministre français



**Patrick Pouyanné**  
PDG de Total

Une large partie de l'opinion mondiale partage désormais les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre fixés par l'Accord de Paris. L'enjeu n'est pas, comme on le dit parfois, de sauver la planète, puisque celle-ci continuera à exister même si elle est gravement abîmée et défigurée ; bien plus que cela, il s'agit de préserver des conditions de vie décentes pour toute l'humanité. Pour y parvenir, il est nécessaire d'agir dans tous les domaines, de mobiliser tous les acteurs et d'utiliser tous les outils à disposition. Les gouvernements, dont certains sont climato-négationnistes ou climato-attentistes, portent une responsabilité éminente puisqu'il leur revient de travailler pour l'intérêt général de leur pays, et plus largement. Les régions, les villes mais aussi les entreprises ont également un rôle à jouer face au dérèglement climatique. Le charbon, tout particulièrement en Asie, est l'élément déterminant en termes d'émission de CO<sub>2</sub> ; mais le pétrole a été et reste toujours un émetteur de CO<sub>2</sub> très important. Il ne faut pas oublier non plus que le gaz est une énergie fossile émettrice de gaz à effet de serre. La lutte contre le dérèglement climatique, pour réussir, doit être juste. Il existe en effet un lien étroit entre le problème climatique et la question des inégalités. Il s'agit d'accompagner les personnes et les territoires qui en ont le plus besoin : une taxation, nécessaire, du carbone ne sera pas possible sans accompagnement fiscal et social.

Le climat est un sujet éminemment complexe car c'est un sujet global. Or, il n'y a pas de gouvernance globale de la planète. On veut d'un côté régler un problème global et complexe où il faut unir tous les efforts et, de l'autre, on voit une tendance politique à la fracturation des fonctionnements qui cherchent à réguler la mondialisation et l'interdépendance. De même, chaque État pense à l'énergie de façon égoïste, considérant que l'une de ses missions est la sécurité de l'approvisionnement de son pays. Lorsque l'on parle d'énergie, les citoyens et les consommateurs ont trois exigences : un accès à l'énergie fiable et disponible, à l'énergie pas chère, et enfin une énergie respectueuse de l'environnement, sans qu'elle ne coûte plus cher ! Dans les pays en voie de développement, la conscience du sujet climatique est moins forte. Leur priorité est le développement : sortir leur population de la pauvreté. D'un côté tous les leaders du monde se réunissent à New York pour déclamer tous ensemble « 1,5° », pendant que l'année dernière les investissements dans le charbon sur la planète ont encore augmenté. Quel est d'ailleurs le substitut au charbon ? Le bon substitut au charbon, c'est le gaz. La seule énergie qui permet d'avoir un système énergétique fiable, pérenne, qui assure la saisonnalité de la demande et qui répond à l'intermittence. Tant que l'on continuera à vouloir tout mettre dans le même sac, charbon et gaz, en disant que l'on veut se débarrasser des fossiles, on ne construira pas un système énergétique durable et sérieux à horizon 2040 ou 2050. Croire que les énergies renouvelables vont régler le problème, ce n'est pas réaliste. Cela va prendre déjà beaucoup de temps. Il s'agit ici de milliers de milliards de dollars d'investissements. Tout cela aura un impact sur le coût de l'énergie. C'est la question fondamentale : à quel rythme pouvons-nous aller ou devons-nous aller ? Ce ne sont pas simplement les leaders du monde qui peuvent le décider. Cela se fait aussi avec les citoyens et les consommateurs. C'est ce dialogue qui a du mal aujourd'hui à s'instaurer sereinement.

## La santé en Afrique : défis et opportunités



**Brian A. Gallagher**  
PDG de United Way Worldwide



**Nardos Bekele-Thomas**  
Coordinatrice résidente des Nations Unies  
en Afrique du Sud

Le titre de cette session, « La santé en Afrique : défis et opportunités », semble assez à propos, car il existe clairement des défis importants et des opportunités significatives. De réels progrès ont été réalisés dans le domaine des soins de santé sur l'ensemble du continent. Au cours des 15 ou 20 dernières années, l'espérance de vie a augmenté. En ce qui concerne la santé des enfants, les résultats sont meilleurs. Les décès dus aux maladies transmissibles sont en baisse, mais il est clair que les progrès ont été inégaux. Nous avons encore de nombreux défis à relever sur le continent. 17 % de toutes les maladies recensées dans le monde concernent les Africains, qui ne représentent pourtant que 11 % de la population mondiale. 50 % des dépenses de santé en Afrique sont financées de la poche des patients. 1 % seulement des dépenses de santé dans le monde concerne l'Afrique subsaharienne. Et je viens juste d'apprendre, alors que je me préparais pour cette session, qu'il y a eu sur le continent africain un problème de médicaments frauduleux représentant 1,7 billion de dollars. Si l'on ajoute à cela les infrastructures, la pauvreté, la violence dans certains endroits, la pénurie de professionnels qualifiés, il est clair que nous avons des défis à relever, mais aussi des opportunités. [...] Ce que je suggère, c'est qu'il existe une opportunité. Étant donné l'évolution des soins de santé en Afrique, il est possible de créer un système africain, non pas un système américain, un système français, ou un système asiatique, mais un système africain. C'est ce à quoi j'ai demandé à nos intervenants de réfléchir. Donc, les défis, les opportunités, mais aussi la voie à suivre.

Les gens pensent que l'Afrique du Sud est un pays sophistiqué dont le revenu moyen est élevé. Oui, c'est un pays sophistiqué, mais il y a en fait deux pays en un seul. Il y a un pays doté d'un système de soins de santé coûteux, faisant appel à la haute technologie et qui couvre 10 à 15 % de la population. Et, il y a un pays dont les soins de santé, en termes de qualité, vont d'insuffisants à médiocres. Ce deuxième pays présente les caractéristiques de tout pays moins développé. Les services de santé de base y sont dispensés gratuitement par le gouvernement et couvrent 80 à 85 % de la population. Nous avons 153 régimes d'assurance maladie. Chaque entreprise/organisation a l'obligation d'avoir un régime d'assurance maladie. Le gouvernement offre des soins de base et des soins hospitaliers gratuits pour tous, à condition qu'ils soient dispensés par les services de santé publics. Le secteur public est débordé, sous-financé, mal équipé et ne dispose pas du personnel adéquat et approprié pour une demande croissante. Face à cette situation, le gouvernement a pris deux mesures importantes. La première a consisté à mettre en place un régime national d'assurance maladie afin de garantir des soins de santé de qualité pour tous. [...] Deuxièmement, le président a promis d'allouer chaque année 221 milliards de rands pour la mise en place de ce régime national d'assurance maladie. Le gouvernement est véritablement engagé dans les soins de santé universels. Malheureusement, une récente enquête dans le secteur de la santé a révélé que la corruption y représentait une perte annuelle de 22 milliards de rands. Le Président a promis de donner la priorité aux actions visant à réduire la corruption, à tous les niveaux.



## La santé en Afrique : défis et opportunités



**Juliette Tuakli**

Fondatrice et directrice médicale de Family CHILD & Associates, Ghana ; présidente du comité de gouvernance de United Way Worldwide



**Robert Sigal**

Directeur général de l'Hôpital américain de Paris



**Pierre M'Pelé**

Ambassadeur de Mercy Ships pour l'Afrique, directeur du bureau régional de Mercy Ships pour l'Afrique

Le Ghana est l'un des pays africains salués pour ses réalisations au niveau du Service national de santé (National Health Service ou NHS) et sa capacité à améliorer le niveau des soins pour la plupart de ses citoyens. Le Ghana n'est pas tombé dans le piège de la gratuité des soins au niveau du NHS. Je crois que la gratuité des services pour la population n'est probablement pas une bonne idée. Les services de santé n'y font pas exception. Même si le montant payé est dérisoire, cette approche est préférable. Le gouvernement, dans sa sagesse, a prévu un paiement très modeste pour les citoyens éligibles au NHS et a mis en place un programme assez impressionnant. [...] Cependant, même au sein du NHS du Ghana, destiné à assurer une large couverture pour une population relativement importante, des lacunes importantes subsistent. Il n'y avait pas de dispositions particulières pour inciter les femmes à se faire soigner. Traditionnellement, nos femmes ne cherchent pas à obtenir des soins tant que leurs enfants et tous les autres membres de la famille n'ont pas été pris en charge. C'est ce qui ressort des statistiques sur les services fournis, en particulier sur l'état de santé des femmes inscrites et enregistrées auprès du Service national de santé. Il est nécessaire d'apporter des améliorations pour que le NHS renforce et recommande l'accès aux soins, en particulier pour les femmes. Nous avons fait du bon travail pour réduire la mortalité et la morbidité infantiles. Le problème aujourd'hui ce sont les routes. Nous avons de nouvelles routes, très belles, grâce à la Chine et à d'autres grands pays. Malheureusement, ces nouvelles routes entraînent une fréquence élevée d'accidents. Ce phénomène commence à compromettre certaines des avancées que nous avons réalisées en matière de mortalité et de morbidité infantiles. C'est une situation assez paradoxale !

Si vous voulez fournir des soins de santé, que ce soit en France, aux États-Unis ou en Afrique, vous avez besoin fondamentalement de trois choses : une infrastructure de base, de l'eau, de l'électricité. Ensuite, il faut des infrastructures sanitaires, des bâtiments, de l'équipement, et enfin, des infrastructures humaines, des infirmières, des techniciens et des médecins. Dans les 47 pays d'Afrique aujourd'hui, la situation est très diversifiée. Le Maghreb, par exemple, dispose d'une infrastructure de base et bien sûr d'une infrastructure sanitaire. En ce qui concerne les médecins, quel est le nombre de médecins pour 10 000 personnes ? L'Algérie en compte 18, le Maroc 7. L'Afrique du Sud compte 9 médecins pour 10 000 personnes. Cependant, pour les pays situés entre ces deux extrêmes, la situation est différente. Le nombre de médecins serait plutôt inférieur à cinq dans ces régions et la proportion va même jusqu'à 0,5 médecin pour 10 000 personnes au Nigeria. Il y a donc clairement un problème quantitatif. [...] Une entreprise américaine a compris à un moment donné que ce qui était bon en Amérique n'était pas bon pour les autres continents. Beaucoup d'efforts ont été faits en Chine pour la Chine, en Inde pour l'Inde. Nous pouvons imaginer exactement la même chose pour l'Afrique : en Afrique pour l'Afrique. Vous pouvez parfaitement imaginer une solution locale inventée en Afrique, et une solution rentable parce que nous sommes proches du marché, proches des besoins. Cette solution serait donc bonne pour l'Afrique. Et demain, et c'est ce qui s'est passé en Chine pour la Chine et en Inde pour l'Inde, ces produits qui, au début, étaient seulement bons pour ces marchés spécifiques, sont devenus bons pour le monde entier. La première étape est peut-être en Afrique pour l'Afrique, mais la deuxième étape, dans le futur, est, pourquoi pas, pour le monde entier. Donc je suis optimiste pour l'Afrique.

Le continent africain, au cours des 20 dernières années, a fait des progrès significatifs pour l'amélioration de la santé, et ce, malgré des disparités entre les régions, entre les pays et aussi à l'intérieur des pays. Le continent africain porte 25 % du fardeau mondial des maladies et abrite près de 20 % de la population mondiale avec seulement 2 % des médecins du monde. Les défis sont nombreux, mais certains pays africains sont porteurs d'espoir, tels le Cap-Vert en Afrique de l'Ouest, le Rwanda en Afrique centrale, le Botswana dans la partie sud de l'Afrique et l'Éthiopie en Afrique de l'Est. Je voudrais insister sur ce qui s'est passé en Éthiopie. Au cours des 20 dernières années, l'Éthiopie a fait des progrès impressionnants pour l'amélioration de la santé. En 2015, des programmes de développement pour le secteur de la santé se sont achevés. Ils ont commencé en 1997 et ont été structurés en quatre séries de cinq ans. Il s'agit d'un travail impressionnant, car l'Éthiopie a atteint en 2015 presque tous les objectifs du Millénaire pour le développement. Le programme de développement du secteur de la santé a été basé sur une stratégie très audacieuse, le « Health Extension Programme ». Des postes sanitaires ont été mis en place, avec deux infirmières, deux femmes, pour 5 000 personnes. Dans un pays de 100 millions d'habitants, il y a aujourd'hui environ 18 000 postes sanitaires. C'est impressionnant. Les infirmières et les dirigeantes du mouvement « Women Health Development Army » ont été au centre des progrès réalisés pour l'amélioration de la santé en Éthiopie. En Éthiopie, les femmes sont les agents du changement pour la santé.



SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI - UNDER THE HIGH PATRONAGE OF HIS MAJESTY KING MOHAMMED VI

12<sup>e</sup> EDITION  
CONFÉRENCE MONDIALE  
octobre 2019 • Marrakech

WORLD  
POLICY  
CONFERENCE

12<sup>th</sup> EDITION  
GLOBAL GOVERNANCE  
October 12-14, 2019 • Marrakesh

www.worldpolicyconference.com



MODÉRATEUR :  
Steven Erlanger  
Correspondant  
diplomatique  
en chef pour l'Europe  
au *New York Times*

# Incertitudes européennes



Hubert Védrine  
Ancien ministre des Affaires étrangères de France



Volker Perthes  
Président exécutif et directeur du *Stiftung Wissenschaft und Politik*, l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité, ancien sous-secrétaire général des Nations Unies



Ana Palacio  
Ancien membre du Conseil d'État d'Espagne, ancienne vice-présidente de la Banque mondiale, ancienne ministre des Affaires étrangères d'Espagne

Nous sommes censés vous parler des incertitudes européennes – en fait, incertitudes entre Européens. Je pense qu'il faut distinguer les incertitudes immédiates et conjoncturelles, des incertitudes structurelles profondes, peut-être même vitales, et après se demander que faire. Je ne vais pas tout développer, c'est juste des pistes. Les incertitudes conjoncturelles, il y en a énormément. Comment la nouvelle Commission va-t-elle être composée ? Qui la France va-t-elle proposer à la place de Madame Goulard – qui n'aurait jamais dû être proposée ? Comment cela va-t-il fonctionner ? Comment va s'établir le rapport de force entre le Parlement qui veut imposer sa suprématie parlementariste et les autres institutions ? Que va faire cette Europe-là face à Trump s'il est réélu, ou un autre ? Que va faire cette Europe par rapport à Poutine, aux Chinois, à tout le chaos du Moyen-Orient, par rapport à la question migratoire, etc. ? Beaucoup de questions. Que va faire l'Europe aussi par rapport au risque de décrochage technologique ? Ces interrogations conjoncturelles vous sautent à la figure dès que vous ouvrez un journal ou que vous regardez une émission. Je pense qu'il y a derrière cela des incertitudes plus profondes encore, structurelles, voire existentielles. La première : est-ce que les Européens vont se résigner, ou non, à construire une sorte d'Europe puissance que certains demandent depuis longtemps mais qui fait peur à beaucoup d'Européens, même malmenés par le chaos actuel ? Deuxièmement, est-ce que l'Europe dont nous parlons va réussir à reconquérir les classes populaires et les classes moyennes qui se sont détachées de la mondialisation, et de l'Europe ? Ce n'est pas évident. Troisièmement, est-ce que l'Europe arrivera à se protéger de la crise mondiale de la démocratie représentative, dès lors que les gens ne veulent plus être représentés ?

Ce qui m'inquiète le plus c'est la combinaison de certains développements actuels dans notre environnement stratégique. Notre allié le plus important n'est plus notre allié le plus fiable. Nous avons connu des conflits dans notre voisinage immédiat, que l'Europe s'est révélée incapable de gérer. Un de nos grands voisins nous a répété une fois de plus que la force militaire est importante, même en Europe. Et une puissance montante, la Chine, n'est pas un partenaire à sous-estimer mais plutôt à conserver car nous ne voulons pas nous en séparer, comme certains américains pensent qu'ils devraient le faire. Ces facteurs et la montée des mouvements autoritaires dans nos propres pays, sont deux choses indissociables. Je pense que nous avons déjà été témoins, dans certains pays, des conséquences de l'arrivée au pouvoir de mouvements autoritaires qui donnent naissance à de nouveaux ennemis de l'Europe. [...] La Chine est un partenaire sur des problématiques mondiales telles que le changement climatique, la Chine est aussi un concurrent technologique, il n'y a aucun doute là-dessus, et c'est probablement ce qui s'est mal passé à Pékin : la Chine est un adversaire systématique de notre système lorsqu'on aborde les problématiques de gouvernance. Je pense qu'il est important de l'énoncer haut et fort pour s'assurer que cette position d'adversaire vis-à-vis de notre système n'empêchera pas une coopération sur des sujets tel que le changement climatique. [...] Les seuls domaines dans lesquels les gens veulent plus d'intégration sont la politique étrangère et la politique de sécurité. Les politiques étrangère et de sécurité sont les domaines pour lesquels ils veulent une Europe plus intégrée.

Aujourd'hui, nous sommes témoins d'une irrationalité grandissante et de l'omniprésence des émotions. Cependant, l'Europe reste finalement un concept juridique et tous nos instruments sont calibrés dans ce sens. Tout notre système est un concept juridique et la légalité est fondée sur la prédictibilité et la certitude. L'émotion est le contraire de la prévisibilité et de la certitude. C'est, de mon point de vue, une problématique que nous devons examiner et approfondir. En y regardant de plus près, une des raisons qui explique la montée du nationalisme au sein de nos gouvernements est que nous sommes toujours des États, et même si certains d'entre nous aimeraient être ailleurs, nous sommes des États. Dans nos États, nous sommes confrontés au défi de transformer le système de partis politiques traditionnels dans le cadre d'agendas classiques. En ramenant cela au niveau européen, j'appuie Hubert Védrine dans son idée de créer une « Europe puissance ». Mais bien que cela soit clair, nous devons aussi être honnête et reconnaître que nos citoyens ne partagent pas l'idée de poursuivre la construction de l'Europe. En fait, l'Union européenne se trouve dans une phase inter-gouvernementale. La crise de la Commission signifie plusieurs choses, mais elle est tout d'abord le reflet de cette phase inter-gouvernementale avec l'éclatement du PPE et du PSC, dont les travaux communs nous ont fait avancer via des accords et une discipline stricte. Enfin, mon dernier commentaire se porte sur le fait que ça n'est plus « notre monde » et il est difficile de s'y habituer. Ça n'est pas un monde européen ou occidental, et bien qu'on le dise haut et fort, nous ne l'avons pas encore intégré. Soit nous paniquons, soit nous avons une réaction disproportionnée.



## Incertitudes européennes



### Artem Malgin

Vice-recteur de l'Université MGIMO, professeur au département des relations internationales et de la politique étrangère de Russie



### Michael Lothian

Membre de la Chambre des Lords, ancien député du parti conservateur au Royaume-Uni



### Enrico Letta

Doyen de la Paris School of International Affairs à Sciences Po Paris, ancien président du Conseil italien

Du point de vue de la Russie, il y a deux attitudes différentes. La première consiste à suivre le grand public et ça n'est pas évident, c'est quelque chose de nouveau, de mémorable, c'est tout ça à la fois. La deuxième attitude concerne les Russes qui ont compris qu'ils pouvaient profiter de la situation car les politiciens de droite traditionnels, qui ne sont pas toujours des traditionalistes, sont prêts à interagir avec la Russie, et on en revient au cas de la Pologne. Les Balkans, une telle étendue de problèmes, ne sont plus aussi vastes qu'auparavant, mais la Serbie, le Kosovo et la Macédoine sont toujours là eux et ils représentent une incertitude. Puis nous avons la politique étrangère de Trump vis-à-vis de l'Europe qui met de la distance entre les Etats-Unis et l'Europe et qui crée des difficultés au sein de l'Europe. L'organisation générale du commerce mondial implique des problèmes additionnels et complique les accords de l'Union européenne avec ses voisins et partenaires de longue date, dont l'Afrique ou l'ACP, puisque les Etats-Unis se comportent sur la scène du commerce mondial de façon totalement, disons-le, anti-OMC. Il y a une autre liste de problèmes qui concernent, comment dire, la Grande Europe. Tout d'abord, c'est l'Ukraine. Ensuite, la Turquie, puisqu'elle crée des problèmes européens en dehors des frontières européennes qui viennent ensuite se matérialiser en Europe sous la forme de vagues migratoires, de conflits au Moyen-Orient, de nouvelles et parfois surprenantes unions ou alliances lorsqu'il s'agit d'Etats. Dans le cas du Moyen-Orient, l'Europe et la Russie sont directement impliquées.

Je pense que nous devrions rapidement retourner demander aux gens ce qu'ils attendent de l'élite européenne. Est-ce que vous voulez un système qui vous interroge régulièrement sur vos attentes, sur ce que vous souhaiteriez qu'on fasse et nous essayerions d'y répondre ? Je pense qu'actuellement la réponse à cette question est essentielle, bien plus que ne l'est le Brexit. Je pense qu'il y a deux domaines desquels nous pourrions déjà nous occuper pour établir une base commune, que l'on fasse partie de l'Europe ou non. Le premier domaine est celui des renseignements, car il y a actuellement beaucoup de partage de renseignements, qui n'est pas lié à l'Union européenne mais qui se fait sur une base volontaire. Je pense que nous devrions travailler à la création de structures dédiées au partage de renseignements, qui décideraient également de son non-partage si nécessaire. Le deuxième domaine est ce que nous appelons l'Armée européenne. Je pense qu'il y a un vide immense en Europe en terme de forces militaires, mais je ne les vois pas prendre la forme d'une force européenne, car certains pays ne voudraient pas y prendre part. D'autres pays pourraient tout aussi bien dire, alors que nous décidons pour la première fois de ce qu'ils devraient faire, qu'ils ne veulent pas le faire. Nous devrions maintenant réfléchir à la manière dont nous pourrions construire une force armée et une entité qui rassemblent ces pays qui ont vraiment quelque chose de positif à offrir. Ces pays sont dans l'ensemble, et nous le savons au fond de nous, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, et dans une certaine mesure, la Pologne. Nous devrions maintenant nous pencher sur la structure à lui donner pour qu'ils agissent en tant que groupe, pas nécessairement en Europe, ni au sein de l'OTAN, mais en tant que groupe avec un axe européen commun.

Je pense qu'en fin de compte, notre vision de l'Europe en tant que puissance, tel que l'a dit Hubert, ne peut vraiment prendre forme que si l'on intègre une relation avec la Chine et les Etats-Unis dans la discussion. Dans le nouveau monde, dominé par le G2, l'Europe connaît une nouvelle problématique, celle d'être unie. L'autre option est de n'avoir qu'un seul choix dans 10 ans : être une colonie américaine ou chinoise. Je crois que le Brexit était pour la Grande-Bretagne le moyen de devenir le 51<sup>e</sup> état américain au cours du siècle prochain, ou quelque chose du genre. Je pense que l'Europe peut être la troisième superpuissance, seulement en étant unie et en jouant un rôle de chef de file sur deux sujets principaux, qui sont des sujets d'importance pour l'avenir. Ces thèmes d'avenir sont le changement climatique et le second est, si je puis dire, l'humanisme technologique. Ce que j'entends par humanisme technologique, c'est que nous avons perdu le combat de la technologie sur le plan des téléphones portables par exemple, mais nous sommes le seul continent au monde, qui puisse mettre en place une régulation appropriée pour protéger les droits des individus. En fin de compte, la vraie différence est là, et cela amène à réfléchir sur le fait d'assumer un rôle de chef de file sur ce sujet. Je pense que nous devrions développer ce point et assumer ce rôle. D'après moi, ce sont les deux sujets essentiels pour l'avenir. Je pense qu'Ursula von der Leyen a fait le bon choix, en tant que Vice Présidente de la Commission, en mettant ces deux sujets en tête de liste de ses discussions avec Vestager et Timmerman.



MODÉRATEUR :  
**Jim Hoagland**  
 Conseiller de la rédaction du *Washington Post*



**Andrés Rozental**  
 Conseiller en politique à la Chatham House, président de Rozental & Asociados, ancien ambassadeur du Mexique au Royaume-Uni

La région ne va pas bien. Des pays comme le Brésil et le Mexique, les deux plus grandes économies de la région, enregistrent une croissance minimale et, dans le cas de mon pays, celle-ci est nulle. [...] Un problème social s'ajoute à nos autres problèmes : les jeunes n'arrivent pas à trouver du travail et beaucoup ne font pas non plus des études. Un autre problème qui fait partie du scénario actuel, est le retrait de la région dans son ensemble des affaires mondiales et régionales. [...] Je pense que l'Amérique latine, si je peux me permettre, joue en dessous de sa catégorie sur la scène internationale. Je commencerai par le Venezuela où, vous le savez, cela a beaucoup fait la une des journaux, on assiste à une crise humanitaire, avec un gouvernement dont la légitimité est remise en cause par des pressions tant intérieures qu'internationales. En Équateur, le président est attaqué par l'opinion publique en raison d'une réduction ou d'une suppression de subventions sur le carburant. Nous connaissons déjà le passé de l'Argentine. Le pays a connu des hauts et des bas pendant la majeure partie de son histoire, ayant compté parmi les plus riches du monde. Haïti est une autre tragédie. Sur les quatre derniers présidents du Pérou, trois sont en prison et un autre s'est suicidé. [...] Sans compter les scandales de corruption, la violence dans les villes, le crime organisé, le trafic de drogue, des choses qui affectent vraiment notre quotidien et qui, en fin de compte, génèrent un grand mécontentement au sein de la population.

## Où va l'Amérique latine ?



**Carlos Ivan Simonsen Leal**  
 Président de la Fondation Getúlio Vargas, Brésil

Sous le gouvernement Dilma, nous avons commencé à observer beaucoup de keynésianisme, mais Keynes n'a pas été étudié correctement. On a commencé à intervenir dans l'économie. La première intervention a été d'essayer de changer les prix de l'électricité, de tout contrôler. Cela n'a pas fonctionné, cela a fait des ravages et, petit à petit, le taux d'investissement a commencé à baisser. Au même moment, nous avions une banque centrale dominée par des personnes que je qualifierais de vautours, ayant un très fort désir de se créer la réputation de lutter contre l'inflation à mesure que le déficit augmentait. Au lieu de nous concentrer sur le déficit, nous l'avons augmenté en payant plus d'intérêts. La dette publique qui était d'environ +30 % du PIB est maintenant d'environ 80 %. Elle est toujours gérable et, soit dit en passant, nos finances publiques sont meilleures que celles des États-Unis. Le désastre s'est manifesté avec force après le début du deuxième mandat de Dilma Rousseff et cela a été très rapide. Le PIB a commencé à chuter. Le taux d'investissement a énormément baissé. Il y a eu un manque de confiance et Dilma a même été mise en accusation après deux ans de son second mandat pour avoir désobéi aux lois fiscales. Merkel a été jugée pour quelque chose de similaire à ce qu'a fait Dilma, lorsqu'elle a sauvé les banques allemandes du désastre grec. Cependant, Dilma a été jugée par le Congrès et a été destituée de ses fonctions. Le vice-président est entré en fonction comme le prévoit notre constitution et a immédiatement entamé une série de réformes. La plus importante de ces réformes aurait été le changement de la sécurité sociale. Il est allé rencontrer un homme d'affaires dans le garage du palais présidentiel et à partir de ce moment-là, le Brésil a perdu sa gouvernance.



**Miguel Ángel Moratinos**  
 Haut-Représentant pour l'Alliance des civilisations des Nations Unies, ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne

Voici les trois sujets qui reflètent les trois principaux défis qui attendent l'Amérique latine. Premièrement, l'économie. Il y a des populistes de gauche comme de droite, mais aucune politique économique sérieuse dans la majorité des pays d'Amérique latine. La productivité est faible. À l'heure actuelle, ces économies croissent à un taux de 0,5 %, même le Brésil plafonne à 0,8 %, l'Argentine à 0,9 % et le Mexique à 0. Et nous parlons là des producteurs des ressources naturelles les plus importantes qui façonnent l'économie du commerce international. Aucune réforme fiscale n'a été opérée. Connaissez-vous la pression des réformes fiscales en Amérique latine ? La moyenne est de 10 %, contre 40 % en Allemagne, 38 % en Espagne et 50 % en Suède. On ne paye pas d'impôt et aucune réforme fiscale n'a été introduite. Le deuxième défi, c'est l'environnement. Et l'Amazonie fait ici figure de symbole. Qu'est-ce que ces pays vont faire de ces ressources ? Ils ne peuvent pas continuer cette production extractive. Troisièmement, le défi le plus important est politique et social. C'est pourquoi nous avons encore à l'heure actuelle des manifestations dans les rues de Quito. Il y a eu de nombreuses réussites, celle de la Bolivie n'est pas si populaire. Pouvez-vous gouverner un pays, en prenant l'exemple de la Bolivie, où 60 % de la population est indigène et où, jusqu'en 2003, 2004, soit il y a seulement 15 ans, ces personnes n'étaient pas considérées comme des citoyens ? Elles ne participaient pas à la vie politique. [...] Les trois défis doivent être relevés de concert, tant la réforme économique, environnementale que sociale et politique.



**Bertrand Badré**  
 Fondateur et PDG de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier de la Banque mondiale

C'est vrai que lorsque l'on regarde le continent dans son ensemble, 2019 n'est pas une très bonne année. Ce n'est pas une très bonne année car la croissance s'est affaïssée au Mexique, elle reprend à peine au Brésil. Nous pouvons prendre pays par pays, nous pouvons dire que cela ne va pas, mais au niveau de l'ensemble du continent, qui est en plus tiré vers le bas par le Venezuela qui pèse beaucoup sur la croissance macroéconomique du continent, on est juste au-dessus de zéro selon les dernières estimations du FMI pour cette année, même s'il anticipe un rebond l'année prochaine, grâce notamment au redressement du Brésil. Il s'agit donc d'une vision macroéconomique pas très enthousiasmante, d'une vision politique un peu compliquée. Comme la plupart des gens passent assez peu de temps à comprendre l'Amérique latine, ils lisent le journal et disent : « La capitale de l'Équateur a été transférée de Quito à Guayaquil. » Ils lisent au sujet des élections primaires en Argentine et disent : « On croyait que Macri c'était Macron, et en fait pas du tout. » Ils regardent les disputes entre Bolsonaro et Macron et disent : « Le Brésil, on n'y arrivera pas ! ». Et je peux continuer la liste. On peut regarder tout cela et dire que le verre est plutôt à moitié vide qu'à moitié plein. Il faut avoir cela à l'esprit. En même temps, et c'est mon job, je pense qu'il est en réalité plutôt à moitié plein qu'à moitié vide. À la fois parce que 2019 est un moment où l'on prend une photo, mais cette photo vient quand même après vingt ans de progrès et de changement. Cela a été rappelé. Depuis vingt ans il y a de la croissance, le revenu par habitant a augmenté, il y a un développement des classes moyennes, de la société civile, des institutions. Effectivement il y a trois présidents péruviens qui sont en prison, mais s'ils sont en prison, c'est que le système judiciaire fonctionne.



MODÉRATEUR :

**Volker Perthes**  
Président exécutif et directeur du Stiftung Wissenschaft und Politik, l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité, ancien sous-secrétaire général des Nations Unies



**Mohamed Ibn Chambas**

Représentant spécial du secrétaire général et chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

D'une manière générale, la menace qui pèse sur le Sahel est liée en particulier aux groupes terroristes sévissant dans le nord du Mali et ayant des liens déclarés avec des groupes terroristes internationaux, tels que Al-Qaïda, l'État islamique, etc. Dans le bassin du lac Tchad, la situation est quelque peu différente. Boko Haram pourrait être qualifié de groupe terroriste endogène, apparu dans l'État de Borno, dans le nord-est du Nigeria. Au départ, il touchait six États du nord-est du Nigeria, puis s'est étendu au Cameroun, au Tchad et au sud du Niger, par exemple, dans le comté de Diffa. Bien que ce mouvement ait été considéré dans un premier temps comme un simple feu de paille, il a fait preuve de résilience. Lors de la campagne électorale qui a porté Buhari, l'actuel président, au pouvoir, je pense que la population a vu en lui un ancien militaire, avec une solide réputation remontant à l'époque du gouvernement militaire en Afrique de l'Ouest, capable d'affronter et de vaincre Boko Haram. Boko Haram a célébré récemment son 10e anniversaire et cela fait environ cinq ans que le gouvernement du président Buhari est en place. Il n'a pas été facile de contenir Boko Haram. Ce groupe terroriste reste actif dans l'État de Borno, mais je dois admettre que la situation s'est quelque peu améliorée. Avant, il y avait au moins six États dans le nord-est qui étaient menacés et aujourd'hui, l'influence et l'activité de Boko Haram ont été circonscrites à l'État de Borno. On peut assurément parler de progrès. Même au Cameroun et au Tchad, son influence et son activité ont été réduites à de simples attaques prédatrices contre des communautés, des villages, etc.

## Moyen-Orient / Afrique du Nord et de l'Ouest



**Memduh Karakullukçu**

Fondateur et vice-président du Global Relations Forum



**Abdulaziz Othman bin Sager**

Président du Gulf Research Center, Arabie Saoudite



**Dong Manyuan**

Vice-président du China Institute of International Studies

Le Moyen-Orient se porterait mieux avec un engagement constructif des parties extérieures, à condition que celles-ci, en particulier l'UE et les États-Unis, s'adaptent aux nouvelles réalités de la configuration du pouvoir tant au niveau international que régional. Les deux principaux objectifs de la politique turque en Syrie sont clairs et cohérents. Premièrement, il n'y aura pas de couloir terroriste YPG/PKK à la frontière turque. Cette position bénéficie du soutien d'une très large majorité de la population en Turquie. Je pense que cette position doit être actée et reconnue par tous ceux qui, au sein de la communauté internationale, sont préoccupés par le terrorisme. Deuxièmement, la présence de 3,5 millions de réfugiés syriens en Turquie constitue un véritable défi. Je me rends compte que nos amis occidentaux pensent que les Turcs gèrent la situation, mais c'est difficile. C'est un fardeau économique, social et de plus en plus politique. L'idéal serait de créer une meilleure Syrie afin que tous puissent rentrer chez eux, mais à défaut de cette solution, nous devons trouver une alternative. Si aucune solution n'est trouvée, 3,5 millions de Syriens vivront en Turquie pour toujours. C'est un problème très asymétrique. Le temps passe et la communauté internationale ne trouve pas de solution, et le fardeau social et économique pèse de plus en plus sur la Turquie. La définition du terrorisme est fortement controversée au sein de la communauté internationale. Les racines de la terreur du PKK vont au-delà de sa présence en Turquie. Le PKK a établi ses bases arrière en Irak et en Syrie et lance des attaques contre la Turquie depuis ses cachettes dans ces régions. Nous en faisons l'expérience depuis 40 ans et nous savons comment le PKK coopère avec d'autres parties dans la région. Le lien entre le PYD et le PKK est bien réel.

L'Arabie saoudite aujourd'hui est engagée en Syrie. Nous avons apporté un soutien important en coordonnant l'action de la communauté internationale, mais je pense qu'on ne peut que dresser un triple constat d'échec. Les discussions directes dans les cercles arabes ont échoué, les discussions au sein de l'Organisation des pays islamiques ont échoué, en conséquence de quoi elles sont passées au niveau international. Au départ, tout a commencé en Syrie par des revendications pour plus de liberté et cela s'est transformé en une zone de conflit international majeur, chacun essayant d'exercer son pouvoir et de défendre ses intérêts sur ce territoire. Il n'y a pas de désengagement de la part de l'Arabie saoudite. Mais, si on regarde l'agenda américain aujourd'hui, les priorités sont la Chine, l'Iran et la Corée du Nord. Si on regarde l'agenda saoudien aujourd'hui, oui, pour moi la première priorité serait le Yémen, avec qui nous avons une frontière de 1 450 kilomètres. Bien sûr, ma deuxième priorité serait la politique iranienne d'agression, d'ingérence et d'expansion. Aujourd'hui, l'Arabie saoudite est confrontée à des défis très stratégiques à ses frontières nord et sud : côté nord, l'Iran continue de soutenir toutes les milices, qui sont entièrement financées, entraînées et soutenues par les Gardiens de la révolution iraniens, et côté sud, l'Iran soutient la milice au Yémen. À cela s'ajoute la menace chimique dans les eaux du Golfe : le 14 septembre a changé la donne. Si la communauté internationale aujourd'hui ne condamne pas un acte réel, je pense que c'est une bonne chose que l'Europe ait au moins reconnu cette attaque, malgré les relations fortes entre l'Europe et l'Iran. Je me trouvais à New York à ce moment-là et j'ai été très heureux d'entendre le Président Rouhani plaider pour un nouveau cadre régional de sécurité du détroit d'Ormuz, lequel serait fondé sur deux principes : la non-agression et la non-ingérence.

La Chine tient à apporter sa contribution dans le cadre d'initiatives potentielles et à renforcer sa coopération avec tous les pays du Moyen-Orient. À vrai dire, la Chine entretient de bonnes relations avec tous les pays du Moyen-Orient, y compris la Turquie, l'Arabie saoudite, Israël et l'Iran. Elle a de très bonnes relations avec tous les pays du Moyen-Orient et je pense que c'est une condition propice à une coopération avec tous les pays du Moyen-Orient. Je pense que la position chinoise à l'égard du Moyen-Orient a déjà été clairement exprimée par le président Xi Jinping lors de sa visite en Égypte et de son discours au siège de la Ligue arabe. Un discours ponctué de trois « non » : non, la Chine ne cherche pas à intervenir par procuration au Moyen-Orient ; non, elle ne cherche pas à combler le vide du pouvoir ; et non elle ne cherche pas à changer le régime. Au contraire, nous persistons dans notre politique habituelle de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. Nous demandons également que les Nations Unies jouent un rôle de premier plan dans le traitement des questions de paix, de stabilité et de développement au Moyen-Orient. Nous soutenons aussi très fermement la cause palestinienne et nous sommes favorables à la solution des deux États, en conformité avec les résolutions des Nations Unies, sur la base des frontières de 1967 et Jérusalem comme capitale d'un État palestinien. Nous soutenons également l'initiative de paix arabe menée par l'Arabie saoudite. Nous saluons également la réponse de l'Arabie saoudite et de la Ligue arabe au récent « accord du siècle ».

12<sup>e</sup> EDITION  
 CONFÉRENCE MONDIALE  
 Octobre 2019 • Marrakech

WORLD  
 POLICY  
 CONFERENCE

12<sup>th</sup> EDITION  
 GLOBAL GOVERNANCE  
 CONFERENCE  
 October 12-14, 2019

www.worldpolicyconference.com



SESSION 14 • LUNDI 14 OCTOBRE • 10:15 - 11:15

## Commerce illicite transfrontalier : un facteur de déstabilisation pour l'économie mondiale



**Alvisе Giustiniani**  
 Vice-président, prévention du commerce illicite chez PMI



**Laurent Marcadier**  
 Ancien magistrat, conseiller chargé des affaires juridiques du Groupe LVMH

Il y a quelques années, l'OCDE a publié un rapport sur le commerce illicite et en a évalué les dimensions : elle est parvenue à un chiffre stupéfiant de plus de 2 000 milliards de dollars pour le chiffre d'affaires du commerce illicite dans le monde. [...] Le deuxième point que je veux faire valoir concerne la dimension en termes de mondialisation. On ne peut pas penser à un seul produit qui ne fasse pas l'objet d'un commerce illicite ; cela va de la pêche au bois, abattu illégalement et passé en contrebande d'un pays à l'autre, en passant par le tabac, l'alcool, les drogues, les armes... sans parler du fléau qu'est la traite des êtres humains et le trafic d'organes humains. C'est vraiment un phénomène que l'on observe à travers le monde entier. [...] Le troisième point concerne les éléments moteurs du commerce illicite. Il y en a beaucoup, mais je dirais que le plus important, le plus évident, c'est de faire de l'argent. Les sommes que vous pouvez générer à partir du commerce illicite sont absolument énormes. Pour vous donner un exemple, dans certaines parties du monde, vous pouvez acheter un conteneur de cigarettes pour 100 000 ou 150 000 dollars, et s'il est introduit en contrebande dans un pays de niveau de vie élevé comme le Royaume-Uni ou la France, il peut être revendu pour 1,5 million de dollars. [...] L'autre facteur est que les sanctions sont très faibles. Avez-vous déjà entendu parler d'une personne emprisonnée pour contrebande de cigarettes ? C'est très rare. La raison pour laquelle les peines sont faibles, c'est que la société n'y prête pas attention. [...] Enfin le dernier point, le commerce illicite nuit à l'emploi et aux revenus des États. Le commerce illicite favorise la corruption, ce qui signifie qu'il diminue la confiance dans la société.

L'industrie du faux constitue aujourd'hui la seconde activité criminelle mondiale derrière le trafic de stupéfiants. Des liens entre cette industrie, le crime organisé mais aussi le financement d'organisations terroristes ont été mis en lumière dans de nombreuses procédures judiciaires. Ces groupes ont massivement investi le secteur de la contrefaçon pour une raison très simple : c'est une activité illicite grâce à laquelle on gagne beaucoup d'argent avec un risque pénal faible. Les autorités publiques mais aussi les titulaires de droits doivent apporter à cette problématique du commerce illicite transnational une réponse globale. D'abord sur les marchés physiques pour démanteler les lieux de production, de stockage et de distribution grâce à une coopération forte avec les autorités publiques tant dans le partage d'intelligence et d'informations que dans l'organisation de formation commune. Ensuite, l'autre partie de la réponse concerne le monde digital et notamment les plateformes de vente sur Internet et les réseaux sociaux qui sont devenus des vecteurs extraordinaires de diffusion de la contrefaçon. Aujourd'hui il faut que nous arrivions à une responsabilisation des grands acteurs de l'Internet sur un sujet aussi grave. Un travail important a déjà été fait en matière de fiscalité ou de contenu à caractère terroriste. Toutefois, comme l'avait déjà recommandé la Commission européenne en 2018, il faut élargir le dispositif de veille et de contrôle grâce à la mise en place en amont d'instruments pour filtrer tous les contenus illicites, qu'il s'agisse de contrefaçons, de contenus haineux ou de contenus à caractère terroriste.



## Commerce illicite transfrontalier : un facteur de déstabilisation pour l'économie mondiale



**Carlos Moreira**  
Fondateur et PDG de WISeKey



**Jean-François Thony**  
Procureur général, président de l'Institut international de Syracuse

La plateforme est un outil qui permet aux parties prenantes d'utiliser un point d'entrée pour accéder à une quantité infinie de données, ce qui n'est pas le cas actuellement. Si un gouvernement ou une entreprise du secteur privé veut enquêter sur des questions de commerce illicite, où vont-ils ? Ils se rendent dans une base de données, mais ils n'y ont pas accès et doivent donc négocier des autorisations pour accéder à la base de données. Cela s'est avéré être extraordinairement inefficace. C'est pourquoi Interpol et de nombreuses organisations policières du monde entier sont dans une situation où il faut absolument centraliser les données. Cependant, il est très difficile de centraliser les données parce qu'il y a des problèmes de commerce et de propriété, ainsi que des questions de propriété intellectuelle. Au cours de ces cinq dernières années, une nouvelle technologie est apparue, technologie qui pourrait bien être le début de la résolution du problème, et dont le nom est la blockchain. Bien que je travaille sur la blockchain depuis le début, je répète inlassablement qu'elle n'est qu'un des composants et elle n'est pas le seul. En matière de sécurité, de cybersécurité et de technologie, nous sommes en train de créer un point de convergence historique en permettant à ce que nous nommons les technologies de pointe de converger. Nous avons l'intelligence artificielle, la blockchain, l'identité numérique, l'Internet des objets (IIo) et désormais toutes ces technologies se parlent entre elles. Cela crée un pouvoir sans précédent pour résoudre des problèmes critiques pour lesquels, auparavant, nous n'avions aucun outil. [...] La bonne nouvelle, c'est qu'il existe de nombreuses technologies. La mauvaise nouvelle est que nous avons besoin de conférences comme celle-ci et d'une approche internationale multipartite pour utiliser ces technologies de manière à satisfaire aux exigences réglementaires dans le monde entier.

L'Institut international de Syracuse travaille à la mise au point d'une stratégie globale de lutte contre le commerce illicite. Cette stratégie globale est difficile à développer, car il n'y a pas qu'une forme de commerce illicite, mais il prend autant de formes qu'il y a de produits objets du commerce. De plus, les organisations criminelles qui l'organisent sont protéiformes, et ne répondent pas à une typologie unique. Enfin, les politiques publiques qui sous-tendent la lutte contre le commerce illicite sont de nature variée : protection de la santé publique, protection du consommateur, de la propriété intellectuelle, de l'environnement, etc., sans compter que les intérêts des États à cette lutte divergent suivant les problématiques qui sont les leurs. Plutôt que d'établir autant de stratégies qu'il y a de situations, l'Institut de Syracuse a travaillé à établir les caractéristiques communes de toutes les formes de commerce illicite. Sur la base de cette recherche, il s'active désormais à produire des recommandations pour renforcer et mieux harmoniser la lutte contre ces trafics. Mais bien souvent, de telles recommandations restent lettre morte. C'est la raison pour laquelle le projet d'un mécanisme d'évaluation de la conformité des États avec ces recommandations est en train d'être mis au point, qui est conçu non pas comme un système « punitif », mais comme une sorte d'audit de conformité permettant aux États volontaires d'afficher les efforts qu'ils ont accomplis dans ce domaine, et de montrer qu'ils offrent au commerce international un environnement sain. Ce service rendu aux États peut être précieux pour eux dans le contexte de la mondialisation et de la compétition internationale. Sur la base de ces recommandations qui forment un socle commun à toutes les formes de commerce illicite et à toutes les situations auxquelles sont confrontés les États et les entreprises, il appartient à chaque État d'adapter le système à ses propres problématiques, et d'établir les priorités qui sont les siennes.



MODÉRATEUR :  
**Jim Bittermann**  
 Correspondant européen pour CNN à Paris

## Les conséquences de Trump, acte III



**Renaud Girard**  
 Grand reporter et correspondant de guerre pour *Le Figaro*



**Motoshige Itoh**  
 Professeure émérite à l'Université de Tokyo, professeur à l'Université Gakushuin, membre du Conseil sur la politique économique et fiscale au Japon



**Jean-Claude Gruffat**  
 Président du conseil d'administration de Competitive Enterprise Institute, Washington DC

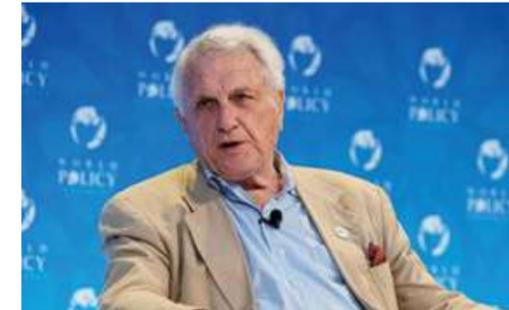
Je crois qu'il y a un héritage de Trump qui va rester. Trump est le premier qui a dit à Davos : « Messieurs les Chinois, arrêtez de voler la technologie. » C'est très important. Nous avons eu, jusqu'à Trump, des présidents américains qui ont été extrêmement indulgents à l'égard de la Chine. Je veux simplement vous rappeler que Xi Jinping a publiquement promis que jamais il ne militariserait les îlots Paracels et Spratleys en mer de Chine méridionale. Aujourd'hui, nous avons des bombardiers stratégiques avec de grandes pistes chinoises et des missiles sur six ou sept de ces îlots qui sont en droit international des *terrae nullius*. La Chine – qui prétend pourtant être attachée au multilatéralisme – ne reconnaît pas l'autorité ou la décision de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye sur la possession de cette mer de Chine méridionale. Cela va être vraiment l'héritage principal de Trump. Sa politique étrangère est extrêmement simple. Il va dire : « Avant on entraînait comme dans un moulin en Amérique, mais avec moi c'est fini. » Même si ce n'est pas vrai, peu importe. Le ressenti – puisqu'en politique, ce qui compte c'est le ressenti, ce n'est pas la vérité – les gens vont dire : « C'est vrai qu'il a protégé les frontières, il a combattu l'immigration clandestine. » Ensuite, il dira que ses détracteurs pendant la campagne électorale ont dit – et c'est vrai, vous avez des tas d'articles du *New York Times*, de Stiglitz et autres – que si Trump était élu, ce serait une catastrophe absolue pour l'économie américaine. Eh bien non, jamais la situation n'a été meilleure et n'a été meilleure pour les classes défavorisées, pour les Noirs et les Hispaniques, qui n'ont jamais connu de meilleurs salaires et n'ont jamais connu de meilleurs taux d'emploi.

Je voudrais insister sur ce que j'appelle le « trilemme de la mondialisation » : mondialisation, démocratie et souveraineté nationale. Ces trois concepts, étroitement liés, pourraient s'avérer très utiles pour décrypter l'actualité mondiale. [...] D'abord les conséquences des mesures prises par M. Trump que nous constatons aujourd'hui, et dans le même temps, la raison pour laquelle M. Trump a été élu. Il faut réfléchir aux raisons mêmes de son élection et des mesures qu'il a prises. Il faut chercher ces raisons dans le trilemme que j'évoquais plus tôt : mondialisation, souveraineté des nations et démocratie. Au plus fort de la mondialisation, la planète s'est trouvée dans un état d'hyper-mondialisation ces 20 dernières années, les démocraties subissant d'énormes pressions pour changer. C'est ce que l'on appelle souvent le populisme. En réalité, le Japon est depuis longtemps habitué aux négociations commerciales particulièrement tendues avec les États-Unis. Nous savons donc comment répondre. [...] M. Trump est peut-être la première expression du populisme, et ce populisme pourrait se poursuivre par la suite. Tant que la mondialisation perdure, la démocratie reste menacée par la montée du populisme. Quel que soit le prochain président, le plus important reste de nous préparer à composer avec le populisme. Autre point à souligner, lorsque vous êtes confronté à ce type de protectionnisme, les négociations se limitent à défendre vos positions antérieures. Lorsque M. Trump est devenu président, le Japon et d'autres pays d'Asie-Pacifique étaient sur le point de conclure des négociations sur l'Accord de partenariat transpacifique (TPP). Malheureusement, M. Trump a simplement décidé ou déclaré que les États-Unis se retireraient du TPP. La suite est évidente.

La présidence de Trump est chaotique, imprévisible et erratique. Trump restera un président marquant dans l'histoire des États-Unis. Aux antipodes d'un républicain traditionnel, il a été affilié au Parti démocrate ou ne s'est réclamé d'aucune étiquette la majeure partie de sa vie. Un président marquant parce qu'il a fondamentalement remis en cause le traditionnel consensus bipartite en matière de politique étrangère. 200 000 soldats américains sont déployés à l'étranger, mais Trump s'est abstenu de s'engager davantage, en particulier au Moyen-Orient. Même lors des confrontations avec l'Iran ou la Corée du Nord, il a fait preuve de prudence. Après avoir nommé un temps John Bolton conseiller à la sécurité nationale, il l'a limogé pour ses divergences d'opinion sur la question nord-coréenne. Trump n'a pas suivi la pensée néo-conservatrice. Au chapitre de la politique intérieure, Trump a détricoté bon nombre de lois votées sous l'administration Obama en matière d'environnement, de travail, d'éducation, de santé, etc. Il a également nommé plusieurs juges de la Cour suprême et juges fédéraux connus pour défendre une interprétation traditionnelle de la Constitution et de la Déclaration des droits. Quant au commerce, Trump est plus protectionniste que les républicains du courant principal, pratique une politique d'immigration restrictive et s'avère ultra-conservateur sur des questions telles que l'avortement. Il s'est ainsi assuré le vote des évangélistes qui ferment les yeux sur les égarements moraux personnels du président. La confrontation entre républicains et démocrates n'a jamais été aussi forte. La campagne pour l'élection de 2020 ne sera pas belle à voir, finalement les Américains n'éliront pas un président mais élimineront le candidat qu'ils détestent le plus. Si vous combinez le système électoral, la situation économique et le chômage qui est au plus bas depuis plus de 50 ans, quoiqu'en disent les tweets, Trump a une chance d'être réélu.



## Les conséquences de Trump, acte III



**Josef Joffe**

Directeur de la rédaction de l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*



**Qiao Yide**

Vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation



**John Sawers**

Président exécutif de Newbridge Advisory, conseiller à la Chatham House, ancien chef des services de renseignements (MI6) du Royaume-Uni

Je ne veux pas comparer Obama et Trump en termes d'entorse à l'étiquette ni de malveillance, mais en politique étrangère, force est de constater plus de similitudes qu'il n'y paraît. Premièrement, Trump pousse sans cesse les alliés à augmenter leur budget défense en brandissant la menace : payez ou nous nous retirons. C'est ce qu'avait confié Obama lors d'un entretien à *The Atlantic* en déclarant : « Free riders aggravate me ». Les deux présidents tiennent le même discours aux Européens : nous vous protégeons, mais vous ne faites pas assez pour vous-mêmes. Deuxièmement, Obama et Trump ont basculé dans une tendance au retrait général, comme en Afghanistan et en Irak. Si Obama a refusé de s'engager en Syrie, Trump continue de réduire la présence américaine dans le pays. Tous deux se sont montrés instables, alternant déploiements suivis de réductions. Troisièmement, tous les deux ont mis l'accent sur la politique intérieure plutôt que sur la stratégie. Obama avait l'habitude de dire : « It is time for a little nation-building at home », signifiant par là moins de préention à l'étranger et plus d'investissement dans le pays. Trump lui a emboîté le pas en promettant un milliard de dollars pour les infrastructures. Le message est le même. Dépensons l'argent pour nous et pas pour ces alliés capricieux et parfois déloyaux. [...] Le plus dangereux, au regard du rôle de l'Amérique dans le monde, c'est le mépris total de Trump pour le reste du monde, tel « Demolition Man » anéantissant l'ordre libéral mondial créé par les États-Unis en 1945. Depuis Harry S. Truman, la politique reposait sur l'idée qu'il n'y avait pas un seul perdant ni un seul gagnant, tout le monde pouvait gagner. Trump, au contraire, joue cavalier seul et change les règles du jeu.

J'aimerais tout d'abord revenir sur le « mini-accord » obtenu il y a tout juste quelques jours et souligner que M. Trump se targue d'un accord historique. Toutefois, laissez-moi vous rappeler qu'il y a à peine deux semaines, il a affirmé avec force vouloir parvenir à un accord complet et non partiel. Nous le savions tous, alors pourquoi donc ce brusque revirement ? De son point de vue, la raison est évidente : se faire réélire en 2020, son ambition finale et personnelle. Deux choses semblent motiver cette ambition. La première, il veut renforcer sa présence au Moyen-Orient. La meilleure façon d'y parvenir est de fortement critiquer la Chine. La seconde, il faut maintenir l'économie américaine à flot et éviter l'affaiblissement et la récession. Toutes ses actions oscillent entre ces deux considérations, parfois la première domine, parfois c'est la seconde. Cette fois, la seconde a été la plus forte. Pourquoi ? Les baromètres suggèrent des signes d'affaiblissement de l'économie américaine, en particulier dans la production ; un grand nombre de chiffres corroborent cette tendance. Dans ces conditions, la Chine a accepté, aux termes dudit accord, d'acheter entre 40 et 50 milliards de dollars par an de produits agricoles américains, donnant à Trump une bonne raison ou une excuse pour crier victoire, notamment auprès de sa base. [...] Permettez-moi de revenir sur la question d'une évolution des relations entre Pékin et Washington avec ou sans Trump. Je ne crois pas à un changement significatif sans Trump. Comme beaucoup de participants l'ont souligné ces deux derniers jours, les deux pays sont fondamentalement différents. À la rigueur, les droits de l'Homme pourraient peut-être supplanter les crispations autour du commerce, ou le style pourrait changer. Mais je pense que les fortes tensions vont persister un long moment encore. C'est mon opinion.

Je ne pense pas que Trump ait exercé une quelconque influence sur le référendum du Brexit. La faute originelle est à chercher du côté de David Cameron et des électeurs britanniques. Le président Trump incarne davantage un leader nationaliste, et je prends au pied de la lettre son slogan de campagne « Make American great again », ce qui a stimulé la confiance dans la croissance du pays, autrement dit le risque de récession sera à tout le moins repoussé et retardé et aucune récession n'est attendue l'année prochaine. Trump a une vision très superficielle du commerce, nous le savons tous. Lorsqu'il a renégocié l'ALENA en le rebaptisant Accord Canada-États-Unis-Mexique. Il s'agissait simplement de l'ALENA sous un nouveau nom, mais le contenu n'a pas beaucoup changé. Trump est un président marquant. Son approche de la déréglementation prouve qu'il est incapable de contribuer aux efforts internationaux pour lutter contre le réchauffement climatique. Son approche des relations étrangères fait peser un risque de conflit, et il est largement responsable de la situation actuelle en Syrie, bien que le premier coupable soit sans doute le président Obama pour avoir soutenu un groupe sur le terrain proche d'une organisation terroriste interdite. Les alliés de l'Amérique ne compteront plus sur les États-Unis comme ils le faisaient auparavant. Ils devront devenir plus autonomes pour assurer leur défense et leur sécurité. Enfin, les institutions internationales sont mises à mal. Un mandat présidentiel avec Trump fera selon moi beaucoup de dégâts. Deux mandats feront cinq fois plus de dégâts. C'est le danger qui nous menace.



SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI - UNDER THE HIGH PATRONAGE OF HIS MAJESTY KING MOHAMMED VI

12<sup>e</sup> EDITION  
GOUVERNANCE MONDIALE  
12-14 octobre 2019 • Marrakech

WORLD  
POLICY  
CONFERENCE

12<sup>th</sup> EDITION  
GLOBAL GOVERNANCE  
October 12-14, 2019

www.worldpolicyconference.com



MODÉRATEUR :

Patrick Nicolet  
Directeur des technologies et membre du comité de direction générale de Capgemini

# Young Leaders



**James Stuewe**  
Gestionnaire, secteur public, Canada



**Xavier Ploquin**  
Ancien conseiller en charge de l'énergie, de l'industrie et de l'innovation au sein du cabinet du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire



**Peter Bruce-Clark**  
Associé directeur de Social Impact Capital

Ma brève présentation porte sur deux points. Pour planter le décor, je parlerai d'abord du changement climatique et de l'adaptation au climat observée au Canada, puis je me pencherai sur la problématique suivante : pourquoi nous sentons-nous incapables de régler la question du changement climatique ? Nous avons le sentiment d'être parvenus à un consensus. Les doutes au sujet du changement climatique. Nous avons pu constater que des gouvernements essaient d'agir mais il y a de la résistance. « Qu'est-ce qui ne va pas ? Les gens sont-ils aveugles ? » En fait, nous ne comprenons pas. Nous ne comprenons pas les réalités vécues par 99 % de la population. La mère célibataire qui jongle entre deux emplois ne pense pas à l'augmentation de la température de l'eau de mer une fois rentrée à la maison en fin de journée. Elle s'inquiète pour sa sécurité et celle de ses enfants, mais à part ça, il n'y a pas grand-chose d'autre qui compte. Si votre préoccupation est de tenir le coup une journée de plus, vous vous souciez moins du lendemain, sans parler de ce que seront les émissions de gaz à effet de serre de votre pays en 2030 ou 2050. Voilà le défi à relever. Les approches politiques traditionnelles ne fonctionnent pas comme nous le voudrions. Les gens ne sont pas aveugles. Ils voient que quelqu'un, qui s'estime sans doute plus intelligent qu'eux, essaie de leur dire comment vivre leur vie. C'est là que réside la résistance. Le message que je veux faire passer ici n'est pas évident, car je sais que le changement climatique est bien réel et qu'il aura des répercussions sur ma vie, mais aussi sur la vie de mes enfants. Je pense simplement que nous devons trouver une autre approche et, surtout, impliquer davantage les citoyens.

Tout d'abord, je tiens à rappeler que la France compte parmi les meilleurs élèves en matière d'émissions de CO2. L'économie française peut produire 1 dollar avec 200 grammes de CO2, alors que les États-Unis en utilisent 400 et la Chine 600. C'est un bon résultat, et si on met tout bout à bout, on voit que les émissions nationales diminuent. Les Français émettent six tonnes et demie de CO2 par an, ce qui est plus que la moyenne mondiale, qui se situe entre quatre et cinq. Cependant, si on observe l'empreinte carbone des Français, on peut voir qu'elle n'a cessé d'augmenter et qu'elle s'est, au mieux, stabilisée. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que les Français sont riches, ils consomment beaucoup, ils consomment beaucoup de biens importés qui émettent du carbone ailleurs. Cela signifie que, très probablement, les Français n'ont même pas remarqué les efforts déployés en matière de réduction des émissions ces 20 dernières années. Cela signifie qu'ils devront davantage tenir compte des changements à l'avenir car cela impliquera des changements de comportements. La France a un plan. Le programme politique du président Macron prévoyait un plan climat, lequel a été adopté en 2017. Il y a beaucoup de choses dans ce plan, je dirais donc simplement qu'il conduit à l'adoption de la neutralité carbone à l'horizon 2050, ce qui représente un énorme pas en avant. Il met également fin, par exemple, à l'exploration et à la production de pétrole et de gaz sur le territoire français. C'est une mesure surtout symbolique, mais cela signifie que nous devons laisser le carbone sous terre si nous voulons mettre un terme au réchauffement climatique. Il se décline en différents plans, un plan énergétique pluriannuel ainsi qu'une stratégie nationale à faible émission de carbone qui sert de feuille de route vers la neutralité carbone. C'est tout sauf une route de campagne tranquille ; cela s'apparente plutôt à un saut du haut d'une falaise.

Au sujet des solutions climatiques, je voudrais dire trois choses. Premièrement, la crise climatique est un défi complexe. Deuxièmement, je vais vous donner des exemples concrets d'entreprises, tant aux États-Unis qu'à l'étranger, qui ciblent ce que je considère comme une énorme opportunité de marché, à savoir l'industrie du climat. Enfin, je voudrais évoquer la façon dont nous appréhendons la crise climatique. Je crois qu'il y a deux façons de la raconter et deux façons de ne pas le faire. La crise climatique est un défi complexe, non linéaire et multisectoriel. Elle exige des solutions diverses et variées qui tirent parti des meilleures pratiques du monde et du marché. Taxe carbone internationale et nationale, subventions pour soutenir les énergies propres, nous disons simplement que nous devrions utiliser l'énergie nucléaire. Un pansement ne peut pas soigner une blessure béante qui s'infecte. C'est comme essayer de harponner un géant alors que ce dont vous avez réellement besoin, c'est de quelques personnes avec différentes sortes de flèches et de cordes pour l'attacher. Ce qui m'intéresse davantage, c'est la manière dont nous identifions et encourageons des solutions de marché pertinentes et adaptées qui prennent en compte les spécificités des pays, les moteurs de leur PIB et la contribution de ces moteurs au changement climatique. L'autre message clé que je tiens à faire passer est que les principes de l'économie circulaire constitueront la base de la prospérité des pays en ce début de siècle. Je crois que les pays qui les adopteront sans réserve, en soutenant financièrement, en encourageant et créant d'énormes industries tournées vers la lutte contre le changement climatique, seront plus riches que ceux qui ne s'engagent pas sur cette voie.



## Young Leaders



**Jihane Aijti**

Responsable du développement commercial, du numérique et de la communication chez OCP Africa



**Wu Liang**

Cofondateur et directeur des systèmes d'information de Green City Solutions



**Polina Vasilenko**

Fondatrice et PDG d'HelioRec

Chaque année, près de 3,5 millions d'Africains quitteront leur pays ou ville d'origine ou seront déplacés en raison du changement climatique ou des troubles touchant différents pays. Nous devons également tenir compte du fait que l'Afrique peine à se nourrir elle-même. Aujourd'hui, nous importons déjà près de 35 milliards de dollars de nourriture, principalement des États-Unis et d'Europe, et on estime que la croissance démographique et les changements de régime alimentaire porteront ce chiffre à près de 100 milliards de dollars. Cet argent pourrait être utilisé pour des infrastructures, par exemple pour construire les ports qui font cruellement défaut sur le continent africain. [...] Nous promovons une fertilisation équilibrée. L'Afrique doit augmenter ses rendements afin de pouvoir nourrir la population croissante dans le contexte du changement climatique. Dans cette optique, nous devons soutenir la chaîne de valeur agricole sur tout le continent afin de favoriser l'investissement et la modernisation de l'agriculture. Plusieurs approches sont possibles. Nous avons une conception du développement qui est vraiment tournée vers les agriculteurs en Afrique. Parmi nos premières initiatives à destination des agriculteurs, on peut citer les campagnes de sensibilisation, les recommandations ou les outils d'aide à la décision pour aider les agriculteurs à déterminer comment et dans quoi investir, et à évaluer la quantité d'engrais dont ils ont besoin pour éviter d'en consommer trop ou trop peu. Nous appliquons la devise « plus avec moins », l'idée est de ne donner au sol que ce dont il a vraiment besoin. Depuis le lancement du programme d'initiatives à destination des agriculteurs il y a trois ans, nous avons accompagné près de 500 000 agriculteurs à travers le continent, ce dont je suis extrêmement fière. Nous nous efforçons de leur fournir des solutions technologiques et numériques innovantes, indispensables pour combler la distance qui nous sépare des agriculteurs vivant dans des zones reculées et pallier le manque d'infrastructures.

Pouvez-vous imaginer que 9 personnes sur 10 respirent tous les jours un air pollué et saviez-vous que la pollution de l'air est responsable de plus de sept millions de décès prématurés par an ? Je parie que vous ne le saviez pas. Chaque fois que vous respirez de l'air pollué, votre espérance de vie diminue. La plupart de ceux qui parlent de pollution atmosphérique a encore en tête des images d'Asie ou d'Afrique, mais les dommages économiques causés par la pollution atmosphérique s'élèvent, rien qu'en Europe, à 1,48 milliard d'euros par an. Le problème de la pollution atmosphérique est qu'elle est invisible à l'œil nu, elle est par ailleurs directement liée au changement climatique. Je voudrais vous montrer que les jeunes ne se contentent pas de manifester dans la rue. [...] Nous avons découvert des cultures de mousse spéciales, que nous avons brevetées dans notre propre système et qui sont littéralement capables d'absorber la pollution de l'air et de la convertir en biomasse. Ces cultures de mousse ont différentes propriétés ; elles ont une charge statique qui attire la charge opposée vers les particules de pollution. Elles ont une surface foliaire plus étendue, ce qui signifie qu'elles sont capables de capter plus de pollution que n'importe quelle autre plante et elles sont également capables d'évaporer l'eau à la surface des feuilles et ainsi de rafraîchir l'air. Nous parlons ici d'un outil de traitement climatique. La solution a été trouvée. La mousse est capable de filtrer plus de 80 % de la pollution dans notre système. Et c'est tout ? Non. Nous associons cette solution naturelle à notre technologie IdO, à savoir des capteurs qui mesurent les niveaux de pollution, l'humidité dans les plantes ainsi que les conditions hydrologiques. Cela permet d'augmenter la capacité de filtrage du système qui atteint, comme je viens de le dire, 80 %.

Nous avons pour ambition d'atténuer trois problèmes mondiaux : la rareté des terres, la pollution passive et le réchauffement climatique. Dans le cadre de cette conférence, je voudrais mettre l'accent sur le problème du réchauffement climatique et quelques-unes des mesures d'atténuation à mettre en place. Si nous ne faisons rien, les températures augmenteront de 3,4 degrés par rapport aux niveaux préindustriels. Si nous mettons en œuvre des indices, la hausse des températures se situera autour de trois degrés, ce qui n'est pas très bon non plus, le niveau des océans augmentera, et j'ai entendu dire que toutes les villes seront sous l'eau et que seules certaines parties de la Sibérie survivront. Si nous agissons dans tous les secteurs, je pense que nous avons encore un peu de temps pour limiter la hausse des températures à 1,5 degré, mais il est important que chacun fasse un effort et que certaines mesures soient prises. Je pense qu'un mécanisme de tarification du carbone est une autre option, j'espère que cela se fera. Je crois vraiment que nous devons subventionner et investir davantage dans les énergies renouvelables. Nous devons tout d'abord supprimer ou réduire les subventions de l'industrie des combustibles fossiles qui, comme vous le savez, reçoit cinq fois plus d'argent public que l'industrie des énergies renouvelables, ce qui est vraiment étrange. Nous devons réduire la consommation à tous les niveaux. Si vous avez un iPhone, n'en achetez pas un nouveau parce que c'est le dernier modèle. Si vous avez déjà une voiture, partagez-la avec votre mari ou votre femme, n'en achetez pas une nouvelle. Par ailleurs, il faut déployer des technologies à émissions négatives. Le moyen le plus simple est de planter des arbres, donc ne perdez pas de temps, plantez au moins des arbres. Toutes ces mesures doivent être mises en œuvre ensemble.



MODÉRATEUR :

**Steven Erlanger**  
Correspondant  
diplomatique en chef  
pour l'Europe au  
*New York Times*



**Chiyuki Aoi**

Professeure de sécurité internationale à la Graduate School of Public Policy à l'Université de Tokyo

Les politiques étrangères ont toujours été explicitement liées à des valeurs, il n'y a donc là rien de nouveau. Les intérêts, y compris les intérêts nationaux, sont aussi liés à des valeurs, qui peuvent être de toutes sortes. Elles ne doivent pas nécessairement être libérales, même si nous finissons effectivement par parler d'intérêts nationaux concrets et de valeurs libérales. Toutefois, comme il a souvent été mentionné au cours de cette conférence, nous vivons actuellement une époque où les valeurs et idéaux libéraux sont fortement contestés de l'intérieur par des forces favorisant le populisme et l'unilatéralisme, par opposition au multilatéralisme ; et également de l'extérieur, par des entités qui remettent fondamentalement en question les modes libéraux de gestion des relations politiques. Il est donc naturel que nos politiques de défense en viennent à impliquer la défense de valeurs. Étant donné qu'une grande partie de nos politiques étrangères et de défense sont liées à la défense de valeurs, il est nécessaire de bien communiquer ce que sont les valeurs que nous défendons, d'où l'importance de la communication stratégique.

## Nouvelles tendances de politiques étrangères en Asie de l'Est



**Kim Hong Kyun**

Ancien représentant spécial pour les questions de paix et de sécurité de la péninsule coréenne

Je vois se développer de toutes nouvelles tendances en matière de politique étrangère sur la péninsule coréenne et alentour. Premièrement, le président des États-Unis négocie directement avec le leader nord-coréen, y compris par le biais de rencontres au sommet en face à face et de belles « lettres d'amour ». Deuxièmement, la Corée du Sud est au bord du divorce avec son voisin le plus proche, le Japon, avec lequel nous partageons des valeurs communes, des intérêts communs en matière de sécurité, et un allié. Troisièmement, la rivalité entre les États-Unis et la Chine s'étend : passée d'un conflit commercial à une concurrence technologique, elle gagne désormais les domaines militaire et de la sécurité, avec des répercussions pour la péninsule coréenne. [...] Depuis la rencontre au sommet historique entre le président Trump et le dirigeant de la Corée du Nord Kim Jong-un l'an dernier à Singapour, le processus de dénucléarisation de la Corée du Nord n'a connu aucun progrès significatif. De plus, il n'y a aucun consensus sur la définition de la dénucléarisation de la Corée du Nord, ni sur la feuille de route menant à l'achèvement d'une dénucléarisation finale et pleinement avérée. [...] Les chances d'amélioration des relations semblent très faibles. Le premier ministre japonais Shinzo Abe semble déterminé à changer radicalement la nature des relations entre le Japon et la Corée du Sud une fois pour toutes. En Corée du Sud, l'émotion des citoyens et le sentiment nationaliste sont si intenses qu'il serait très difficile au président Moon Jae-in de trouver facilement une solution. [...] La décision américaine de se retirer du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire et de déployer des missiles balistiques terrestres à portée intermédiaire en Asie pourrait représenter une menace sérieuse pour la Corée du Sud, si les États-Unis veulent installer de tels missiles sur le territoire sud-coréen.



**Douglas Paal**

Distinguished Fellow au Carnegie Endowment for International Peace, ancien directeur des affaires asiatiques au sein du Conseil national de sécurité américain

Ma première observation aujourd'hui concerne trois grandes tendances de la région. La politique américaine vis-à-vis de la Chine, passée du dialogue à l'endiguement, est en train d'éroder les « rayons » ou liens avec les pays d'Asie ; ces derniers, qui ont tous des relations différentes avec la Chine, éprouvent donc des difficultés à faire face au retour de bâton à venir s'ils tentent également de rester proches des États-Unis. La politique commerciale en est un exemple. [...] Je crois que tout comme la stratégie d'Obama, celle d'un Indo-Pacifique libre et ouvert a échoué. [...] Une troisième grande tendance se retrouve en Asie : la balkanisation mondiale. Celle-ci résulte d'une mondialisation rapide et coûteuse ; des peuples font marche arrière face aux forces de mondialisation – même en Asie-Pacifique, où les populations ont énormément prospéré grâce à elles. [...] En conclusion, le comble de l'ironie, c'est que les États-Unis ont plus que jamais besoin de leurs alliés et de leurs amis pour affronter une Chine montante, et pourtant notre pays rend les choses plus difficiles pour eux depuis de nombreuses années. C'est un dilemme immense non seulement pour l'administration Trump actuelle mais aussi pour l'administration suivante, quelle qu'elle soit.



**Qiao Yide**

Vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation

Tout d'abord, je souhaiterais vous faire part de quelques observations sur les changements de stratégie dans cette zone. Premièrement, les États-Unis ont décidé que la Chine et la Russie étaient des concurrents ou des adversaires stratégiques, et ont déclenché une guerre commerciale avec la Chine, ce qui, sans entrer dans les détails, a eu un immense impact sur cette région. Deuxièmement, les États-Unis sont sortis de l'Accord de partenariat transpacifique immédiat après la prise de fonctions de Trump. Troisièmement, Trump a tenté de résoudre la question nucléaire nord-coréenne en instaurant une relation personnelle avec Kim Jong-un, mais à ce jour il n'a pas réussi. Quatrièmement, le Japon et la Corée du Sud ont été mis sous pression dans le domaine économique, y compris en augmentant leur contribution financière relative aux forces américaines stationnées dans ces pays, sans que cela change la relation entre les États-Unis et ses deux alliés, bien sûr. Toutefois, je voudrais souligner le fait que le schéma majeur dans ces régions reste inchangé, ce qui signifie que les États-Unis continuent à dominer cette zone du point de vue du nombre d'alliances, de la présence militaire et de la construction de cette communauté. Quant à la Chine, bien sûr, sa préoccupation centrale est quelle attitude adopter face au défi persistant des États-Unis. Paradoxalement, on constate que depuis deux ou trois ans, la Chine est mieux positionnée pour avoir de meilleures relations avec les autres pays ; ainsi, ses relations avec le Japon, la Corée du Sud et même la Corée du Nord se sont améliorées. Naturellement, durant la même période, elle a renforcé ses relations avec la Russie, en partie à cause de la pression exercée par les États-Unis.



SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMED VI

# 12<sup>e</sup> EDITION GOUVERNANCE MONDIALE

12-14 octobre 2019 • Marrakech



MODÉRATEUR :  
**Thierry de Montbrial**  
Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

## Débat final



**Assia Bensalah Alaoui**  
Ambassadeur itinérant de Sa Majesté Le Roi du Maroc



**Karl Kaiser**  
Associé du projet sur l'Europe et les relations transatlantiques au Belfer Center for Science and International Affairs, professeur adjoint émérite en politique publique à la Harvard Kennedy School, ancien directeur du German Council on Foreign Relations, ancien conseiller auprès des chanceliers Brandt et Schmidt



**Mona Makram Ebeid**  
Sénatrice égyptienne, ancienne députée, Distinguished Lecturer au département de sciences politiques de l'Université américaine du Caire

Devant l'urgence climatique et environnementale, tous les acteurs doivent prendre très sérieusement leurs responsabilités respectives et agir : 1/Au niveau global pour les Etats par rapport à leurs citoyens. Au-delà de leur bien-être, c'est leur survie qui est en jeu ; 2/Une responsabilité écologique affirmée dans le domaine des affaires, pour bouleverser les modes de production, de distribution et la nature même des biens et services ; 3/Une responsabilité contradictoire de consommateurs voraces, pour changer de modes de vie. La Méditerranée, grâce à plus de 2 000 ans de sagesse adaptative, pourrait devenir le laboratoire du monde ? C'est cette humanité-là, exigeante et rebelle, que le Président Emmanuel Macron a appelée à la rescousse pour le Sommet des deux rives, pour donner une nouvelle impulsion en Méditerranée occidentale : 1/Relancer autrement ce multilatéralisme si malmené à travers un format inédit: des partenariats entre les Etats, les représentants de la société civile et les bailleurs de fonds pour mettre en œuvre des projets concrets ; 2/ Travailler de concert pour permettre un meilleur vivre ensemble entre les deux rives ; 3/Favoriser une jeunesse créative, mieux éduquée, mieux formée, qui circule librement ; 4/Encourager une sagesse énergétique ; 5/Réhabiliter le passé, les villes historiques et médinas, pour mieux se projeter dans l'avenir, et recréer le lien intergénérationnel ; 6/Libérer le potentiel de l'économie bleue et de l'économie circulaire avec une alimentation produite dans les villes, et des circuits courts et aussi le mariage mer et terre ; 7/Partager la culture, promouvoir un tourisme durable et impliquer les médias. Notre projet de mutualisation des éditeurs, porté par le Maroc, « marié » au projet de traduction de la fondation Anna Lindh, pour faire de nos langues multiples des vecteurs de notre langage commun en Méditerranée. Voilà donc une Méditerranée racontée par ses talents pour la fabrication de ce futur commun possible.

Nous devons nous intéresser à l'impact qu'ont certaines tendances globales sur ce monde G2 émergent : 1/La cyberguerre. La cyberactivité permet aujourd'hui d'affecter la politique d'un autre pays sans même disposer d'une armée en ordre de marche. Poutine a réussi à placer un de ses hommes à la Maison-Blanche grâce à la cyberactivité, au prix d'un simple avion de combat ; 2/Le changement climatique ; 3/Les migrations. Celles-ci ont profondément impacté et modifié la politique intérieure des Etats européens et des Etats-Unis. Les pressions de la part du Sud vont être considérables et, à moins d'un changement fondamental de politique pour aider les gens à rester là où ils sont, eh bien, ils chercheront à gagner le Nord. Ce qui requiert un changement de paradigme dans la politique de l'Europe à l'égard de l'Afrique. [...] Les Etats-Unis et l'Europe sont le cœur de l'Occident, de la démocratie occidentale, des droits de l'Homme et des relations pacifiques entre les Etats. [...] Une autre Amérique existe en dehors de Trump. Ne supposons donc pas que ce que fait Trump aujourd'hui correspond nécessairement à la future politique de l'Amérique. [...] Pour conclure, je dirais que dans un monde bipolaire, dominé par la rivalité du G2 Chine Etats-Unis, les Etats-Unis continueront d'avoir besoin de l'Europe. Les Etats-Unis ne peuvent pas permettre à la Chine de dominer la frange occidentale de l'Eurasie. C'est un fait géopolitique établi. L'Europe a également besoin des Etats-Unis pour survivre face à ce type de rivalité.

Enfin, quels sont les trois scénarios envisagés ? L'un consiste à avancer tant bien que mal, c'est-à-dire une forme de continuité – plus ça change et plus c'est la même chose. Cela signifie que le monde arabe restera une région d'économies sous tension, de chômage élevé chez les jeunes et d'Etats fragiles. Dans le deuxième scénario, l'ordre s'écroule complètement. Si nous observons les développements de la dernière décennie, nous pouvons constater que les choses vont de mal en pis. Il y a davantage d'Etats en déliquescence, davantage d'acteurs non étatiques armés et de groupes terroristes. Les conditions socioéconomiques qui ont conduit à la révolte il y a une décennie sont généralement pires. L'absence d'institutions politiques inclusives et responsables s'est également accentuée. Il y a plusieurs façons dont les choses pourraient considérablement empirer. Par exemple, les tensions entre l'Iran et Israël ou entre l'Iran et l'Arabie Saoudite pourraient dégénérer en guerre totale. L'Égypte et l'Arabie saoudite pourraient trébucher et chuter comme d'autres grands Etats l'ont fait récemment. Des groupes terroristes pourraient se regrouper et utiliser la cyberguerre ou des armes de destruction massive. Dans le troisième scénario, les choses s'arrangent de façon spectaculaire, et c'est le scénario que je soutiens. Si l'Égypte et l'Arabie saoudite mènent à bien leurs ambitieux plans économiques et sociaux et atteignent de hauts niveaux de croissance et d'emploi, cela améliorera le niveau de vie et soulagera la pression intérieure. Si les trois guerres civiles en Libye, au Yémen et en Syrie se soldent par une résolution négociée adéquate, cela aura un effet positif sur la région.



## Débat final



**Manuel Muñiz**

Doyen de la School of Global and Public Affairs de l'IE University et professeur Rafael del Pino de pratique de la transformation globale



**Fathallah Oualalou**

Ancien ministre de l'Économie et des Finances du Royaume du Maroc



**Yoichi Suzuki**

Adjunct Fellow au Japan Institute for International Affairs, ancien assistant spécial du ministre des Affaires étrangères du Japon, ancien négociateur en chef de l'accord de partenariat économique Japon-UE

Je vais très brièvement aborder les deux autres points, liés à l'utilisation de la technologie par la Chine, ce fameux État de la surveillance, à des fins de répression. Comme vous le savez, la Chine recense l'ensemble de la minorité ouïghoure au Xinjiang, grâce à des outils de reconnaissance faciale et de l'iris. Le New York Times vient juste de révéler que l'ADN des Ouïghours avait été séquencé et le niveau d'agrégation de ces données est assez élevé, ce qui pointe donc vers le ministère de l'Intérieur, la police. Ce n'est pas le plus intéressant, et j'en arrive ainsi au troisième point. Si vous considérez les systèmes politiques en tant que systèmes d'information – ce qu'ils sont dans une certaine mesure –, ils sont censés se procurer des informations sur ce que ressentent les gens, leurs préoccupations, et les communiquer aux instances décisionnaires. C'est ce que sont la presse libre et la libre association. La démocratie est un système d'information particulier. Certains de mes collègues chinois me disent : nous savons ce que nos citoyens veulent et ce dont ils ont besoin sans le désordre de la démocratie et des élections. Nous allons accomplir cela par le biais du big data et de l'IA. C'est ce qui ressort de certaines conversations. C'est un modèle alternatif infusé par la technologie et qui en fait un usage important. Pour terminer, je pense que cette collision avec la Chine est très structurelle, et connectée à des tendances très profondes ayant trait à la façon dont fonctionne l'économie dans le domaine numérique et à la capacité de la technologie à modifier la durabilité d'un régime autoritaire – je pense que certaines personnes aux États-Unis en sont bien plus conscientes.

Le long terme, c'est l'évolution de la nouvelle mondialisation. C'est 2030, 2050 et plus tard. Notre région afro-euro-méditerranéenne doit répondre à cette nouvelle mondialisation et notamment à ces quatre défis essentiels. Premier défi : c'est celui de la croissance démographique en Afrique. Le deuxième défi est celui du dérèglement climatique. Troisième défi : c'est celui de l'amplification des inégalités dans le monde. Enfin, quatrième défi, c'est celui des nouveaux antagonismes géopolitiques sur la question de l'eau, essentielle partout en Afrique et ailleurs, mais aussi le défi de la pauvreté, ainsi que les défis culturels et religieux, de plus en plus. Là aussi nous avons besoin de partage, c'est-à-dire de plus de tolérance, de plus de reconnaissance de toutes les civilisations essentielles. À côté de ces quatre dynamismes, il y a deux dynamiques ou deux enjeux qui s'interpellent. La première dynamique est celle de la révolution technologique, autour du numérique bien sûr et de l'intelligence artificielle. La deuxième dynamique est cette nouvelle bipolarisation États-Unis/Chine. [...] L'Afrique et les pays sud-méditerranéens doivent se rassembler – je pense bien sûr au Maghreb –, et crédibiliser leur système politique et leur stratégie économique. Tout cela pour rendre à la Méditerranée sa sérénité, son dynamisme, sa centralité, nécessaires pour un monde plus équilibré, plus multipolaire, et faire en sorte que cette Méditerranée devienne un champ d'expérimentation avancé de cette stratégie de partage et d'équilibre.

Nous vivons dans un monde bipolaire ou « binaire » États-Unis-Chine. Comment le reste du monde peut réagir pour protéger les intérêts propres à chacun ? Trois objectifs à prendre en compte : 1/ Éviter d'être mis dans une position où il faut choisir l'un ou l'autre ; 2/ Protéger nos propres intérêts face à la pression américaine ou chinoise ; 3/ Minimiser au maximum les dégâts ou l'endommagement du système international. Deux pistes d'actions concrètes peuvent être identifiées pour les réaliser. Il s'agit d'initiatives pour organiser la collaboration, coordination, ou coopération entre les acteurs non américains, non chinois, afin de développer des « global commons ». La première concerne le commerce international. Le Président Trump n'est pas disposé à revenir au multilatéralisme. Mais on peut développer un système dans des cadres régionaux ou plurilatéraux dont les éléments sont incorporés par les États-Unis, même si la forme en est bilatérale. Ces éléments peuvent constituer une base pour développer éventuellement un système multilatéral. La deuxième piste concerne la construction d'un réseau de connectivité. L'aménagement d'infrastructures, notamment physiques, doit être réalisé d'une manière durable. La Chine parle de modèles propres à chacun. Ce n'est pas suffisant. Pour éviter de tomber dans des pièges de dette ou d'accélération du réchauffement climatique, un développement de critères multilatéraux est indispensable. L'économie numérique : entre le modèle américain de libéralisme total et le modèle mercantiliste chinois, il est important de développer un troisième modèle fondé sur une réglementation appropriée pour la protection des données personnelles et la garantie d'une concurrence saine.



# 1. Finance et économie



PRÉSIDENT

**Jean-Claude Trichet**

Président du conseil d'administration de Bruegel, président de la Commission trilatérale pour l'Europe, ancien président de la BCE

Je vois du populisme et un niveau de frustration chez nos concitoyens, dans toutes les économies avancées sans exception. Je constate que l'inflation est extraordinairement faible. Le fonctionnement de notre système présente une anomalie, la courbe de Phillips ne fonctionne plus depuis la crise comme elle l'avait fait par le passé. Même en cas de plein emploi, on n'observe pas de réelle augmentation des salaires et traitements. Les citoyens préfèrent de loin protéger leur emploi au lieu d'obtenir des augmentations de salaires et de traitements, tout simplement parce qu'ils subissent une immense contrainte de concurrence provenant de la mondialisation, des pays émergents, de la science et de la technologie. Tout ceci concourt à une situation très anormale. Il n'est pas normal qu'en Allemagne, vous n'ayez pas cela. Cela commence doucement, mais pendant longtemps, vous n'avez pas ce que vous auriez pu attendre des partenaires sociaux en plein emploi. C'est la même chose aux Pays-Bas, au Japon, en Suisse et d'une certaine manière aux États-Unis. Avec le paradoxe que le président républicain incite les cols bleus à obtenir plus de salaires et traitements. Cela en dit long sur le sentiment général que quelque chose ne va pas. [...] Il a fallu des partenariats conjoints entre les partenaires sociaux, les gouvernements, les pouvoirs publics et le secteur privé pour passer de hausses de 7 à 8 % à des hausses qui seraient plus ou moins conformes aux 2 % de l'objectif d'inflation, l'objectif implicite. Je me demande si nous n'aurions pas besoin de sortir les banques centrales du piège, avec toutes les conséquences en termes d'instabilité financière. Celles-ci sont associées à des taux négatifs ou à des taux très bas. Ne devrions-nous pas essayer d'obtenir le consensus inverse, si je puis m'exprimer ainsi ? Non pas une politique de désinflation, mais d'autres politiques.



**Bertrand Badré**

Fondateur et PDG de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier de la Banque mondiale

Même si le scepticisme continue de dominer, c'est ainsi que nous créerons de la responsabilité. Nous devons aller au-delà des belles obligations vertes et sociales. À un moment donné, nous devons commencer à réfléchir au système dans son ensemble. Nous devons abandonner l'approche de Milton Friedman, où le but social de l'entreprise est de réaliser un profit, ou de réaliser un profit pour les actionnaires. Pour être honnête, celui-ci avait ajouté qu'une acceptation par la société de cet objectif était aussi nécessaire. Et nous avons tendance à oublier cet élément important. Comment passer de cette philosophie à ce que Colin Mayer en particulier a dit à Oxford ? L'objectif social de l'entreprise est de trouver des solutions rentables pour la planète et ses habitants. Non pas le profit comme une fin en soi, mais le profit comme un moyen pour atteindre une finalité donnée. Ce qui implique de fouiller dans les moindres détails de la comptabilité, de la rémunération, du reporting, de la divulgation, du cadre de loi, etc. En fin de compte, le capitalisme doit être relié aux gens, aux territoires, etc. J'ajouterai une troisième dimension à l'approche financière traditionnelle, qui porte sur le rendement des risques et la durabilité, ou le rendement des risques et l'impact. Comment prendre en compte le fait que nous sommes dans un monde fini ? Nous devons prendre cet aspect en considération et, comme je le dis parfois pour irriter les comptables, nous devons passer d'un système mark-to-market, à un système mark-to-planet. Mes enfants me disent : « Papa, tu devrais créer le hashtag #marktoplanet », une bonne suggestion, non ?



**Daniel Dăianu**

Président du Conseil fiscal et conseiller du gouverneur (affaires de la zone euro), ancien membre du conseil d'administration de la Banque nationale de Roumanie

Le monde est de plus en plus sauvage, fragmenté et dissonant pour tous les acteurs et à bien des égards. On observe une érosion massive du multilatéralisme, en regard de ce qui a prévalu après la Seconde Guerre mondiale, à savoir l'ordre international libéral. Il y a des guerres monétaires et commerciales, ainsi qu'une érosion des relations transatlantiques, ce qui est assez consternant pour nombre d'Européens, mais aussi pour de nombreux Américains. La géopolitique est à l'ordre du jour, avec la confrontation entre les États-Unis et la Chine. Le déplacement du pouvoir économique se poursuit. Le désespoir s'empare des décideurs économiques, ce qui explique pourquoi les banques centrales sont sous pression. Songez un instant à la nouvelle série d'assouplissements quantitatifs. Et aux discussions en faveur d'une relance budgétaire. Il semble qu'un « régime » différent émerge aujourd'hui pour ce qui concerne la politique monétaire, le taux neutre étant très bas et l'inflation très faible dans un contexte de croissance très faible elle aussi. Mais j'opérerais une distinction entre les politiques monétaires et les politiques économiques en général. Il est des choses que les pays dont les banques centrales offrent des devises de réserve peuvent faire mais que les économies émergentes ne peuvent pas se permettre. Le jeu est inégal et nombre de pays ne peuvent pas se montrer trop complaisants vis-à-vis des déficits internes et externes importants. Sans oublier le système bancaire parallèle, qui présente des risques systémiques croissants. Qui va assurer la fonction de prêteur en dernier recours sur les marchés financiers, si quelque chose déraile complètement ? N'oubliez pas ce qui s'est passé récemment sur le marché des pensions aux États-Unis.

# 1. Finance et économie

**Jeffrey Frieden**

Professeur au département du gouvernement à l'Université de Harvard

Certains pensent que la mondialisation a créé des gisements de richesses non mérités et qu'elle a contribué au déclin de communautés et de régions entières. C'est une perception très répandue et pas seulement américaine, française ou brésilienne. Elle est pratiquement mondiale, partagée dans quasi tous les pays de l'OCDE et nombre de pays en développement. Je ne pense pas qu'il faille nous leurrer en ignorant la réalité. Il ne fait aucun doute, du moins dans mon esprit, que la finance internationale constitue une cible. Que cette cible soit visée à juste titre ou non est une autre affaire, mais nous avons un précédent, celui de l'entre-deux-guerres. Les partis politiques traditionnels et les principaux acteurs politiques et économiques se sont montrés incapables de trouver une solution aux problèmes qui affectaient pourtant la vie de dizaines et de centaines de millions de personnes. Si les principaux partis politiques et acteurs économiques ne trouvent pas de solution, d'autres combleront ce vide. La grande question, c'est que feront ceux qui se trouvent dans et autour des institutions financières internationales ? Nous avons un début de réponse aux États-Unis. Pour la première fois depuis les années 1930, nous avons deux candidats à la présidence qui se sont présentés sur des plateformes explicitement hostiles au commerce international, à la finance internationale et aux investissements internationaux. L'un de ces candidats a remporté la présidence. L'autre est à nouveau en lice, c'est Bernie Sanders. C'était en réponse à la victoire de quelqu'un qui a fait campagne contre le mondialisme, la finance internationale et le commerce international. Le milieu des affaires international américain est resté très silencieux. La conclusion habituelle est qu'il n'aime pas beaucoup les politiques protectionnistes, mais il a obtenu des réductions d'impôt et une déréglementation.

**Akinari Horii**

Conseiller spécial et membre du conseil d'administration au Canon Institute for Global Studies, ancien gouverneur adjoint à la Banque du Japon

Dans l'économie mondiale, la fabrication est en grande partie influencée par le cycle dit du silicium. La phase d'expansion la plus récente a commencé début 2016 et a culminé début 2018. Si la règle des deux ans se maintient, alors ce sera début 2020 ou vers le début de l'année que le cycle touchera son point bas et commencera à se redresser. Si le développement de la 5G et de l'Internet des objets s'accélère, le creux économique viendra plus tôt et la reprise qui suivra s'accélélera. [...] Il est très difficile d'analyser la psychologie des personnes, mais à cet égard, l'élection présidentielle de 2020 pourrait changer toute la dynamique. Si c'est le cas pour l'élection présidentielle américaine de 2020, le nouveau président formulera des politiques de gauche, y compris une couverture d'assurance maladie universelle. C'est une bonne chose pour le peuple américain, mais cela pourrait faire évoluer sa psychologie. Plus précisément, la psyché pourrait devenir plus sujette à l'inflation, à l'instar d'un épisode enregistré au milieu des années 1960. Quant aux systèmes financiers, une dette considérable a été accumulée sur le marché mondial, avec des taux d'intérêt négatifs. Les taux d'intérêt négatifs sont à mon sens contre-intuitifs, bien que les macroéconomistes les imputent à des anticipations déflationnistes. [...] Les investisseurs détiennent simplement des dettes à long terme portant des taux d'intérêt négatifs pour obtenir un gain d'arbitrage. Ils espèrent gagner de l'argent longtemps avant l'échéance, et pouvoir échapper à d'éventuels pics de taux d'intérêt. Une telle prise de décision, basée sur la beauté du jeu, crée une bulle. En cas d'éclatement, nombre d'investisseurs institutionnels font faillite. Ce qui peut entraîner une course systémique sur l'industrie de la gestion d'actifs.

**Hur Kyung-wook**

Président du Korean Bretton Woods club, ancien conseiller au Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3, ancien vice-ministre de la Stratégie et des Finances, ancien économiste au FMI

Pendant la crise de 2008, nous avons bénéficié d'une coordination mondiale. Le G20 a joué un rôle essentiel. En 2009, lors du G20 de Séoul, tous les dirigeants ont convenu de rester immobiles et de revenir sur toutes les protections et mesures. Cela a beaucoup contribué à éviter les pires conséquences de la crise de 2008. Mais aujourd'hui, cette gouvernance fait défaut, et nous disons commodément qu'il existe une soi-disant nouvelle norme à propos de ce faible taux d'intérêt, etc. Nous ne saurions toutefois nous cacher derrière cette nouvelle norme concernant l'absence de coordination internationale, qui est en réalité très inquiétante, en particulier pour les pays d'Asie. En effet, l'Asie a suivi la mondialisation, puis a connu une crise il y a 20 ans, avec tous ces flux de capitaux. Ensuite, nous nous en sommes remis. Il y a 10 ans, nous avons connu une crise financière mondiale. La question est maintenant de savoir sur qui nous pouvons compter en l'absence de cette coordination mondiale ou du rôle du G20, si nous avons une crise. L'Asie a inventé quelque chose appelé CMIM. Il s'agit d'un échange multilatéral entre les 10 pays de l'ANASE et le Japon, la Corée et la Chine. Nous avons beaucoup avancé mais il reste beaucoup de blocs manquants, des liens manquants en termes de capital versé, etc. Il y a beaucoup de promesses, mais il n'y a pas de capital réellement versé. Lorsque la crise éclatera, nous ne saurons pas comment coordonner le FMI, ces accords financiers régionaux et les nombreux échanges bilatéraux.

# 1. Finance et économie

**André Lévy-Lang**

Professeur associé émérite en finance à l'Université Paris-Dauphine

Je voudrais revenir rapidement sur l'état du secteur financier 12 ans après la crise. Les États-Unis sont en très bonne forme, de même que le système financier américain. Cela ne fait aucun doute. Mais en Europe, nous avons un problème. À l'heure actuelle, la valeur de marché, la capitalisation boursière des grandes banques européennes est très inférieure à leur valeur nette comptable. Les taux négatifs n'aident pas du tout, ils sont restreints en matière de réglementation, un peu plus forte en Europe qu'aux États-Unis. Je vous rappelle qu'en Europe, le système bancaire assure 80 % du financement de l'économie contre 20 % aux États-Unis, il est donc très important pour l'économie européenne. La révolution commencée en 2008, en même temps que la crise, a été initiée par le lancement du premier iPhone. Aujourd'hui, on observe un certain nombre de « néo-banques » qui collectent des quantités d'argent considérables. Elles acquièrent des clients, elles perdent de l'argent au cours du processus, elles lèvent donc plus de capitaux. Deuxièmement, les banques européennes en général sont vraiment coincées par la structure actuelle des taux d'intérêt. Elles réduisent considérablement leurs effectifs. Troisièmement, elles doivent vivre avec l'héritage de systèmes informatiques qui n'avaient pas anticipé le smartphone. Dans une certaine mesure, nous en avons peut-être trop fait en termes de réglementation. 12 % du personnel est utilisé pour traiter uniquement des questions de blanchiment d'argent et de réglementation. Il existe un risque que les banques aient un impact négatif sur la croissance européenne dans les prochains mois.

**John Lipsky**

Peterson Distinguished Scholar à la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University ; ancien premier directeur général adjoint du FMI

1/ L'un des effets collatéraux de la nouvelle réglementation européenne d'après-crise est la cession de facto d'une grande partie des activités sur le marché international des capitaux et des activités bancaires d'investissement haut de gamme à des banques non européennes – essentiellement américaines. Ce n'était pas intentionnel, mais cela s'est produit de toute façon ; 2/ Un point commun qui relie les perspectives moroses de croissance mondiale est la faiblesse connue des investissements fixes dans les biens d'équipement, les équipements et les logiciels ; 3/ Le manque d'investissement, en dépit d'une croissance relativement bonne de la demande des consommateurs dans nombre d'économies avancées, suggère une profonde incertitude ; 4/ Le fait qu'une part substantielle des marchés obligataires les plus importants se négocie actuellement à des rendements négatifs reflète le degré d'incertitude des investisseurs quant aux perspectives ; 5/ Le maintien d'une inflation faible et des anticipations d'inflation faible soutenues sont probablement à la fois la cause et le reflet de cette incertitude. Puisqu'il est difficile de savoir pourquoi les anticipations d'inflation évolueraient considérablement à court terme, les rendements extrêmement bas des obligations souveraines vont probablement se maintenir ; 6/ Une série de défis politiques – y compris les préoccupations à propos des inégalités et du changement climatique – accroissent l'incertitude. La lenteur de la croissance mondiale a accru l'importance perçue de ces défis ; 7/ Il est de plus en plus admis que les mesures extraordinaires de politique monétaire des dernières années ont plus ou moins fait leur temps.

**Hélène Rey**

Professeure d'économie à la London Business School, membre de la Commission économique de la nation, membre du Haut Conseil de stabilité financière

Pourquoi les taux réels sont-ils si bas ? Nous ne comprenons pas exactement pourquoi ils sont si bas. Cela contraint massivement la politique monétaire. Cela fait courir un risque financier énorme, non seulement au secteur bancaire, mais aussi au secteur des assurances et aux différents types de gestionnaires d'actifs, aux fonds de pension, etc. Pour comprendre les mouvements à long terme des taux réels, il faut se pencher sur l'histoire économique. Le seul autre épisode similaire au nôtre aujourd'hui correspond aux années 1930, à savoir la Grande Dépression. Dans les deux cas, on a observé une augmentation massive des richesses, dans les années 1920. Une période d'exubérance irrationnelle. C'est aussi ce que nous avons observé dans les années 1980 et 1990, et dans les deux cas, le phénomène était lié à la déréglementation financière. Ensuite, nous avons assisté à une crise financière massive. Puis, à une très longue période de désendettement, et on sous-estime souvent le temps qu'il faut pour se désendetter. Nous sommes toujours dans cette oscillation, dans cette période de désendettement, d'où des taux réels qui ont tendance à être assez bas. [...] De fait, si les taux d'intérêt sont bas, la politique budgétaire est plus efficace. Lorsque les taux d'intérêt sont négatifs, si vous devez faire des investissements, c'est le bon moment pour le faire. Faut-il faire des investissements ? Oui. Tout ce que nous avons dit aujourd'hui et hier sur le changement climatique et le fait de devoir opérer une transition nécessite un énorme investissement privé et public. Nous sommes dans une situation où, d'un point de vue cyclique, il semble que nous devrions investir. Du point de vue de la survie, il semble que nous devrions investir également.



# 2. Énergie et environnement



COORDINATEUR  
**Marc-Antoine Eyl-Mazzega**  
Directeur du centre énergie de l'Ifri



PRÉSIDENT  
**Nobuo Tanaka**  
Président de la Sasakawa Peace Foundation, ancien directeur exécutif de l'AIE

Les femmes sont beaucoup plus touchées par le changement climatique, en particulier dans les pays africains. Elles sont plus nombreuses à être agricultrices et, avec le changement climatique, elles doivent faire beaucoup plus d'efforts pour aller chercher de l'eau dans des endroits plus éloignés. Par ailleurs, les femmes peuvent faire beaucoup pour changer la politique, en votant, en devenant cheffes d'entreprise et en changeant les modèles d'entreprise. Le rôle des femmes dans l'atténuation du changement climatique pourrait être bien davantage mis en avant. Les problèmes de genre et les problèmes climatiques devraient se rejoindre. [...] L'AIE a isolé quatre révolutions dans le secteur de l'énergie : la révolution du schiste aux Etats-Unis, l'énergie solaire qui sera la moins chère à l'avenir, la révolution verte en Chine et la digitalisation de l'électrification. Je voudrais ajouter une cinquième révolution, à savoir la transformation initiée par la demande. L'AIE et les gouvernements réfléchissent toujours en se plaçant du côté de l'offre, mais la transformation initiée par la demande peut radicalement changer la structure. Un exemple est celui des sociétés utilisant à 100 % des énergies renouvelables, l'initiative RE100. Parmi ces sociétés figurent de grandes entreprises telles qu'Apple, GM et BMW. Si elles demandent à leurs fournisseurs de faire de même en matière d'énergie, et c'est d'ailleurs ce qui se passe, les entreprises qui souhaitent rester dans la chaîne d'approvisionnement de ces grandes entreprises mondiales vont peut-être à l'avenir utiliser uniquement des énergies renouvelables. Cela pourrait créer un énorme défi au niveau de la structure de l'offre dans le domaine de l'énergie. La transformation énergétique pourrait être initiée par les utilisateurs bien plus que par les fournisseurs ou par le gouvernement.



**Olivier Appert**  
Conseiller du centre énergie de l'Ifri, ancien président du Conseil français de l'énergie (comité français du Conseil mondial de l'énergie)

Aujourd'hui, l'attention se porte surtout sur le solaire et l'éolien, du fait de leur développement spectaculaire et de la réduction de coûts qu'ils induisent. Cependant, la bioénergie moderne détient le rôle dominant, car elle est la seule source renouvelable capable de fournir de l'énergie pour tous les usages. Fin 2017, la bioénergie moderne représentait la moitié de la consommation d'énergies renouvelables. C'est autant que l'hydroélectricité, l'éolien, le solaire et toutes les autres énergies renouvelables réunis et quatre fois la quantité d'énergie éolienne et solaire combinée. Afin de parvenir à un scénario de développement durable, l'AIE considère que les énergies renouvelables devraient contribuer pour un tiers à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, comparé au scénario « Nouvelles Politiques ». Dans ce contexte, le biométhane va jouer un rôle déterminant. En sept ans seulement, la production de biométhane a été multipliée par sept. La majeure partie de cette croissance s'est produite en Europe, mais toutes les régions participent à la croissance mondiale. En 2017, 720 plans de production de biométhane étaient en cours d'exécution dans le monde, contre seulement 173 en 2010. Ils sont répartis dans 34 pays. Il existe par ailleurs 1 020 projets de modernisation d'usines opérationnelles, projets en cours de réalisation ou planifiés. En résumé, partout dans le monde, il existe des développements prometteurs. En Europe par exemple, l'utilisation du biométhane se répand sur tout le continent, avec un énorme potentiel de 95 milliards de mètres cubes en 2050. Il existe aussi des projets ailleurs. Le développement du biométhane est lié, dans tous les pays, à des subventions, à la réduction des coûts grâce à l'industrialisation, mais aussi aux ressources durables.



**Leila Benali**  
Économiste en chef ; directeur de la stratégie, de l'économie et de la durabilité à l'Arab Petroleum Investments Corporation

Le secteur de l'énergie est vraiment en concurrence avec d'autres secteurs jugés beaucoup plus intéressants par les investisseurs en termes de rendement. Le problème, c'est que l'écart est vraiment grand. L'énergie fournit moins de 10 % de rendements, tandis que l'informatique ou les biens de grande consommation en ont fourni plus de 300 % au cours d'une décennie. L'autre problème, c'est qu'en termes de valorisation, certaines parties du secteur de l'énergie semblent sous-évaluées. Je parle surtout des parties en amont. Il subsiste toujours cette crainte persistante des actifs bloqués, car nous n'avons pas une visibilité suffisante sur l'évolution du changement climatique. Parallèlement, les rendements sont également restreints dans les différentes parties de la chaîne de valeur. J'ai pris l'exemple du secteur gazier, mais il en va de même pour l'ensemble des secteurs. Si elles veulent survivre aux transitions énergétiques et continuer à offrir une proposition de valeur attrayante pour les investisseurs, les sociétés du secteur de l'énergie n'ont d'autre choix que de se lancer dans une intégration verticale à grande échelle. Il ne s'agit pas uniquement d'une intégration verticale comme par le passé, destinée à stabiliser les gains en bénéficiant des profits cycliques du pays en amont et en aval. Il s'agit également d'optimiser les marges tout au long de la chaîne de valeur. [...] Si vous commencez à considérer les ressources pétrolières et gazières comme n'importe quelle autre catégorie d'actifs de placement, la même chose pourrait se produire à plus grande échelle entre les grandes entreprises du secteur de l'énergie et du pétrole et les fonds de placement. Quel type de structure industrielle allons-nous obtenir dans cette quête d'un monde à faible émission carbone ? Après tout, au sein du secteur des infrastructures, le secteur de l'énergie reste l'industrie préférée des investisseurs institutionnels.



## 2. Énergie et environnement



**Richard Cooper**

Professeur d'économie internationale à l'Université de Harvard, ancien président du National Intelligence Council, ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires économiques



**Cosmin Ghita**

PDG de Nuclearelectrica, Roumanie

Que ce soit universellement accepté est moins important, mais nous ne devrions pas construire de nouvelles centrales au charbon où que ce soit dans le monde. Nous en avons et nous avons une énorme inertie dans le système. Nous utiliserons le charbon pendant des décennies, car comme cela a été souligné plus tôt, il a été évoqué une durée de 40 années pour les centrales au charbon. Avec un peu de rénovation, elles peuvent durer de 50 à 60 ans. Nous en avons beaucoup. La Chine fait marche arrière aussi rapidement qu'elle le peut en ce qui concerne le charbon. Elle le fait par de nombreuses voies différentes, dont le nucléaire, le GNL, le solaire, etc. Cependant, en raison de la pollution atmosphérique et des effets néfastes sur la santé des Chinois, la Chine dans le cadre de la Belt and Road Initiative (BRI) construit des centrales au charbon dans d'autres pays. Il faut y mettre fin. Je pense qu'à terme, nous allons nous orienter vers le solaire. Ce terme se situe dans plusieurs décennies et je pense que le gaz naturel assurera la transition vers le solaire. Le gaz naturel est un excellent substitut au charbon pour la production d'électricité, mais aussi pour d'autres usages. Je considère le gaz naturel comme l'orientation naturelle. Vous pouvez l'appeler biogaz. C'est tout type de méthane, et c'est un combustible naturel qui permettra la transition entre la situation actuelle et le stade de l'énergie solaire, que nous devons atteindre à terme. D'autres éléments s'y ajoutent, mais ils n'interviendront pas avant des décennies.

Les réalités d'aujourd'hui exigent une action immédiate. Selon les données de l'AIE, la consommation d'énergie dans le monde a augmenté de 2,3 %, pour la seule année 2018. C'est près de deux fois le taux de croissance moyen depuis 2010. Nous constatons donc une augmentation de la demande d'énergie. Conséquence de cette augmentation, les émissions de CO<sub>2</sub> liées à l'énergie ont également augmenté de 1,7 %, soit 33,1 gigatonnes de CO<sub>2</sub>. Nous sommes donc loin de l'Accord de Paris et, pour être honnête avec vous, nous en resterons encore très éloignés pendant une longue période. Comme un pourcentage important des émissions de CO<sub>2</sub> est lié à l'énergie, le rythme de la transition devient encore plus difficile. D'après mon expérience dans l'industrie nucléaire, deux variables majeures doivent être très rapidement traitées. Il s'agit des investissements en sources d'énergie propre et des campagnes financières associées. Cela peut vouloir dire faire campagne en tant qu'initiative de relations publiques, soutenue par les gouvernements, pour renforcer la confiance des investisseurs dans ces secteurs. Ou cela pourrait signifier la mise en place de mécanismes de couverture des risques pour rendre les opportunités suffisamment attrayantes dans le contexte actuel de la concurrence pour les capitaux. Selon le World Energy Outlook (WEO), environ 1,1 billion de dollars sera investi dans l'énergie nucléaire d'ici à 2040, soit environ 46 % de la production d'énergie nucléaire. Même si le WEO estime que les investissements dans l'énergie nucléaire vont augmenter, la production nucléaire mondiale restera inférieure à 10 %. C'est beaucoup moins que ce qui est requis de la production nucléaire selon le scénario de développement durable.



**Tatsuo Masuda**

Professeur invité à la Graduate School de Nagoya University of Commerce and Business sur le lien entre l'énergie et le climat, président de FairCourt Capital à Londres, membre du comité stratégique d'Elion House à Singapour



**Ali Zerouali**

Directeur de la coopération et du développement international de la Moroccan Agency for Sustainable Energy

Je parlerai du fossé générationnel dans le programme sur le climat. Les changements climatiques sont le résultat de l'accumulation d'émissions de CO<sub>2</sub> ou de gaz à effet de serre dans l'atmosphère au cours des 200 dernières années. Quels que soient les efforts que nous déployons maintenant, l'effet peut apparaître bien des années plus tard en raison de sa nature à très long terme, ce qui ne profite pas nécessairement aux générations matures. Par conséquent, elles peuvent se demander pourquoi elles devraient faire autant d'efforts si elles ne peuvent pas bénéficier de l'élimination des risques climatiques. C'est une question importante et complexe. Aussi pénible que cela puisse être, nous devons nous occuper des questions climatiques et surmonter le fossé entre les générations. Les propos de Greta Thunberg lors du Sommet des Nations Unies sur le climat sont très critiqués. J'ai vu de nombreux articles et des vidéos sur YouTube lui disant : « Ce que vous avez dit est du lavage de cerveau. Vous exagérez les risques climatiques. ». Toutefois, ce n'est pas en communiquant de cette façon que nous pouvons convaincre les jeunes générations. À cet égard, l'histoire montre un bilan très triste. Par exemple, il y a eu le fameux Sommet de Rio en 1992 si vous vous en souvenez. De nombreux chefs d'État sont venus à Rio pour faire de merveilleux discours et se sont mis d'accord sur une déclaration orientée vers l'action. Ils ont même discuté de la nécessité de ramener les émissions de CO<sub>2</sub> au niveau de 1990 avant la fin du XXe siècle. Ces discours ont-ils été suivis d'actions ? Non, rien de sérieux ne s'est produit. Nous devons faire quelque chose de concret. Nous ne pouvons pas délaissier toutes ces jeunes générations, ni maintenir ce fossé entre les générations. Nous devons le réduire.

Pouvons-nous imaginer un instant de revenir aux énergies fossiles ? Il y aurait une pression telle sur les prix des ressources fossiles que cela hypothéquerait une croissance déjà atone actuellement. Les énergies renouvelables se démarquent des énergies fossiles dans la mesure où il n'y a pas de compétition entre les pays. Quand le vent souffle, il souffle pour tout le monde, quand le soleil brille, il brille pour tout le monde. Cette amélioration de la péréquation économique autour du renouvelable, découlant de la multiplication des investissements et des économies d'échelle qui sont engendrées, signifie que plus les investissements sont nombreux, plus les prix baisseront sans compétition entre les différents pays. C'est donc un véritable vecteur de coopération entre les pays. C'est dans ce cadre, que cinq pays se sont associés, lors de la COP 22 à Marrakech, pour augmenter la part des énergies renouvelables dans leur mix énergétique en intégrant les marchés des énergies renouvelables entre eux. Ces cinq pays sont la France, l'Allemagne, le Portugal, l'Espagne et le Maroc. Ils ont initié le projet SET roadmap, Sustainable Electricity Trade roadmap. S'en est suivie une série d'études coût-bénéfice qui a apporté le confort politique nécessaire à ces différents pays, puisque ces différentes études, avec le soutien de la Banque mondiale, de la Commission européenne et de l'UpM, ont permis de démontrer que chacun des pays, à des niveaux différents, pouvait engendrer des dizaines de milliards de bénéfices en intégrant leurs marchés des énergies renouvelables. Cela a abouti à la signature d'une nouvelle déclaration à la Commission européenne en décembre dernier pour l'intégration du premier marché des Cross Border Green Corporate PPA.

### 3. L'Afrique



**PRÉSIDENT**  
**Robert Dossou**  
Ancien ministre des Affaires étrangères du Bénin, ancien président de la Cour constitutionnelle, président de l'Association africaine de droit international

Les années 90 ont vu la naissance de très grandes espérances sur le continent africain et une grande émergence du continent sur la scène internationale. En outre, les chefs d'État africains ont pris conscience de cette nécessité de résoudre tous les anciens problèmes qui freinaient l'Afrique. Ainsi, ils ont fait deux choses importantes. D'abord, ils ont adopté un ensemble d'instruments juridiques, tant au niveau du continent africain lui-même qu'au niveau des communautés économiques régionales, en provoquant une mutation de l'organisation de l'unité africaine et en transformant cette organisation en Union africaine avec un acte constitutif plus avancé que la charte de l'OUA. Ensuite, ils ont adopté des instruments et des chartes de gouvernance. Je ne vais pas les énumérer. Les communautés économiques régionales ne sont pas en reste, notamment au niveau de la CEDEAO. Des instruments juridiques très avancés ont été adoptés et sont en vigueur. À travers le NEPAD, devenu l'Agence de développement de l'Union africaine aujourd'hui, les États africains ont créé un système pour que les bonnes pratiques puissent circuler entre les différents États. L'une des pesanteurs de notre avancée, c'est la corruption et les dysfonctionnements en tous genres. Des mesures sont prises ici et là. La question qui se pose est de savoir si ces mesures sont pertinentes et efficaces, si ces mesures empruntent les voies susceptibles de les rendre les plus efficaces possible. À partir de là émerge toute une série de questions, dont une qui me paraît importante : la gouvernance à l'intérieur de chacun de nos États ne contribue-t-elle pas au poids de l'ensemble du continent ? Les questions s'enchaînent.



**Élisabeth Guigou**  
Présidente de la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures, ancienne ministre, ancienne députée et présidente de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale

L'Afrique et l'Europe affrontent le même risque, celui d'être sortis de l'histoire, de ne plus être dans les radars du pouvoir dans le monde d'aujourd'hui, celui d'être dominés par la Chine et celui aussi d'être victimes de la guerre pour l'instant commerciale entre les États-Unis et la Chine. Nous avons le même défi à affronter. Nous devons voir ensemble comment nous pouvons continuer à défendre nos intérêts et continuer à nous faire entendre dans le monde, s'agissant par exemple du défi du climat, qui évidemment est beaucoup plus menaçant pour notre région commune Europe-Afrique que peut-être dans d'autres endroits. Si nous ne voulons pas sortir de l'histoire en marche, j'ai une conviction, c'est qu'il faut que nous travaillions à une nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe. Évidemment, il est indispensable au préalable que chacun balaie devant sa porte, c'est-à-dire que l'Europe continue à se consolider, à devenir plus cohérente, et que l'Afrique elle-même fasse ses propres réformes. Mais il faut commencer à travailler ensemble sur les défis qui nous sont communs : le climat, la sécurité, l'emploi des jeunes - c'est peut-être le défi majeur compte tenu de la démographie -, l'éducation, la santé et la maîtrise ensemble des migrations. En effet, les migrations incontrôlées sont une tragédie pour l'Afrique, parce que ce sont ses talents qui partent et, pour l'Europe, vous avez bien vu ce que cela produit : la montée des extrêmes, la montée du populisme, la fermeture des frontières. Il n'y a pas de solution, sauf si nous affrontons ces questions ensemble.



**Sean Cleary**  
Fondateur et vice-président de la FutureWorld Foundation, président de Strategic Concepts (Pty) Ltd

Au niveau national, au niveau d'un pays, le succès peut être défini, au sens large, par (1) un degré raisonnable de sûreté et de sécurité pour les citoyens ; (2) des infrastructures physiques appropriées (eau, électricité, transport et TIC) pour permettre à l'activité économique d'avoir lieu ; (3) des investissements appropriés dans la création du capital humain à travers les services de santé et l'éducation ; et (4) des politiques qui encouragent les personnes à risquer des capitaux en quête de récompenses. Tout cela nécessite (5) des institutions fiables, solides et de confiance. Atteindre cela dans les 54 États constitue le principal défi auquel nous sommes confrontés. Nous devons également étudier comment utiliser les organisations régionales africaines et l'institution continentale qu'est l'Union africaine pour permettre la croissance et le développement durable. Nous devons trouver des moyens de réaliser la quadrature de ce cercle. Si nous nous montrons honnêtes, nous savons que l'Afrique n'a pas été très bien servie, que ce soit par son passé colonial ou par les aspects de la période qui a suivi l'indépendance qui a commencé en Afrique en 1957. L'éducation n'a pas été adaptée aux objectifs. Les services de santé sont souvent en retard dans de nombreuses régions du continent, bien que d'incroyables efforts aient été accomplis. La qualité des institutions africaines elles-mêmes n'est pas toujours à un niveau acceptable. Il ne fait guère de doute que la réalisation correcte de ces cinq éléments conduira à des normes plus élevées en matière d'opportunités et de bien-être pour les citoyens africains. Cependant, nous devons appréhender tout cela sérieusement et collectivement ; les gouvernements seuls ne pourront pas y arriver.



**Cheikh Tidiane Gadio**  
Président de l'Institut panafricain de stratégies, paix, sécurité et gouvernance, ancien ministre des Affaires étrangères du Sénégal

Contrairement à ce que l'on nous dit, le continent africain est vaste et peut contenir toute la Chine, toute l'Inde, les États-Unis, le Japon, tous les États membres de l'Union européenne sur son territoire et il resterait encore de l'espace. L'Afrique n'est donc pas surpeuplée. L'Afrique n'est surpeuplée que parce que ses économies sont défaillantes et qu'elle n'arrive pas à prendre ses responsabilités par rapport à sa progression démographique. Nous avons toutes les ressources naturelles en grande quantité (un tiers des réserves mondiales dit-on). Ainsi, l'Afrique devrait-elle jouer un rôle essentiel dans l'avenir du monde. Beaucoup l'ont compris. Ils nous disent que l'Afrique est dangereuse, mais ils foncent en Afrique parce qu'ils savent que beaucoup de choses se jouent sur notre continent. À présent, un des reproches que j'mets à l'encontre de mon continent, c'est que nous continuons à bâtir des structures, des systèmes comme la ZLECA, qui est excellente au demeurant, car l'Afrique veut avoir un marché commun, mais nous refusons toujours de mettre la politique au poste de commande. Nous refusons de parler de l'union politique. Nous avons suivi le modèle de l'UE. Depuis 20 ans, j'ai toujours défendu l'idée que l'UE n'était pas notre modèle. Nous voulons le modèle que nos leaders et nos grands penseurs ont posé : Kwamé Nkrumah, Cheikh Anta Diop, Marcus Garvey. Nous voulons les États-Unis d'Afrique. Nous voulons une Afrique unie. Nous ne voulons pas une Afrique conçue sur le modèle de l'UE, soit 27 États, tous indépendants, tous souverains, où les décisions sont difficiles à prendre. On sait que si l'UE acceptait d'être politiquement unie, le lendemain, elle serait la première puissance du monde.

## 3. L'Afrique



**Karim Lotfi Senhadji**  
Directeur général d'OCP Africa

Nous recensons une population mondiale actuelle aux alentours de 7 milliards de personnes, qui en 2050 prévoit d'être aux alentours de 9 milliards. En même temps, les terres arables par habitant vont de facto diminuer et produire moins. À côté de cela, si nous prenons les besoins en termes d'alimentation de la population, en 2050, il va falloir quasiment doubler la production de grains par rapport à 2007. Le gros de cette croissance va provenir essentiellement soit des terres arables qui ne sont pas encore utilisées, soit d'une meilleure productivité de l'agriculture. Sachant que des régions comme les Amériques, l'Europe ou l'Asie aujourd'hui sont quasiment au plus haut de leur productivité, il va de soi que l'Afrique demeure la solution puisqu'aujourd'hui, plus de 60 % des terres arables ne sont pas encore utilisées en Afrique. Surtout, actuellement, l'agriculture africaine ne se situe pas au plus haut de son potentiel, puisque nous avons une corrélation parfaite entre la consommation rationnelle des engrais et la productivité des différentes cultures. En moyenne, les pays africains consomment 12 à 15 kilos l'hectare, là où la moyenne mondiale se trouve aux alentours de 100 kilos. Nous voyons bien qu'en termes de rendement, sur ce que l'on appelle les food crops, les cultures nourricières, nous avons une productivité qui est à peu près de 2,5 en dessous de la moyenne mondiale. Nous voyons d'un côté que le monde va devoir relever le défi de la sécurité alimentaire, mais que d'un autre côté, notre continent possède aujourd'hui toutes les potentialités pour pouvoir répondre à ce défi de la sécurité mondiale, non seulement pour sa population, mais aussi pour le reste du monde.



**Juliette Tuakli**  
Directrice médicale et fondatrice de Family CHILD & Associates Ghana ;  
présidente du comité de gouvernance de United Way Worldwide

Nous devons prendre très au sérieux le problème du changement climatique. Je suis également Rotarienne, et je n'oublierai jamais le jour où, il y a à peu près cinq ans, j'ai rencontré un groupe de Rotariens français. Ils avaient fait le tour des côtes d'Afrique de l'Ouest 5 et 10 ans auparavant, en dessinant ce qu'ils voyaient à chaque fois. C'était choquant. Nous sommes en train de perdre nos pays, nous sommes en train de perdre nos côtes et nous sommes en train de perdre notre littoral, et encore une fois, on n'en entend pas parler. Nous regardons de pauvres gens construire des villes sur un sol dont nous savons qu'il sera submergé d'ici quelques années et rien n'est dit à aucun niveau. Nous devons commencer à prendre au sérieux les économies vertes, et je vais vous donner l'impression de parler comme un disque rayé, mais il s'agit là d'une autre sphère dans laquelle la société civile devrait jouer un rôle. En tant que médecin pratiquant dans le privé, lorsque j'entends des gens dire que la voie à suivre est celle des initiatives public-privé, je suis d'accord en théorie. Cependant, je ne pense pas que nos gouvernements comprennent toujours leur importance, et ils craignent souvent de collaborer avec des groupes privés qui réussissent. Je pense que c'est la crainte, peut-être, qu'on découvre qu'ils ne font pas les choses convenablement ou correctement. Je ne sais pas ce que c'est, mais il y a toujours un peu de résistance, et pour moi, ça ne semble jamais aussi efficace que ça le pourrait ou le devrait. Cette réticence est principalement du côté du gouvernement, non pas du côté du secteur privé.



**Pierre M'Pelé**  
Ambassadeur de Mercy Ships pour l'Afrique,  
directeur du bureau régional de Mercy Ships pour l'Afrique

Il y a quelques mois, une grosse épidémie d'Ebola a éclaté dans l'est de la République démocratique du Congo. De l'eau a coulé sous les ponts. On a beaucoup parlé de la non-participation des populations. L'est de la République démocratique du Congo est une zone très instable, avec des rébellions, des conflits armés, très pauvre également, et où les populations survivent dans l'insécurité. Je voudrais expliquer de manière prosaïque la réaction des populations. Lorsque l'épidémie d'Ebola s'est déclarée, du jour au lendemain, on a vu débarquer des tonnes de matériel, plus de 3 000 véhicules, des milliers de techniciens, des cadres et toutes les organisations non gouvernementales, bilatérales, multilatérales, envahir ce petit peuple oublié qui, en plus, faisait déjà face à une grosse épidémie de rougeole et à une épidémie de choléra qui avait fait trois fois plus de victimes qu'Ebola. Néanmoins, à cause de l'épidémie d'Ebola, tout est arrivé du jour au lendemain. Quand ils étaient menacés par des conflits, personne n'a regardé ce qu'il se passait dans cette partie du continent africain. Ils sont tous là parce que les populations des villes européennes, américaines, japonaises ou chinoises se sentent menacées par une épidémie si lointaine, parce que la transmission de cette maladie virale fait que le virus peut arriver dans ces pays où l'on oublie souvent que l'on peut mourir jeune. D'ailleurs, la dernière épidémie survenue en Afrique de l'Ouest est arrivée aux États-Unis. On peut donc dire sans se tromper que c'est lorsque dans ces pays-là on se sent concerné qu'on « aide » l'Afrique.



**Aminata Touré**  
Présidente du Conseil économique, social et environnemental du Sénégal,  
ancienne Première ministre du Sénégal

Nous avons intérêt à travailler ensemble sur la question de la sécurité. Cela suppose le renforcement de nos mécanismes internationaux de discussion, à commencer par l'ONU où vous avez quand même un schéma qui est des plus anciens et qui ne répond absolument plus à la réalité du monde actuel. Combien de BRICS sont assis au Conseil de sécurité ? L'Afrique n'a pas de poste permanent. C'est organisé, il faut le moderniser. Ce sont des questions qu'il nous faut aborder ensemble. Nous avons un devenir commun, parce que nous avons un modèle démographique où nous allons dépendre les uns des autres, quoi que nous disions. [...] Évidemment, il nous faut prendre en charge les problèmes. La question de la corruption, c'est une question qui se pose, mais qui se pose pour le monde entier. Voilà un autre stéréotype dont nous souffrons depuis longtemps : l'Afrique, terre de la corruption. Néanmoins, les plus grands scandales de corruption ne sont pas en Afrique : Enron, Exxon, Madoff. Il faut que nous renforçons nos mécanismes de lutte contre la corruption en Afrique. C'est extrêmement important. D'abord, cela nous permet de sauvegarder nos ressources, de mettre l'argent là où il faut le mettre, mais en plus, de continuer à construire cette confiance. La jeunesse n'est pas là seulement à regarder l'élite conduire de belles voitures et habiter dans de belles maisons sans rien faire. La corruption, si nous ne la prenons pas en charge, elle est aussi un facteur d'instabilité.

DÉJEUNERS ET DÎNERS DÉBATS





### Son Excellence Cheikh Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim Al-Thani

Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de l'État du Qatar

Bien que le Moyen-Orient soit une région en plein bouleversement, le Qatar considère la zone comme une région d'importance mondiale. Elle est à l'intersection mondiale des espaces aérien, maritime et terrestre, et c'est ici aussi qu'est née la foi. Il s'agit en outre d'un centre énergétique dynamique, d'un pilier des réseaux financiers internationaux et d'un carrefour des migrations humaines. Malheureusement, il s'agit aussi d'une région très divisée, affectée par des zones de conflit disséminées et qui souffre d'un manque de confiance et de coordination. Nous ne cessons de nous interroger : pourquoi les conflits au Moyen-Orient résistent-ils à la diplomatie régionale et mondiale, et pourquoi certains États sont-ils autorisés à recourir à une diplomatie du déni, en rejetant la diplomatie comme mode légitime d'action internationale. Nous avons pu constater par nous-mêmes combien cette stratégie est très déstabilisatrice et combien elle génère une grande incertitude. Bien que cette stratégie soit généralement l'apanage des réseaux terroristes, des chefs de guerre et des milices, certains États de la région s'autorisent eux aussi cette tendance à la diplomatie du déni : ils font la guerre, opèrent des blocus et ne respectent pas les mécanismes régionaux et internationaux. [...] Tous les pays doivent convenir d'une base de non-ingérence dans les affaires intérieures et étrangères des États, et surtout ne pas utiliser la diversité ethnique ou confessionnelle ni les minorités pour servir de boucs émissaires de l'ingérence. Nous devons bâtir des nations de citoyens, en espérant que ces premières étapes seront sources d'encouragements et ouvriront la voie à la paix et à la prospérité régionales.





**Paul Kagame**  
Président de la République du Rwanda

Aujourd'hui, l'Afrique entretient de solides relations commerciales avec des partenaires dans le monde entier, que ce soit avec l'Europe, l'Inde, l'Amérique du Nord ou la Chine. En effet, nous voulons augmenter nos investissements et nos échanges commerciaux avec tout le monde, car ces échanges profitent à tous. C'est pourquoi il a été si important pour l'Afrique de se regrouper pour former une région. En Afrique, les barrières intérieures bloquant les déplacements et le commerce continuent à tomber. La Sierra Leone est le pays ayant le plus récemment annoncé une politique d'accès libre pour les ressortissants des autres pays africains, rejoignant ainsi une quinzaine d'autres pays. L'African Continental Free Trade Area est maintenant en vigueur et les échanges commenceront en juillet 2020. Cet accord va radicalement transformer la manière dont l'Afrique commerce, tant avec elle-même qu'avec le reste du monde. [...] Le deuxième point concerne l'anxiété et le défaitisme qui dominent aujourd'hui les débats politiques. Même la science et la technologie - les moteurs mêmes du progrès humain - sont de plus en plus considérées comme problématiques, par exemple avec l'intelligence artificielle ou les cultures génétiquement modifiées. À partir de là, il ne faut qu'un pas pour aboutir à l'idée fautive selon laquelle maintenir un niveau de vie élevé au sein d'un pays dépend du fait d'empêcher d'autres pays d'atteindre ce même niveau. Si je peux me permettre de généraliser, ce pessimisme ne trouve pas d'écho en Afrique. Nous avons la volonté d'atteindre pour nous-mêmes une vie meilleure. Nous avons déjà constaté des avancées considérables, notamment dans les domaines de la santé, de la connectivité, de la gouvernance et des revenus. Il est essentiel de retrouver ce sentiment d'espoir et d'optimisme partout où il a été abandonné.

\*Version intégrale page 124





### Kevin Rudd

Président de l'Asia Society Policy Institute,  
ancien Premier ministre d'Australie

S'agissant de la vision du monde de Xi Jinping, j'ai toujours pensé que, dans les relations internationales, comprendre comment l'autre partie pense et pourquoi elle pense de cette façon constituait le commencement de la sagesse. Nous devrions nous imaginer assis autour de la grande table du Comité permanent du Politburo. Il ne compte que sept membres, tous des hommes, qui se réunissent toutes les semaines comme un cabinet dans un État démocratique. Ils ont à leur disposition des documents du cabinet et des papiers officiels, et il est important de déterminer la façon dont ils voient le monde sous la gouvernance de Xi Jinping. Voici donc, selon moi, leurs 10 principales priorités, décrites selon la pyramide des besoins de Maslow, en commençant par la priorité la plus importante et en finissant par la priorité n° 10, qui est certes importante mais moins que la première. La priorité n° 1 pour Xi Jinping et les membres du Comité permanent, est de conserver le Parti au pouvoir, à long terme, pas à court terme, non pas comme une transition vers la démocratie, mais à long terme, en tant que gouvernement chinois permanent. La priorité de Xi Jinping est de rester lui-même au pouvoir et de manière durable. Comme vous le savez, il a modifié la constitution chinoise afin que le président jouisse d'un mandat illimité. Le vote final de l'amendement aura lieu en 2022, et certains d'entre nous pensent que s'il arrive à ses fins politiques, Xi Jinping pourrait rester au pouvoir jusqu'au milieu des années 2030, où il aurait alors près de 80 ans, un âge presque suffisamment jeune pour être candidat à la présidence des États-Unis ! La priorité n° 1 est donc de maintenir le Parti au pouvoir mais aussi que Xi Jinping en reste le leader.







**Aminata Touré**

Présidente du Conseil économique, social et environnemental du Sénégal, ancienne Première ministre du Sénégal



**Arkebe Oqubay**

Ministre et conseiller spécial du Premier ministre d'Éthiopie



Je voudrais vous parler du Sénégal et vous donner quelques informations de base. Nous comptons 16 millions d'habitants, une petite population donc, mais nous sommes surtout connus pour notre stabilité politique. Notre pays est à 97 % musulman, et notre premier Président, en 1960, s'est avéré être chrétien. Nous avons cultivé la cohésion interne et les relations inter-religieuses pacifiques. Concernant la démocratie, nous avons changé de présidents de manière pacifique au fil du temps. Nous avons ce que nous appelons une armée républicaine, ce qui signifie que nous avons une armée qui suit les règles de la démocratie. [...] Le plan qui vise à faire émerger le Sénégal en tant que pays développé repose sur trois piliers : 1/L'économie. Il est très important de créer de la richesse pour les jeunes et pour les femmes ; 2/Le développement humain. Si vous avez une économie, vous avez des ressources. Le Sénégal va devenir un pays producteur de pétrole et de gaz. Concernant le capital humain, une initiative a également été lancée : « la délégation à l'entrepreneuriat rapide », une sorte de fenêtre financière pour soutenir en particulier les jeunes et les femmes en termes de soutien à l'entrepreneuriat et de soutien aux petits projets et aux petites entreprises ; 3/La bonne gouvernance. Le Sénégal a été salué pour ses efforts réels pour promouvoir une bonne gouvernance. [...] Je dois bien sûr vous parler des défis qui se posent : 1/L'emploi des jeunes. Nous observons un écart en termes d'industrialisation. Comment allons-nous importer moins de biens et à la place les fabriquer ici au Sénégal ? ; 2/L'environnement. J'ai mentionné les 800 km de côte, et nous observons une avancée de la mer sur le territoire, qui constitue également un défi auquel nous tentons de faire face.

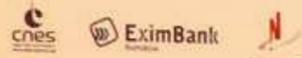
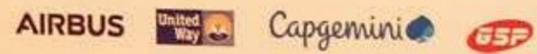
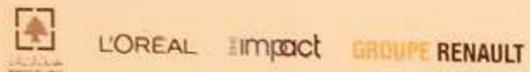
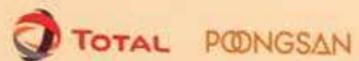
L'Éthiopie n'a pas de pétrole, ni de diamants, ni d'autres ressources importantes, et sa croissance est entièrement le fruit du dur labeur des Ethiopiens et de l'accent mis sur l'attraction des investissements. En ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie de la population, il y a eu quelques réalisations notables, bien qu'insuffisantes. L'un des indicateurs clés est l'espérance de vie moyenne – si les personnes peuvent vivre plus longtemps, cela signifie qu'il y a des améliorations relatives dans les services de santé, la sécurité alimentaire, l'éducation, etc. Quant aux principaux progrès sur ce point, en 1991, l'espérance de vie moyenne était de 44 ans, et celle de l'Afrique de 50 ans. Elle est passée en 2016 à 66 ans. La moyenne de l'Afrique en 2016 était de 60 ans. Cet indicateur est important, car la croissance doit bénéficier à la société tout entière. Notre population est importante. C'est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, avec 100 millions d'habitants, et chaque année la population augmente de deux millions. [...] L'éducation et le capital humain représentaient donc un enjeu fondamental. Le deuxième axe était l'infrastructure. On ne peut pas soutenir une croissance économique rapide sans infrastructure. [...] En 2017, l'Éthiopie a été l'une des principales destinations des IDE en Afrique, une augmentation de 50 % cette année-là. Entre 2012 et 2017, les IDE ont quadruplé, et le principal aspect est que 89 % de toutes les entrées d'IDE en Éthiopie étaient destinées à la fabrication. [...] L'Afrique compte 1,2 milliard d'habitants ; d'ici 2050, sa population sera de 2,5 milliards. C'est un réel défi pour la création d'emploi, puisqu'actuellement, l'Afrique doit créer chaque année 20 millions d'emplois, au minimum, mais c'est aussi une grande opportunité. C'est une demande, c'est un marché, c'est une nouvelle opportunité économique.



# WORLD POLICY CONFERENCE

12th EDITION  
**GLOBAL GOVERNANCE**  
October 12-14, 2019 • Marrakesh

## WPC Foundation Partners



## Media Partners



## With the support of

André Levy Lang • Better Hong Kong Foundation  
Bruno Lafont • Financière de l'Île • IDATE  
José Desfilis • Pierre Keller

[worldpolicyconference.com](http://worldpolicyconference.com)  
#WorldPolicyConf

NETWORKING





# NETWORKING









### Abdulaziz Othman bin Sager

J'ai immédiatement accepté l'invitation de la WPC, car elle est en passe de devenir le Davos de la politique mondiale. C'est là une formidable occasion de faire valoir nos attentes, nos besoins dans la région et le type d'engagement que nous attendons de l'ensemble de la communauté internationale.

### Agnès Touraine

Mes très sincères remerciements pour cette conférence particulièrement intéressante. La qualité des débats et des interventions était de nouveau au rendez-vous et permet à l'audience de mieux comprendre les enjeux et scénarios.

### Aminata Touré

La WPC devient une institution. C'est toujours avec plaisir que l'on vient discuter des questions du monde, pas seulement des problèmes, mais des stratégies. C'est un grand moment d'échange d'expériences, d'échange de défis, et de partage de solutions sur tous les problèmes du monde.

### Assia Bensalah Alaoui

La World Policy Conference est vraiment une conférence de très haut niveau, qui rassemble des intervenants de marque de tous bords et surtout de mondes fondamentalement différents, des hommes politiques aux hommes d'affaires, en passant par des journalistes et des penseurs académiques.

### Bruno Weymuller

La WPC 2019 a vraiment été un très bon "cru", avec de remarquables interventions, variées et éclairantes. Si nous n'en sortons pas forcément optimistes sur l'état du monde, l'analyse des problèmes devrait toutefois aider à cheminer vers des solutions.

### Cheikh Tidiane Gadio

La WPC est devenue une conférence de référence dans le monde pour les questions de politique internationale, s'agissant d'orientation, de sécurité, de géopolitique, d'économie mondiale ou des relations entre les pays et les continents.

### Elisabeth Guigou

Je pense que toute discussion et tout échange sur nos différences est une bonne chose. C'est l'intérêt de ce type de conférence : elle rassemble à la fois des académiques, des politiques, des économistes, des chefs d'entreprise, et le croisement de ces différents regards est très important.

### François Barrault

Je participe à de grands événements, dans lesquels on retrouve toujours une logique transactionnelle. Chacun défend sa cause. Ce qui me plaît ici, c'est que le ciment fédérant, ce sont les idées et la réflexion, sans un outcome communautarisé et sans transaction.

### Hélène Rey

Je pense que c'est une conférence qui apporte beaucoup en termes de dialogue entre des gens de différents pays et de différents backgrounds, qui partagent des idées sur la situation actuelle, notamment sur la gouvernance mondiale. C'est malheureusement un grand thème en ce moment ; on ne peut pas dire que la gouvernance se porte très bien.

### Hermine Durand

La WPC est aussi un moment où je retrouve d'autres jeunes qui viennent de différents pays, et qui comme moi sont intéressés par les dernières avancées de la diplomatie et des relations internationales.

### Jean-Claude Gruffat

J'ai assisté à un peu plus de la moitié de la WPC. Quand je vois les progrès accomplis, tout cela tient évidemment au travail fait par les organisateurs mais également à la qualité des personnes associées au fil des années. C'est très bien de reconnaître les anciens mais je crois qu'il faut aussi se féliciter d'avoir maintenant des éléments plus jeunes, une plus grande diversité géographique, une plus grande diversité d'hommes et de femmes.

### Jean-Claude Trichet

Je crois que la WPC est un peu unique, en ce qu'elle s'intéresse à la gouvernance mondiale avec une vision qui est vraiment universelle, et d'un point de vue qui est toujours opérationnel, mais multifactoriel.

### Jean-Louis Gergorin

La WPC, telle que je l'ai vécue depuis deux jours, présente une spécificité extrêmement intéressante : elle est concentrée sur la substance, sur les idées. Les orateurs sont là pour défendre et communiquer des idées, des propositions d'actions, de policy, et non pas pour se faire valoir.

### Jean-Yves Le Gall

La WPC est une excellente occasion de faire une sorte d'état des lieux de la gouvernance mondiale, ce qui est particulièrement important dans ce monde qui change très vite. Chaque année, les débats qui ont lieu ici donnent un éclairage tout à fait intéressant, peut-être un peu différent de ce qu'on entend par ailleurs. Lorsque les actes sont publiés, c'est vraiment un document de référence.

### Karim El Aynaoui

L'intérêt majeur de cette conférence est la multiplicité des perspectives. Il y a une grande diversité de participants, et il est très intéressant de pouvoir prendre ainsi la température de ce qui se passe dans le monde, de mesurer les grands enjeux, les grands risques et l'opinion générale.

### Laurent Fabius

Nous sommes dans une période de notre histoire où beaucoup de pays ont malheureusement tendance à s'isoler, à choisir l'unilatéralisme. Or, la plupart des grands problèmes mondiaux ne peuvent avoir de solution que mondiale. Et trouver – et c'est le cas de cette conférence – un forum où l'on peut parler entre responsables du monde des grands problèmes mondiaux, c'est une très bonne opportunité.

### Mathilde Pak

Je pense que l'on a un rôle à jouer, peut-être celui d'apporter une approche un peu plus naïve, et quelque part plus fraîche en interrogeant les experts, et ensuite revenir chez nous dans nos institutions, dans notre travail, pour apporter de nouvelles inspirations, de nouvelles réflexions et de contribuer à faire la différence ensuite.

### Moubarack Lô

Le fait de pouvoir nous rencontrer ici tous les ans permet de bâtir une communauté qui s'élargit chaque année et qui nous permet de réfléchir ensemble, pour ensuite bâtir un monde meilleur lorsque nous rentrons chez nous. C'est cette compréhension mutuelle qui permet de faire avancer les choses dans le monde.

### Patrick Pouyanné

Les patrons d'entreprises se forment en écoutant les autres, pour capturer des idées nouvelles ou des signaux faibles. Pendant ce genre de conférence, on est donc aussi à la recherche de signaux faibles. De ce point de vue-là, je pense que la WPC est une belle réussite.

### James Stuewe

La WPC est une opportunité unique d'apprendre et de s'informer, d'avoir des conversations hors du commun, d'écouter les plus grands penseurs de la planète. Je pense que cette année, les jeunes leaders ont la possibilité de partager leurs points de vue avec les autres personnes présentes dans la salle et de donner leur opinion, ce qui n'était peut-être pas le cas les années précédentes.

### Jeffry Frieden

La WPC est une excellente occasion de formuler, lors des sessions, des observations intéressantes sur l'évolution de l'économie, de l'échiquier politique et c'est également l'occasion de discuter avec des personnes qui jouent un rôle de premier plan dans les affaires européennes et internationales.

### Josef Joffe

Quelle merveilleuse conférence : des intervenants divers et brillants, des discussions intéressantes à l'intérieur comme à l'extérieur de la salle de conférence et des moments de partage amicaux.

### Marcus Noland

La World Policy Conference est une opportunité unique de rencontrer des personnes venant du monde entier pour discuter d'importantes questions de politique diverses et variées. Il s'agit d'un public très bien informé, composé de personnes issues de milieux professionnels très divers du monde entier.

### Nobuo Tanaka

C'est vraiment l'endroit idéal pour se tenir informé de ce qui se passe dans le monde et connaître l'avis d'experts et de gens brillants. J'apprends énormément, c'est d'ailleurs une des raisons de ma présence ici, et j'aimerais pouvoir apporter une contribution au groupe sur les questions d'énergie, de sécurité, de durabilité.

### Peter Bruce-Clark

J'ai rencontré des chefs d'État, des journalistes, des ambassadeurs, des responsables de l'allocation de capitaux, des investisseurs... C'était absolument fascinant. Je trouve que c'est une remarquable communauté internationale. Je suis dans la Silicon Valley, donc c'est une opportunité qui ne se présente pas tous les jours.

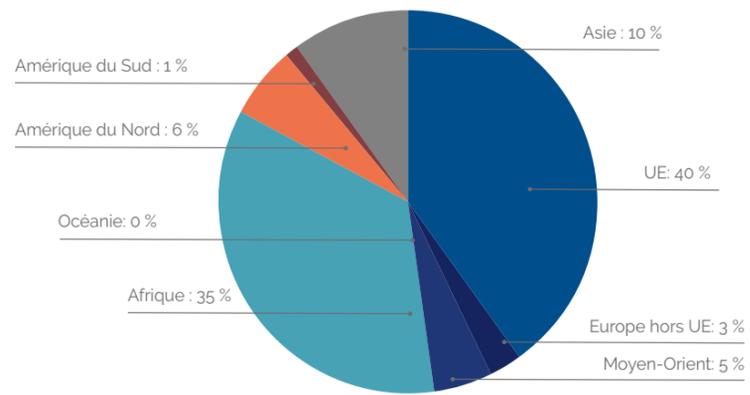
### Susan Liautaud

C'est un honneur pour moi de participer à la WPC. Merci encore. Je suis impressionnée par la qualité de l'organisation tout en harmonie, élégance, et par le niveau intellectuel très élevé chaque année. C'est vraiment le point fort des conférences.

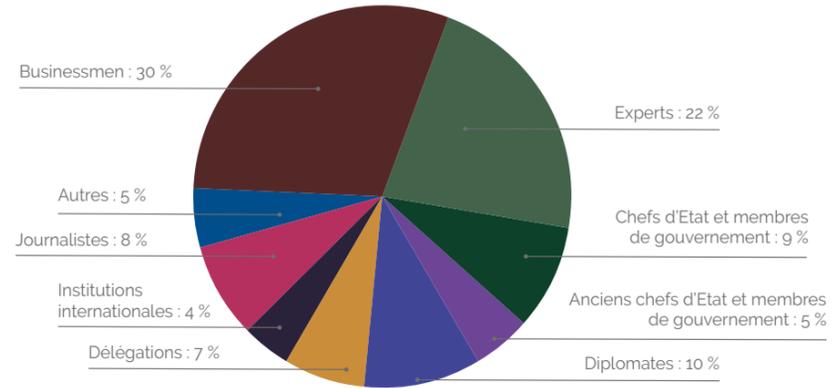




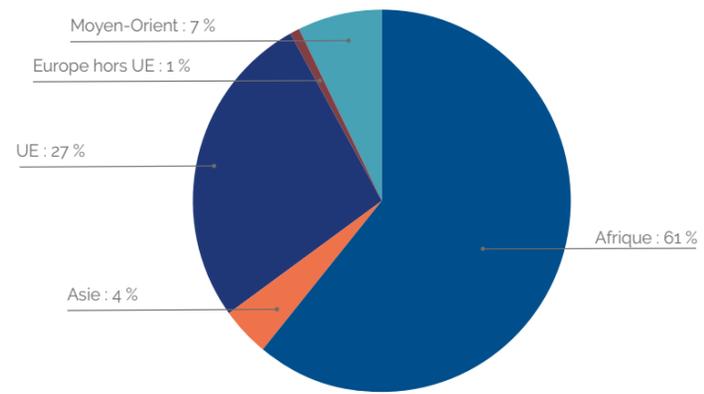
# CHIFFRES CLÉS



Participants - Répartition géographique  
(341 participants de 50 pays)



Participants - Répartition par fonction  
(341 participants de 50 pays)



Répartition géographique des principaux articles  
(total: 108 articles)

# INVITÉS



**Abaddi, Ahmed**

Secrétaire général de la Rabita Mohammadia des Oulémas. Il dirige des comités au sein du Dialogue stratégique américano-marocain et du Conseil supérieur de l'éducation du Maroc, et est membre du Conseil national des droits de l'Homme et du Conseil économique, social et environnemental du Maroc.

**Abiteboul, Jean**

Ancien président de Cheniere Supply and Marketing, filiale à 100 % de Cheniere Energy Inc., société basée à Houston et spécialisée dans l'importation et l'exportation de gaz naturel liquéfié, et aujourd'hui consultant senior dans le domaine de l'énergie.

**Abouddahab, Zakaria**

Professeur à l'Université Mohammed V, Il est chercheur associé à l'Institut royal des études stratégiques et expert évaluateur au National Center for Scientific and Technical Research. Sa carrière combine le droit public, les relations internationales, les sciences politiques et les finances.

**Agon, Jean-Paul**

Président-directeur général de L'Oréal. Il a rejoint L'Oréal en 1978 et a effectué toute sa carrière au sein du groupe, sur tous les continents. Il est administrateur d'Air Liquide, membre de la European Round Table of Industrialists et membre du conseil d'administration du Consumer Goods Forum.

**Ait Kadi, Mohamed**

Président du Conseil général du développement agricole. Il a été négociateur agricole en chef dans le cadre de l'accord de libre-échange entre le Maroc et les États-Unis. Il est membre de l'Académie Hassan II des sciences et technologies et professeur à l'Institut d'agronomie et de médecine vétérinaire Hassan II.

**Ajbilou, Aziz**

Secrétaire général du ministère des Affaires générales et de la Gouvernance. Ancien professeur à l'INSEA et directeur du Centre d'études et de recherches démographiques.

**Ajjiti, Jihane**

Responsable du développement commercial, du numérique et de la communication chez OCP Africa. Elle gère les partenariats et projets de développement qui visent à améliorer l'écosystème autour des petits exploitants agricoles.

**Alaux-Lorain, Jean**

Haut fonctionnaire en formation, le Corps des mines. Il a étudié les mathématiques et le machine learning à l'École normale supérieure. Avant de rejoindre le secteur public, il a travaillé pour Facebook AI Research et pour le cabinet McKinsey à Paris.

**Allard, Patrick**

Consultant auprès du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères. Il a été conseiller pour les questions économiques et financières internationales à la direction de la prospective du ministère des Affaires étrangères et européennes.

**Al-Hamad Al-Mana, Fahad bin Ibrahim**

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'État du Qatar au Royaume du Maroc. Il a travaillé au département des affaires européennes au ministère des Affaires étrangères et a été ambassadeur de l'État du Qatar en République argentine.

**Al-Thani, Cheikh Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim**

Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de l'État du Qatar. Il préside actuellement le fonds d'investissement Qatar Investment Authority et le Fonds du Qatar pour le développement. Auparavant, il a occupé le poste de ministre délégué à la Coopération internationale.

**Anguelov, Simeon**

Ancien directeur exécutif du Club politique des Balkans. Il a été secrétaire chargé de la coopération internationale auprès du président de l'Académie des sciences bulgare et conseiller à l'UNESCO pour la coopération scientifique entre les pays du Sud-Est européen.

**Aoi, Chiyuki**

Professeure de sécurité internationale à la Graduate School of Public Policy de l'Université de Tokyo. Elle est également professeure invitée au Department of War Studies du King's College de Londres. Elle a été membre du conseil de sécurité et de défense du gouvernement Shinzo Abe.

**Appert, Olivier**

Président de France Brevets et conseiller du centre énergie de l'Ifri, il a été président du Conseil français de l'énergie et délégué général de l'Académie des technologies. Ancien président-directeur général de l'IFP Énergies Nouvelles.

**Asghar, Hamid**

Ambassadeur du Pakistan au Maroc depuis juin 2019. Il a commencé sa carrière diplomatique au ministère des Affaires étrangères du Pakistan en 1992 et occupé de nombreux postes à travers le monde au cours des 24 dernières années.

**Badré, Bertrand**

Fondateur et directeur général de Blue like an Orange Sustainable Capital. Ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale. Précédemment, il était directeur financier de la Société Générale.

**Bark, Taeho**

Président du Lee&Ko Global Commerce Institute. Professeur émérite et ancien doyen à la Graduate School of International Studies de l'Université nationale de Séoul. Il a été ministre du Commerce de la République de Corée et ambassadeur itinérant chargé du commerce et de l'économie internationale.

**Barrault, François**

Président et fondateur de FDB Partners, société d'investissement et de conseil dans les TMT et l'édition. Président de l'Institut IDATE DigiWorld. Ancien PDG de Lucent EMEA.

**Bassou, Abdelhak**

Senior Fellow au Policy Center for the New South. Il a été directeur de l'Institut royal de police et a également occupé plusieurs postes au sein de la direction générale de la Sécurité nationale marocaine.

**Bekele-Thomas, Nardos**

Coordonnatrice résidente des Nations Unies en Afrique du Sud, elle était auparavant directrice principale du bureau du Secrétaire général. Elle a été coordonnatrice résidente des Nations Unies et représentante résidente du PNUD pour la République du Kenya et la République du Bénin.

**Belarbi, Larbi**

Président du Comité académique de l'Université Al Akhawayn Ifrane, membre du conseil d'administration de l'École centrale Paris à Casablanca et vice-président de l'Association marocaine d'intelligence économique.

**Ben Labat, Mohamed Mahmoud**

Ambassadeur de la République du Mali auprès du Royaume du Maroc.

**Benali, Leila R.**

Économiste en chef, directrice de la stratégie, de l'économie et de la durabilité. Arab Petroleum Investments Corporation, elle est experte internationale dans l'énergie, ses stratégies, ses investissements, ses financements et sa diplomatie.

**Benali, Nadia**

Secrétaire générale, ministère de la Jeunesse et des Sports, Maroc. Elle a accumulé plus de 20 ans d'expérience dans de nombreux postes de haut niveau tant au ministère de l'Économie et des Finances qu'au ministère de la Jeunesse et des Sports.

**Benbrahim El Andaloussi, Hamid**

Président de MA Aerospace et président honoraire du Groupement des industries marocaines aéronautiques et spatiales. Président ou administrateur de différentes sociétés dans les secteurs de l'aéronautique, de l'hôtellerie internationale et de l'énergie solaire.

**Benitez Estragó, Oscar Rodolfo**

Ambassadeur de la République du Paraguay au Royaume du Maroc.

**Benmessaoud, Yasmina**

Ingénieure d'État en télécommunications de l'Université polytechnique de Madrid et titulaire d'un MBA de l'École nationale des ponts et chaussées de Paris, elle dirige le département d'intelligence économique et des études stratégiques de la Moroccan Agency for Sustainable Energy (Masen).

**Benomar, Driss**

PDG d'Alomra, groupe marocain de conseil en sécurité, et président du think tank Atlantis.

**Bensalah Alaoui, Assia**

Ambassadeur itinérant de Sa Majesté le Roi du Maroc. Elle est vice-présidente de l'Association d'amitié Maroc-Japon. Elle est aussi membre de conseils d'administration de think tanks et d'associations, dont l'Institut royal d'études stratégiques.

**Benslimane, Abla**

Directrice des affaires générales en charge des questions fiscales et réglementaires, des relations publiques et de la prévention du commerce illicite pour Philip Morris Maroc. Elle a été analyste politique à l'ambassade des États-Unis à Rabat et a travaillé avec le bureau des affaires internationales de stupéfiants et de répression du département d'État américain.

**Biloa, Marie-Roger**

Présidente d'Africa International Media Group, éditorialiste et consultante sur les questions d'investissement. Elle dirige également la branche MRB Productions et préside le « Club Millennium » à Paris.

**Bittermann, Jim**

Correspondant européen pour CNN à Paris depuis 1996. Auparavant il a été correspondant à Paris pour ABC et à Paris et Rome pour NBC. Il est coprésident et cofondateur du European-American Press Club.

**Blanchard, Olivier**

Macroéconomiste français. Senior Fellow Fred Bergsten au Peterson Institute de Washington et professeur émérite en économie au MIT. Ancien économiste en chef du FMI.

**Bouabid, Othman**

Ancien gouverneur, Maroc. Il a été chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, conseiller spécial au sein du cabinet du ministre de l'Intérieur et administrateur à l'administration centrale du ministère de l'Intérieur.

**Boudchiche, Bouchra**

Directrice des affaires américaines au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération. Auparavant, elle était directrice du protocole, cheffe de la division des privilèges et immunités.

**Boujradi, Abdelkrim**

Secrétaire général de la délégation interministérielle aux droits de l'Homme, Maroc.

**Brauner, Karl**

Directeur général adjoint de l'OMC. Ancien directeur général chargé de la politique économique extérieure au ministère fédéral de l'Économie à Berlin.

**Bruce-Clark, Peter**

Associé directeur de Social Impact Capital. Il a été directeur du développement des affaires de RCI. Avant cela, il a créé une société de capital-risque en phase de développement dans le domaine de l'intelligence artificielle, ainsi que Kalytix Partners, un cabinet de conseil spécialisé en stratégie et management pour les investisseurs institutionnels.

**Caillé, André**

Administrateur de sociétés, dont Junex inc., une société d'exploration pétrolière et gazière. Il est membre du conseil d'administration de la Banque nationale du Canada. Il a été chancelier de l'Université de Montréal, président du Conseil mondial de l'énergie et sous-ministre de l'Environnement du Québec.

**Carbajal, Rocío**

Cheffe de mission adjointe à l'ambassade du Mexique au Maroc. Auparavant, elle a été responsable des affaires politiques et multilatérales en France, à Rome pour le Vatican et à Bruxelles pour l'UE. Elle a été conseillère au bureau du vice-ministre des Affaires étrangères du Mexique.

**Chalmin, Philippe**

Professeur d'histoire économique et directeur du Master affaires internationales à l'Université Paris-Dauphine. Il est le président fondateur de Cyclope, le principal institut de recherche européen sur les marchés des matières premières.

**Chambas (Ibn), Mohamed**

Représentant spécial du Secrétaire général et chef du bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS). Il a été représentant spécial conjoint Union africaine-ONU pour le Darfour et chef de l'opération hybride Union africaine-ONU au Darfour.

**Chamussy, Nicolas**

Conseiller affaires spatiales chez Airbus. Ancien responsable des activités spatiales d'Airbus Defence and Space et ancien directeur de cabinet du PDG d'Airbus. Auparavant, il avait travaillé dans l'administration publique française au sein des ministères de la Défense (notamment au cabinet du ministre de la Défense) et des Finances.

**Chan, Ronnie C.**

Président de Hang Lung Group et de sa filiale Hang Lung Properties.

**Charbit, Stéphane**

Managing Director au département de conseil aux gouvernements de Rothschild & Co. Il conseille de nombreux gouvernements dans le cadre de leur développement économique, leur politique financière et leur stratégie de gestion de la dette.

**Chegraoui, Khalid**

Professeur d'histoire et d'anthropologie politique à l'Institut d'études africaines de l'Université Mohammed V de Rabat, et Senior Fellow au Policy Center for the New South.

**Cherkaoui, Mohamed**

Directeur de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique à Paris et membre de l'Academia Europaea et de l'Académie européenne de sociologie.

**Cherkaoui, Mouna**

Professeure d'économie à l'Université Mohammed V de Rabat. Auparavant, elle a été conseillère auprès du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

**Cleary, Sean**

Fondateur et vice-président de la FutureWorld Foundation et président de Strategic Concepts (Pty) Ltd. Il est président du comité consultatif du Global Economic Symposium.

**Cohen-Tanugi, Laurent**

Avocat aux barreaux de Paris et New York. Fondateur et associé-gérant de Laurent Cohen-Tanugi Avocats. Il a été président de la mission interministérielle « L'Europe dans la mondialisation ».

**Comănescu, Gabriel**

Fondateur et président-directeur général de Grup Servicii Petroliere. Président de GSP Holding.

**Cooper, Richard**

Professeur d'économie internationale titulaire de la chaire Maurits C. Boas à l'Université de Harvard. Il a été président du National Intelligence Council et de la Réserve fédérale de Boston. Il a également été sous-secrétaire d'État aux Affaires économiques au sein du Département d'État américain.





## Coulibaly, Amadou Gon

Premier ministre, ministre du Budget et du Portefeuille de l'État, chef du gouvernement de la République de Côte d'Ivoire. Ancien secrétaire général de la présidence de la République, ancien ministre d'État et ministre de l'Agriculture.

## Cozon, Stanislas

Vice-président exécutif de Capgemini. Il a été directeur général en charge des secteurs globaux de Capgemini.

## Daele (van), Frans

Ministre d'État, Belgique. Il a rejoint le service diplomatique belge en 1971. Après avoir achevé sa carrière diplomatique, il a été chef de cabinet de S.M. le roi des Belges.

## Dăianu, Daniel

Professeur d'économie à l'École nationale d'études politiques et administratives de Bucarest, président du Conseil fiscal et conseiller du gouverneur (affaires de la zone euro). Ancien membre du conseil d'administration de la Banque nationale de Roumanie et ancien ministre des Finances de la Roumanie.

## Dassas, Pierre

Président de The House of the Rising Stars Foundation, Genève (Suisse). Président de European Leadership Network (Diplomatie et Défense, États-Unis – Europe – Moyen Orient).

## David, Dominique

Conseiller du président de l'Ifri, rédacteur en chef de Politique étrangère et co-directeur du rapport annuel Ramses.

## Debrouwere, Sebastiaan

Global Business Development Manager chez Circ, Berlin. Précédemment consultant chez McKinsey & Company à Bruxelles.

## Desfilis, José

Avocat associé chez Desfilis. Il intervient dans la définition des stratégies, en particulier pour les opérations complexes à forte composante financière et fiscale.

## Desouches, Christine

Maître de conférences honoraire de l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), aujourd'hui experte-consultante auprès d'organisations internationales et membre du conseil stratégique de l'Ifri.

## Dong, Manyuan

Vice-président de l'Institut chinois d'études internationales (CIIS). Il est chargé de recherches spécialiste du Moyen-Orient et des questions ethniques.

## Dossou, Robert

Ancien enseignant à l'Université de Paris I puis à l'Université d'Abomey-Calavi, avocat aux barreaux de Paris et du Bénin. Ancien bâtonnier, il a été député, ministre du Plan puis ministre des Affaires étrangères.

## Doukkali, Mohammed Rachid

Vice-doyen de l'Université polytechnique Mohammed VI et Senior Fellow au Policy Center for the New South. Il est président de l'Association marocaine d'économie agricole et membre associé du Conseil général du développement agricole du Maroc.

## Drouin, François

Président d'ETI Finance, GAGÉO et IFIMM. Ancien président du conseil d'administration d'Autoroutes et tunnel du Mont Blanc et de la Société française du tunnel routier du Fréjus, ancien vice-président de la BPI.

## Dryef, M'hammed

Senior Fellow au Policy Center for the New South. Il a occupé plusieurs postes à responsabilités, notamment chef de cabinet au ministère de l'Intérieur, gouverneur directeur de l'Agence urbaine de Casablanca et directeur général de la sécurité nationale.

## Duçka, Dorian

Ancien vice-ministre de l'Industrie et de l'Énergie d'Albanie. Il est conseiller externe pour les investissements auprès du Premier ministre d'Albanie. Il a été directeur de l'intégration européenne et des projets internationaux au ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Énergie.

## Durand, Hermine

Cheffe de la division de Bordeaux de l'Autorité de sûreté nucléaire, elle est responsable du contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection dans le Sud-Ouest de la France.

## Eaves, Sally

Directrice des technologies émergentes, conseillère en stratégie globale, professeure en technologies avancées. Fondatrice de Aspirational Futures, elle est spécialisée dans l'application et l'intégration de la blockchain, de l'intelligence artificielle et des technologies émergentes associées pour le bénéfice des entreprises et de la société.

## Eizenstat, Stuart

Avocat-conseil et codirigeant, Covington & Burling LLP. Il a été conseiller principal de la Maison Blanche en politique intérieure auprès du Président Jimmy Carter et ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union européenne.

## El Aynaoui, Karim

Président du Policy Center for the New South et doyen de la faculté des sciences économiques et sociales de l'Université polytechnique Mohammed VI. Il est également conseiller du PDG du Groupe OCP.

## El Guerrab, M'jid

Député de la 9e circonscription des Français établis hors de France (Maghreb et Afrique de l'Ouest). Membre du groupe « Libertés et territoires », il a siégé à la commission de la défense et des forces armées, avant d'intégrer la commission des finances de l'Assemblée nationale.

## El Habti, Hicham

Secrétaire général adjoint du Groupe OCP et secrétaire général de l'Université Mohammed VI Polytechnique. Lauréat de l'École polytechnique et des Ponts et chaussées.

## El-Khoury, Golda

Directrice du bureau multipays de l'UNESCO à Rabat et représentante de l'UNESCO pour le Maghreb. Elle a été cheffe de section de la jeunesse, du sport et de l'éducation physique et cheffe de la section de l'inclusion sociale.

## El Mahjoubi, Nadia

Diplomate et première secrétaire aux Affaires étrangères, détachée auprès du cabinet royal en tant que collaboratrice du conseiller de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, M. André Azoulay.

## Emilsson, Peje

Fondateur et président exécutif de Kreab, Stockholm. Il est actionnaire majoritaire de Kreab, Kunskaopsskolan Education, Demoskop et Silver Life. Il a été chef de cabinet de l'ICC, l'organisation mondiale des entreprises.

## Erlanger, Steven

Correspondant diplomatique en chef pour le New York Times, basé à Bruxelles. Ancien directeur des bureaux de Londres, Paris et Berlin du New York Times. Il a occupé un grand nombre de postes pour le Times à Jérusalem, Prague, Washington, Moscou, Bangkok et New York.

## Eyl-Mazzega, Marc-Antoine

Directeur du centre énergie de l'Ifri. Auparavant, il a travaillé six ans à l'Agence internationale de l'énergie, où il a notamment été en charge de la Russie et de l'Afrique sub-saharienne.

## Fabius, Laurent

Président du Conseil constitutionnel. Il a été ministre du Budget, ministre de l'Industrie et de la Recherche, Premier ministre, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et ministre des Affaires étrangères et du Développement international.

## Felbermayr, Gabriel

Président de l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale (Institut für Weltwirtschaft – IfW). Il a travaillé comme consultant associé chez McKinsey & Co à Vienne, et a occupé divers postes d'enseignant en économie à l'Université de Tübingen et à l'Université de Hohenheim.

## Foucher, Michel

Titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH-ENS). Il est Senior Advisor à la Compagnie financière Jacques Coeur. Il a été ambassadeur de France en Lettonie et conseiller du ministre des Affaires étrangères.

## Frieden, Jeffrey

Professeur au département de gouvernement de l'Université de Harvard. Il est spécialiste des politiques en matière de relations économiques internationales.

## Gadio, Cheikh Tidiane

Président de l'Institut panafricain de stratégies, Paix-sécurité-gouvernance. Il est aussi président du Mouvement panafricain et citoyen Luy Jot Jotna. Il a été ministre d'État et ministre des Affaires étrangères de la République du Sénégal.

## Gallagher, Brian A.

Président-directeur général de United Way Worldwide. Ancien PDG de United Way of America.

## Gascón, Lorenzo

Académicien de l'Académie royale des sciences économiques et financières d'Espagne, de l'Académie royale européenne de docteurs, et académicien et vice-président principal de l'Académie de culture européenne.

## Gergorin, Jean-Louis

Membre émérite du Conseil d'État, il est le gérant de JLG Strategy et professeur à Sciences Po Paris. Il a été vice-président exécutif et membre du comité exécutif d'Airbus, ainsi que directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères.

## Ghita, Cosmin

PDG de Nuclearelectrica et administrateur non-exécutif d'Amromco BV. Il a travaillé pour le gouvernement roumain en tant que conseiller du Premier ministre sur le marché énergétique et la sécurité de l'approvisionnement.

## Ghorfi, Thami

Doyen de l'ESCA École de management de Casablanca au Maroc, il enseigne la stratégie de communication et le management du changement.

## Girard, Renaud

Grand reporter et correspondant de guerre au journal Le Figaro. Il est aussi professeur de stratégie à l'Institut d'études politiques de Paris et membre du comité de rédaction de la Revue des deux Mondes. Il a reçu en 2014 le Grand Prix de la presse internationale, décerné par les correspondants étrangers en poste à Paris.

## Giustiniani, Alvisé

Vice-président, prévention du commerce illicite, Philip Morris international. Avant cela, il était vice-président de Philip Morris Asia, à Hong Kong.

## Gomart, Thomas

Directeur de l'Ifri. Ancien directeur du développement stratégique de l'Ifri et ancien directeur du centre Russie/NEI. Il a été chercheur Lavoisier à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (Université MGIMO).

## Gruffat, Jean-Claude

Président du conseil d'administration de Competitive Enterprise Institute, Washington DC. Partenaire associé de Galileo Global Securities LLC New York et administrateur de United Way Worldwide, Alexandria, VA. Ancien directeur général de Citigroup New York et de Citi France, et ancien directeur général-adjoint et membre du comité de direction générale de Banque Indosuez.

## Guérin, Gilles

Directeur général de Banque Bordier & Cie, Genève. Ancien directeur associé d'EFG Bank, Genève. Membre du conseil d'administration et trésorier de la Fondation WPC.

## Guigou, Elisabeth

Présidente de la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures. Ancienne ministre, ancienne députée et présidente de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale. Elle a notamment été ministre déléguée aux Affaires européennes, députée européenne, ministre de la Justice et garde des Sceaux.

## Hakuziyaremye, Soraya

Ministre du Commerce et de l'Industrie du Rwanda. Avant sa nomination au poste de ministre, elle était première vice-présidente en charge des risques liés aux institutions financières et aux marchés financiers à la Banque ING à Londres.

## Halferty Hardy, Kerry

Conférencière et consultante. Sa carrière variée l'a amenée à travailler dans les secteurs public, privé et à but non lucratif en Europe et en Amérique, et en particulier dans les domaines de la politique et de la santé.

## Harebamungu, Mathias

Ambassadeur de la République du Rwanda au Sénégal. Docteur en aménagement de l'espace et urbanisme de l'Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, ancien secrétaire d'État au ministère rwandais de l'Éducation, ancien secrétaire général au sein du même ministère.

## Harlé, Emmanuel

Président fondateur d'Industries & Finances Partenaires et de PracSys I&S. Il a été directeur d'investissement d'Astorg, une filiale du Groupe Suez. Il a participé à la création du fonds France Capital Développement, spécialisé dans les prises de participations majoritaires et les opérations de build-up.

## Hecker, Marc

Directeur des publications de l'Institut français des relations internationales et rédacteur en chef de la revue Politique étrangère.

## Hoagland, Jim

Conseiller de la rédaction du Washington Post depuis janvier 2010, après avoir été rédacteur adjoint et correspondant en chef à l'étranger. Il a reçu deux prix Pulitzer ainsi que plusieurs autres prix de journalisme.

## Horii, Akinari

Conseiller spécial et membre du conseil d'administration du Canon Institute for Global Studies, think tank basé à Tokyo au Japon. Il est également membre non-exécutif du comité de l'audit et du conseil de surveillance de Tokio Marine Holdings. Il a été gouverneur adjoint de la Banque du Japon.

## Hur, Kyung-wook

Conseiller auprès de Bae, Kim & Lee LLC et président du Korean Brettonwoods Club. Membre du conseil d'administration de Samsung Life Insurance et de GS Shareholding Company. Ancien ambassadeur de la République de Corée auprès de l'OCDE, ancien vice-ministre de la Stratégie et des Finances.

## Ibourk, Aomar

Professeur à l'Université Cadi Ayyad de Marrakech et Senior Fellow au Policy Center for the New South.

## Itoh, Motoshige

Professeur émérite à l'Université de Tokyo et professeur à l'Université Gakushuin. Auparavant, il était le doyen de la Graduate School. Il a occupé différents postes tels que conseiller du Premier ministre et de plusieurs ministres japonais.

## Jansen, Sabine

Professeure de relations internationales au Conservatoire national des arts et métiers à Paris, chercheuse au Laboratoire interdisciplinaire de recherches en sciences de l'action-CNAM.

## Joffe, Josef

Directeur de la rédaction de l'hebdomadaire allemand Die Zeit. Précédemment, il a été chroniqueur et éditorialiste en chef du Süddeutsche Zeitung. Il écrit régulièrement dans la tribune libre du Wall Street Journal, New York Times, Washington Post, Time et de Newsweek.



**Kabbaj, Mohamed**

Chancelier de l'Université euro-méditerranéenne de Fès et membre de l'Académie Hassan II des sciences et techniques. Il a été conseiller de Sa Majesté le Roi Mohammed VI et ministre des Finances et des Investissements extérieurs.

**Kadiri, Laaziz**

Président de la commission diplomatique économique, Afrique et Sud-Sud au sein de la CGEM. Fondateur de LK Invest.

**Kagame, Paul**

Président de la République du Rwanda. Récemment, il a été président de l'Union africaine et préside actuellement la Communauté d'Afrique de l'Est.

**Kaiser, Karl**

Associé du projet sur l'Europe et les relations transatlantiques au Belfer Center for Science and International Affairs, professeur émérite de la Harvard Kennedy School. Il a été directeur du German Council on Foreign Relations, Bonn/Berlin, et conseiller des chanceliers Brandt et Schmidt.

**Karakullukçu, Memduh**

Fondateur et vice-président du Global Relations Forum à Istanbul. Il a été conseiller auprès du président de l'Université technique d'Istanbul, ainsi que fondateur et directeur général du parc scientifique ITU ARI.

**Kastouéva-Jean, Tatiana**

Chercheuse, directrice du centre Russie/NEI à l'Ifri depuis janvier 2014. Avant de rejoindre l'Ifri en 2005, elle a enseigné les relations internationales pour le Master franco-russe à l'Université MGIMO à Moscou.

**Kerdoudi, Jawad**

Fondateur de l'Institut marocain des relations internationales. Il enseigne le commerce international et les relations internationales à Casablanca et Rabat.

**Kerguiziau de Kervasdoué (de), Jean**

Professeur émérite de la chaire d'économie et de gestion des services de santé au CNAM, fondateur de l'École Pasteur/CNAM de santé publique. Ancien consultant auprès de l'OCDE, ancien directeur des hôpitaux au ministère de la Santé.

**Kim, Hong Kyun**

Ancien représentant spécial pour les questions de paix et de sécurité de la péninsule coréenne et chef de la délégation de la République de Corée aux pourparlers à six. Ancien vice-ministre des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères de la République de Corée.

**Kiros Bitsue, Kidane**

Enseignant-chercheur à l'Université Mohammed VI Polytechnique.

**Koleilat Khatib, Dania**

Chercheuse affiliée à l'Institut Issam Fares pour la politique publique et les affaires internationales à l'Université américaine de Beyrouth. Experte en politique du Moyen-Orient et spécialiste des relations arabo-américaines.

**Koté, Zakalia**

Ambassadeur du Burkina Faso auprès du Royaume du Maroc. Il a été président de chambre à la Cour des comptes et ministre de la Justice garde des Sceaux.

**Kotti, Randy**

Ingénieur élève du Corps des mines et diplômé de l'École polytechnique en économie et sciences des données.

**Kowal, Pawel**

Professeur à l'Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences. Il a été député européen, président du Comité de coopération parlementaire Ukraine-UE et du Comité des affaires étrangères.

**Kumaran, Shambhu S.**

Ambassadeur de l'Inde auprès du Royaume du Maroc. De janvier 2016 à mai 2019, il a été détaché auprès du ministère de la Défense en qualité de cosecrétaire (planification et coopération internationale).

**Laamoumri, Ahmed**

Secrétaire général du ministère de la Réforme de l'administration et de la fonction publique. Il a été directeur des études, de la communication et de la coopération au ministère chargé de la Modernisation de l'administration.

**Lablanchy, Jean-Pierre**

Médecin et psychiatre à Paris et membre du conseil de surveillance d'EDEIS. Il a travaillé en étroite collaboration avec plusieurs laboratoires pharmaceutiques (laboratoires pharmaceutiques Debat, laboratoires Lisapharm) et avec l'Institut national agronomique (Paris-Grignon).

**Lafont, Bruno**

Président d'honneur de Lafarge. Il a été coprésident du conseil d'administration de LafargeHolcim et PDG du Groupe Lafarge. Il est membre du comité exécutif du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD).

**Laichoubi, Mohamed**

Ancien ministre du Travail et de la Protection sociale et ministre de la Jeunesse et des Sports, Algérie. Il a également été préfet, ambassadeur d'Algérie, député, président de la commission des finances et du budget à l'Assemblée nationale.

**Le Gal, Hélène**

Ambassadrice de France au Maroc. Ancienne ambassadrice de France en Israël. Elle a été consul général de France à Québec puis conseillère sur l'Afrique auprès de la présidence de la République.

**Le Gall, Jean-Yves**

Président du Centre national d'études spatiales. Il est aussi président du Conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA) et président de la Fédération internationale d'aéronautique (IAF).

**Lee, Hye-min**

Conseiller principal de KIM & CHANG et professeur invité à la Graduate School of International Studies de l'Université nationale de Séoul. Ancien Sherpa du G20 et ambassadeur pour les affaires économiques internationales, République de Corée. Ancien ambassadeur en France.

**Letta, Enrico**

Doyen de l'École des affaires internationales de Sciences Po Paris (PSIA). Président de l'Institut Jacques Delors. Il a été président du Conseil italien d'avril 2013 à février 2014.

**Leung, Chun-ying**

Vice-président de la Conférence consultative politique du peuple chinois. Ancien chef de l'exécutif de la région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine. Il a fondé le Belt and Road Hong Kong Centre et le Greater Bay Area Centre en 2017.

**Lévy-Lang, André**

Membre du conseil d'administration de l'Institut français des relations internationales, professeur associé émérite à l'Université Paris-Dauphine, président du conseil de surveillance des Échos.

**Li, Eric**

Fondateur et associé directeur de Chengwei Capital. Il est également président de Guancha.cn, administrateur du China Institute de l'Université de Fudan en Chine et président de son conseil consultatif.

**Li, Li**

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République populaire de Chine au Maroc après une longue carrière et des postes à responsabilité au ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine.

**Liautaud, Susan**

Fondatrice et directrice générale de Susan Liautaud & Associates Limited. Présidente par intérim du Conseil et vice-présidente de la cour des gouverneurs de la London School of Economics and Political Science.

**Lipsky, John**

Peterson Distinguished Scholar au Kissinger Center for Global Affairs, Paul H. Nitze School of Advanced International Studies à la Johns Hopkins University. Auparavant, il a occupé le poste de premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international.

**Lô, Moubarak**

Ancien conseiller spécial du Premier ministre du Sénégal. Président de l'Institut Émergence, spécialisé dans les études économiques et statistiques ainsi que dans la planification stratégique.

**Lohn, Carsten**

Chef de cabinet du directeur de la stratégie, fusions et acquisitions et affaires publiques d'Airbus SAS. Il a rejoint Airbus en 1997 et a occupé diverses fonctions de management sur différents sites et pays. Avant cela, il a travaillé dans des sociétés aéronautiques à l'international, telles que Raytheon Aircraft aux États-Unis ou IPTN en Indonésie.

**Lotfi Senhadji, Karim**

Président-directeur général d'OCP Africa, la filiale du Groupe OCP dédiée au continent africain. Avant cela, il a occupé durant sept ans plusieurs fonctions au sein du Groupe OCP.

**Lothian, Michael**

Ancien député et avocat (conseiller de la Reine). Il est membre du Privy Council et du Groupe des parlementaires du Royaume-Uni pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement multilatéral.

**Lowenstein, James**

Cofondateur de la French-American Foundation. Il est membre du Council on Foreign Relations et de l'International Institute for Strategic Studies. Ancien ambassadeur des États-Unis au Luxembourg.

**M'Pelé, Pierre**

Ambassadeur de Mercy Ships pour l'Afrique. Médecin spécialisé en épidémiologie, santé publique, maladies infectieuses et en médecine tropicale. Il a été représentant résident de l'OMS dans plusieurs pays d'Afrique.

**Machrouh, Jamal**

Senior Fellow au Policy Center for the New South. Professeur de relations internationales à l'École nationale de commerce et de gestion de Kénitra de l'Université d'Ibn Tofail.

**Maïla, Joseph**

Professeur de géopolitique et de relations internationales à l'ESSEC. Professeur invité à l'Université de Montréal. Il a été directeur de la prospective au ministère des Affaires étrangères français.

**Makram-Ebeid, Mona**

Sénatrice égyptienne et ancienne députée. Elle est également Distinguished Lecturer au département de sciences politiques à l'Université américaine du Caire.

**Malgin, Artem**

Vice-recteur de l'Université MGIMO et professeur au département des relations internationales et de la politique étrangère de Russie. Il est membre du conseil scientifique du Valdai International Discussion Club et membre du conseil scientifique du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie.

**Mallikarjun, Manu**

Entrepreneur social spécialisé dans le domaine des relations internationales et du développement. Il travaille à la post-production d'une série de films qui traitent de sujets politiques et économiques.

**Marcadier, Laurent**

Directeur de la protection des actifs et des personnes et conseiller chargé des affaires juridiques du groupe LVMH. Il a débuté sa carrière en tant que magistrat de l'ordre judiciaire, puis a occupé la fonction de directeur de cabinet du secrétaire d'État à la justice, avant d'intégrer le cabinet du ministre de l'Intérieur.

**Mariton, Hervé**

Ancien ministre, ancien député de la Drôme, maire de Crest et président du Conseil franco-britannique.

**Marrakchi, Taoufik**

Colonel-major retraité des Forces armées royales. Il a enseigné la géopolitique, la stratégie, la sécurité et la défense dans de nombreuses institutions, telles que l'Académie marocaine de diplomatie, l'École royale des officiers de gendarmerie et l'École royale navale.

**Masmoudi, Hicham**

Responsable du service de la conjoncture internationale au sein de Bank AL-Maghrib à Rabat. Il a été également statisticien chez Nielsen Company et enseignant vacataire à l'Université Hassan II de Casablanca.

**Masuda, Tatsuo**

Professeur invité à la Graduate School de Nagoya University of Commerce and Business pour intervenir sur le lien entre l'énergie et le changement climatique. Ancien directeur de l'Agence internationale de l'énergie.

**Mellouk, Mostapha**

Président et fondateur de Casablanca Media Partners Group. Il a été nommé African Media Leader en 2012 et a été élu membre de l'Académie internationale de la télévision, des arts et des sciences à New York. Il préside la commission communication de la Confédération générale des entreprises du Maroc.

**Metaich, Mustapha**

Cofondateur et associé directeur d'EMC. Il enseigne les sciences de l'information à l'École centrale Casablanca. Docteur en génie industriel, il a travaillé dans de nombreuses multinationales telles que TECHNIP et EDF.

**Methqal, Mohamed**

Ambassadeur directeur général de l'Agence marocaine de coopération internationale. Il a été conseiller spécial du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération et chef de cabinet du président de la COP22.

**Mey, Holger**

Vice-président, Advanced Concepts, Airbus, à Munich en Allemagne. Ancien président-directeur général de l'Institute for Strategic Analyses à Bonn. Il est professeur honoraire de politique étrangère à l'Université de Cologne, en Allemagne.

**Mezouar, Salaheddine**

Président de la Confédération générale des entreprises du Maroc. Il a été directeur et PDG de l'entreprise espagnole TAVEX. Il a occupé les fonctions de ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Restructuration de l'Économie, ministre de l'Économie et des Finances, ainsi que ministre des Affaires étrangères et de la Coopération.

**Mokaddem, Leïla Farah**

Directrice-pays de la Banque africaine de développement pour le Maroc. Elle a été représentante résidente du bureau régional du Sénégal. Elle a travaillé au ministère tunisien de l'Économie et au Fonds monétaire international.

**Møller, Michael**

Ancien directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève. Il a été directeur exécutif de la Kofi Annan Foundation et représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies pour Chypre.

**Moratinos, Miguel Ángel**

Haut-Représentant pour l'Alliance des civilisations des Nations Unies. Ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne. Il a été ambassadeur d'Espagne en Israël et représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Moyen-Orient.

**Moreira, Carlos**

Fondateur et président-directeur général de WISEKey. Il a été expert en cybersécurité aux Nations Unies pendant 17 ans.



**Morel, Pierre**

Directeur de l'Observatoire Pharos du pluralisme des cultures et des religions, et coordinateur du groupe politique du processus de Minsk de l'OSCE sur l'Ukraine. Ancien représentant spécial de l'Union européenne pour l'Asie centrale et la crise en Géorgie.

**Motii, Nadia**

Professeure de gestion d'entreprise et de ressources humaines à l'Université Mohammed V, à Rabat. Elle a été conseillère du président de l'Université Mohammed V.

**Moulin, Jacques**

Directeur général d'IDATE DigiWorld. Il a été directeur général de Sofrecom, filiale du groupe Orange, spécialisée dans le conseil en ingénierie.

**Mouline, Saïd**

Directeur général de l'Agence marocaine de l'efficacité énergétique. Il a été président de la commission de l'énergie, du climat et de l'économie verte de la Confédération générale des entreprises du Maroc. Il a travaillé au sein du cabinet du ministre de l'Énergie et des Mines et a été responsable des partenariats public-privé au comité de la COP 22.

**Mourre, Marc**

Président exécutif de Global Markets Commodities chez Natixis. Il a été directeur général, vice-président de la division Commodities et président des activités de Morgan Stanley en Afrique.

**Muñiz, Manuel**

Doyen de la School of Global and Public Affairs de l'IE University et professeur Rafael del Pino de pratique de la transformation globale. Il est également directeur fondateur du Centre pour la gouvernance du changement de l'IE.

**Nasr, Samir**

Président de ECE Consultants SAL. Président de Phoenician Fund Holding au Liban, et directeur exécutif de Mouflon Fund à Chypre. Il a été consultant à l'OCDE et professeur d'économie.

**Nicolet, Patrick**

Directeur des technologies de Capgemini et il est à ce titre responsable de l'agenda technologique et d'innovation pour le Groupe. Il supervise également les systèmes d'information internes de l'entreprise et la cybersécurité.

**Noland, Marcus**

Vice-président exécutif et directeur d'études au Peterson Institute for International Economics. Auparavant, il était économiste au Council of Economic Advisers du Bureau exécutif du président des États-Unis.

**Norodom, Anne-Thida**

Professeure de droit public à l'Université Paris Descartes. Elle est secrétaire générale de la Société française pour le droit international depuis 2016. Elle est membre du conseil stratégique de l'Ifri.

**Oqubay, Arkebe**

Ministre et conseiller spécial du Premier ministre d'Éthiopie. Il a été maire d'Addis-Abeba. Il est actuellement président du conseil d'administration de plusieurs organismes publics de premier plan et au sein de conseils stratégiques internationaux.

**Orlov, Alexandre**

Secrétaire général du Dialogue de Trianon et ancien ambassadeur de la Fédération de Russie en France.

**Oualalou, Fathallah**

Senior Fellow au Policy Center for the New South. Il est professeur à l'Université Mohammed V. Il a été ministre de l'Économie et des Finances du Maroc.

**Outaghani, Bouchra**

Présidente de la Fédération de commerce et services de la Confédération générale des entreprises du Maroc, et directrice générale de l'agence de conseil en communication Par3com, elle dispose d'une expertise de plus de 20 ans en audit et stratégie marketing et de communication.

**Paal, Douglas**

Distinguished Fellow au Carnegie Endowment for International Peace. Il a précédemment été vice-président de JPMorgan Chase International et directeur de l'Institut américain à Taïwan.

**Pak, Mathilde**

Économiste sur le bureau Corée/Suède du département des affaires économiques à l'OCDE. Elle a précédemment travaillé dans la division de l'analyse des politiques structurelles du même département à l'OCDE, au ministère du Travail et à l'Insee.

**Palacio, Ana**

Avocate internationale et membre fondateur de Palacio y Asociados, cabinet d'avocats spécialisé en droit européen, droit international public et arbitrage. Elle a été membre du Conseil d'État d'Espagne, vice-présidente de la Banque mondiale et ministre des Affaires étrangères d'Espagne.

**Perthes, Volker**

Président exécutif et directeur du Stiftung Wissenschaft und Politik, l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité. Il a occupé les postes de sous-secrétaire général des Nations Unies et conseiller de l'envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie.

**Ploquin, Xavier**

Ancien conseiller en charge de l'énergie, de l'industrie et de l'innovation au sein du cabinet du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire. Il a occupé diverses fonctions au sein du ministère de l'Économie et des Finances, dans le domaine de l'énergie et du financement des entreprises.

**Pouyanné, Patrick**

Président-directeur général de Total. Il a occupé différentes fonctions au ministère de l'Industrie et dans les cabinets ministériels, notamment conseiller technique du Premier ministre pour l'industrie et l'environnement et directeur de cabinet du ministre des Technologies de l'information et de l'Espace.

**Prieux, Pierre**

Président du Groupe Alcen, constitué de sociétés de haute technologie actives dans les domaines de la défense, l'énergie, les machines médicales et l'aéronautique. Il a commencé sa carrière en tant que président des sociétés Tabur Marine et Dufour.

**Qiao, Yide**

Vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation. Il a été représentant en chef et directeur général de New York Life.

**Rachdi, Borhann**

Directeur des affaires gouvernementales pour le Moyen-Orient et l'Afrique chez Philip Morris International, à Lausanne en Suisse. Il est responsable de la direction et de la prestation de conseils stratégiques à 69 pays en matière d'affaires publiques et de politique pour faire avancer l'objectif de l'entreprise de concevoir un avenir sans cigarette.

**Rahmouni, Bouchra**

Directrice de la recherche, des partenariats et des événements au Policy Center for the New South. Elle est professeure affiliée à l'Université de New York, ainsi que professeure invitée à l'Université Saint-Esprit au Liban et à l'International Trade and Law Institute de la Pusan National University en Corée du Sud.

**Rais, Othmane**

Confédération générale des entreprises du Maroc.

**Rey, Hélène**

Professeure d'économie à la London Business School. Elle était professeure en économie et affaires internationales à l'Université de Princeton. En France, elle est membre du Haut Conseil de stabilité financière et de la Commission économique de la Nation.

**Rezrazi, El Mostafa**

Professeur de gestion de crise et d'études sur la sécurité et Senior Fellow au Policy Center for the New South. Il est directeur exécutif de l'Observatoire marocain de l'extrémisme et de la violence et directeur du Centre africain d'études asiatiques de Rabat.

**Ricquier, Anita**

Entrepreneure singapourienne. Avocate de formation, elle est la fondatrice et directrice générale de Camelot Trust Pte Ltd, une société de services aux entreprises basée à Singapour.

**Robert, Virginie**

Cheffe du service international du quotidien Les Echos. Elle a été correspondante du journal à New York où elle a couvert la crise financière et les élections présidentielles de 2008 et 2012. Elle est vice-présidente du European-American Press Club et membre de l'Association française de la presse diplomatique.

**Romain, Benjamin**

Associé fondateur d'Okan Partners, agence de conseil en stratégie et finance dédiée à l'Afrique depuis 2012. Il a travaillé chez McKinsey, PAI Partners et Ardian, et a développé une expertise en conseil financier et en levée de fonds en Afrique.

**Roy, Amit**

Ancien président et directeur général du Centre international de développement des engrais (IFDC). Il conseille actuellement plusieurs pays d'Afrique subsaharienne sur le développement de leur secteur agricole.

**Rozental, Andrés**

Président de Rozental & Asociados, il est membre des conseils d'administration de plusieurs grandes multinationales au Brésil et au Mexique. Diplomate de carrière pendant plus de 35 ans, il a été ambassadeur du Mexique au Royaume-Uni, secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères et ambassadeur en Suède. Il est le fondateur du Conseil mexicain des relations internationales.

**Rudd, Kevin**

L'honorable Kevin Rudd a été le 26ème Premier ministre de l'Australie et ministre des Affaires étrangères. Il a dirigé la réponse de l'Australie pendant la crise financière mondiale et a cofondé le G20. Il est président et fondateur de l'Asia Society Policy Institute à New York depuis 2015.

**Sager (bin), Abdulaziz Othman**

Spécialiste des questions politiques de la région du Golfe et expert en politique stratégique, il est le fondateur et président du Gulf Research Center, un groupe de réflexion international basé à Djeddah.

**Sakong, Il**

Président honoraire de l'Institute for Global Economics, ancien ministre des Finances. Il a été consultant spécial auprès du Fonds monétaire international et il a présidé la Korean International Trade Association.

**Sano, Tadakatsu**

Avocat chez Jones Day. Il a été directeur général du Bureau des politiques commerciales et vice-ministre des Affaires internationales. Il a été chef du cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama.

**Saoudi, Hassane**

Colonel de la gendarmerie royale retraité, consultant et directeur de Securi-consulting. Il a été chef de service des études et de la législation à l'état-major de la gendarmerie royale et commandant du centre de perfectionnement de la gendarmerie royale à Marrakech.

**Sawers, John**

Fondateur et président exécutif de Newbridge Advisory. Ancien chef des services de renseignement britanniques, MI6. Il a été ambassadeur du Royaume-Uni auprès des Nations Unies et en Égypte, directeur politique du ministère des Affaires étrangères et conseiller en politique étrangère auprès du Premier ministre Tony Blair.

**Scheurer, Guillaume**

Ambassadeur de Suisse au Maroc. Ancien ambassadeur en Ukraine et en Moldavie. Il a occupé de nombreux postes au Département fédéral des affaires étrangères, dont ceux de chef adjoint de la délégation suisse auprès de l'OSCE et de chef adjoint de l'ambassade de Suisse à Washington.

**Schmid, Dorothee**

Responsable du programme Turquie/Moyen-Orient à l'Ifri. Ses intérêts de recherche présents se concentrent sur la diplomatie turque, les nouveaux conflits du Moyen-Orient et leurs effets sur l'économie régionale.

**Schweitzer, Louis**

Commissaire général à l'investissement de 2014 à 2018. Il a été président du Conseil des affaires étrangères français jusqu'en 2017 et occupe actuellement le poste de représentant spécial du ministre des Affaires étrangères français pour le partenariat franco-japonais.

**Serra, Narcís**

Président de l'Institut Barcelona d'Estudis Internacionals. Il est également vice-président de Telefónica Chile et conseiller de Telecomunicaciones de São Paulo S/A – TELESP. Il a été vice-président du gouvernement espagnol, ministre de la Défense et maire de Barcelone.

**Sheetrit, Meir**

Ancien membre de la Knesset israélienne. Il a occupé de nombreux postes à haute responsabilité au sein de cabinets, notamment ministre de l'Intérieur, ministre du Logement et du Bâtiment, ministre des Finances, ministre de la Justice, ministre des Renseignements et du Comité de l'Énergie atomique.

**Shek, Daniel**

Ancien ambassadeur d'Israël en France. Depuis qu'il a quitté le service diplomatique, il est consultant indépendant et enseigne la diplomatie à l'Université de Tel Aviv.

**Sigal, Robert**

Le Professeur Robert Sigal est le directeur général/CEO de l'Hôpital américain de Paris depuis 2017. Médecin, il a exercé à l'Institut Gustave Roussy, comme chef de service de la radiologie et professeur des Universités à Paris XI. Il a également été le directeur médical exécutif de l'IGR.

**Sijilmassi, Fathallah**

Docteur en économie internationale et diplômé en sciences politiques, il était secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée. Il a été ambassadeur du Maroc auprès de l'Union européenne, puis en France.

**Simon, Jean-Marc**

Ambassadeur de France. Il a été conseiller auprès de différents cabinets ministériels au ministère des Affaires étrangères et au ministère de la Coopération. Il a été ambassadeur en République Centrafricaine, au Nigeria, au Gabon puis en Côte d'Ivoire.

**Simonsen Leal, Carlos Ivan**

Président de la Fondation Getulio Vargas. Ingénieur civil, il a été professeur de macroéconomie, microéconomie, finances publiques et finances à l'École des hautes études en économie (EPGE) et directeur général de l'EPGE de la FGV.

**Starkloff, Xavier**

Cofondateur et CEO de Joko. Avant de cofonder Joko, il a travaillé au Ministère des finances, à la Direction du Trésor.

**Stoïca, Vlad**

Avocat associé chez Ionescu si Sava à Bucarest. Il a été chef de la chancellerie du Premier ministre sous le gouvernement de Victor Ponta.

**Storchak, Sergueï**

Vice-ministre des Finances de la Fédération de Russie. Auparavant, il était vice-président de la Banque des affaires économiques étrangères de l'URSS et directeur de division au ministère des Finances.

**Stuewe, James**

Gestionnaire dans le secteur public au Canada. Il a travaillé en tant que consultant pour Deloitte et la Banque Royale du Canada à Toronto.

**Sur, Serge**

Agrégé de droit public, professeur émérite de droit public à l'Université Panthéon-Assas. Il a été directeur adjoint de l'UNIDIR à Genève et juge ad hoc à la Cour internationale de justice de La Haye.



**Suzuki, Yoichi**

Adjunct fellow au Japan Institute for International Affairs . Ancien assistant spécial du ministre des Affaires étrangères du Japon. Il a été directeur général des affaires économiques au ministère des Affaires étrangères japonais et ambassadeur du Japon en France.

**Tabet, Riad**

Président de Berit International Holding SA, président de Batilban-France, consortium franco-arabe pour le développement. Administrateur et membre du bureau exécutif de la Chambre de commerce franco-arabe à Paris. Ancien conseiller du président de la République libanaise pour la francophonie.

**Tamrat, Yeshi**

Ambassadeur de la République démocratique fédérale d'Ethiopie au Royaume du Maroc.

**Tanaka, Naoki**

Président du Center for International Public Policy Studies et critique économique indépendant. Ancien président du 21st Century Public Policy Institute.

**Tanaka, Nobuo**

Président de la Sasakawa Peace Foundation. Ancien directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie. Ancien directeur général du département du système commercial multilatéral au ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie à Tokyo.

**Tang, Karen**

Directrice exécutive de la Better Hong Kong Foundation. Ancienne directrice générale adjointe du Chinese Television Network et ancienne directrice générale de Hong kong Telecom IMS.

**Tazi, Mehdi**

Président-directeur général du cabinet Beassur. Ancien président et directeur général de Saham Assurance et ancien directeur général d'Isaaf Mondial Assistance.

**Terrab, Mostafa**

Président-directeur général du Groupe OCP. Ancien conseiller au sein du cabinet royal et secrétaire général du sommet économique du MENA.

**Thony, Jean-François**

Procureur général près la cour d'appel de Rennes. Président de l'Institut international de Syracuse pour la justice pénale et les droits de l'homme, Italie. Ancien président de la Conférence nationale des procureurs généraux.

**Touraine, Agnès**

Présidente d'Act III Consultants, un cabinet de conseil dédié aux transformations numériques, et Senior Advisor de McKinsey. Ancienne PDG de Vivendi Universal Publishing et ancienne présidente de l'Institut français des administrateurs.

**Touré, Aminata**

Présidente du Conseil économique, social et environnemental du Sénégal. Ancienne Première ministre du Sénégal.

**Tricha, Loubna**

Directrice générale de l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail à Casablanca, au Maroc. Elle a été chargée de missions au cabinet du PDG de l'OCP Group. Elle est membre du Conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique.

**Trichet, Jean-Claude**

Ancien président de la Banque centrale européenne et gouverneur honoraire de la Banque de France. Président honoraire du Groupe des 30, président du conseil d'administration de l'Institut Bruegel et président de la Commission trilatérale (Europe).

**Tuakli, Juliette**

Présidente du comité de gouvernance de United Way Worldwide et membre de son conseil de direction. Fondatrice et directrice médicale de Family CHILD & Associates. Elle compte plus de 30 ans d'expérience en pédiatrie, en médecine générale et en santé publique.

**Vasilenko, Polina**

Fondatrice et PDG d'HelioRec, une entreprise qui vise à produire de l'énergie propre en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, en gérant efficacement les déchets plastiques et en atténuant la pénurie de terres. Auparavant, elle a travaillé 14 ans dans l'industrie pétrolière et gazière.

**Védrine, Hubert**

Fondateur de Hubert Védrine Conseil, société de conseil spécialisée en risques géopolitiques. Ancien ministre des Affaires étrangères de France.

**Véret, Amalric**

PDG de Pronutri et des Laboratoires Activa et Nutrilab. Il a développé plusieurs filiales en Europe, aux États-Unis et en Asie, faisant de Nutripuncture™ une marque internationale.

**Wasserfallen, Daniel**

Directeur associé d'INOVNIS SA. Ancien directeur adjoint au sein d'Edmond de Rothschild à Genève pour la région EMEA.

**Watanabe, Yorizumi**

Professeur d'économie politique internationale et doyen de la School of International Communication à la Kansai University of International Studies. Ancien directeur général adjoint du bureau des affaires économiques au ministère des Affaires étrangères du Japon, ancien assistant spécial du ministre des Affaires étrangères japonais.

**Weymuller, Bruno**

Membre de Total Professeurs Associés et du conseil d'administration du Conseil Français de l'Énergie. Ancien directeur de la stratégie et de l'évaluation des risques chez Total. Il a commencé sa carrière au ministère de l'Industrie, avant de rejoindre le cabinet du Premier ministre Raymond Barre.

**Wu, Liang**

Cofondateur et directeur des systèmes d'information de Green City Solutions. Il a travaillé en Chine au Centre de Shanghai pour les échanges scientifiques et technologiques avec l'étranger, ainsi qu'au sein du département de contenu digital du Shanghai Media Group.

**Yaha, Mohamed Abdellahi**

Président-directeur général de Maurinvest Group. Ancien ministre de l'Investissement en Mauritanie.

**Yun, Seong-deok**

Ambassadeur de la République de Corée au Royaume du Maroc. Ancien ministre à l'ambassade de Corée en Belgique et à la mission coréenne auprès de l'Union européenne. Ancien directeur général des affaires économiques bilatérales au ministère des Affaires étrangères.

**Zerouali, Ali**

Directeur de la coopération et du développement international de la Moroccan Agency for Sustainable Energy (Masen). Il est ingénieur diplômé en gestion des organisations de l'École des mines de Paris et HEC Paris.

**Zraih, Abdelkader**

Conseiller du président du Conseil national des droits de l'Homme, membre du secrétariat international du Forum mondial des droits de l'Homme. Ancien président de la Commission régionale des droits de l'Homme à Rabat-Salé-Kenitra, ancien parlementaire de la Chambre des conseillers du Maroc.

**Montbrial (de), Thierry**

Thierry de Montbrial est le président de l'Institut français des relations internationales qu'il a fondé en 1979. Il est professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers. En 2008, il a lancé la World Policy Conference. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France depuis 1992 et membre associé de nombreuses académies étrangères. Il siège au conseil ou au conseil consultatif de plusieurs entreprises ou institutions internationales. Thierry de Montbrial a dirigé le département de sciences économiques de l'École polytechnique entre 1974 et 1992. Il a été le premier président de la Fondation de la recherche stratégique (1993-2001). Il a mis sur pied le Centre d'analyse et de prévision (actuellement Centre d'analyse, de prévision et de stratégie) du ministère des Affaires étrangères et en a été le premier directeur (1973-1979). Il est l'auteur de plus de vingt livres, certains traduits en plusieurs langues, notamment *L'action et le système du monde* (PUF, 2002) et *Vivre le temps des troubles* (Albin Michel, Paris, 2017). Il est Grand Officier de la Légion d'honneur, Grand Officier de l'Ordre national du mérite, Grand Officier de l'Ordre du Soleil Levant – Étoile d'Or et d'Argent (Japon, 2009) et titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères. Thierry de Montbrial est ancien élève de l'École polytechnique, docteur en économie mathématique de l'Université de Berkeley (Californie) et ancien ingénieur général au Corps des mines.

DISCOURS D'OUVERTURE  
VERSIONS INTÉGRALES





## Thierry de Montbrial

Fondateur et président de l'Ifri et de la WPC

Il y a un an, à Rabat, lors de la 11<sup>e</sup> édition de la WPC, l’opinion dominante parmi les experts était que l’économie mondiale se portait bien, et que ses perspectives étaient favorables, sous la seule réserve de chocs politiques susceptibles de l’affecter. Or, ceux-ci n’ont pas manqué, au-delà même de la guerre commerciale. Au Moyen-Orient, l’Iran n’a pas cédé aux sanctions imposées par les États-Unis. Et l’Arabie Saoudite, par ailleurs empiétrée au Yémen, vient de manifester sa grande vulnérabilité face à ses adversaires en dépit des centaines de milliards de dollars investis dans sa défense. D’un côté le leadership iranien manifeste sa résistance malgré sa complexité, ou pourrait-on dire par euphémisme sa diversité ; de l’autre, le prince héritier du royaume saoudien n’a toujours pas établi sa crédibilité, que ce soit dans l’ordre politique ou par rapport à ses projets économiques. Les alliances de circonstance paraissent bien fragiles, et si aucun incident n’a dégénéré jusqu’à ce jour, sans doute le doit-on à la volonté désormais clairement affichée par Donald Trump de ne pas se laisser entrainer dans une nouvelle guerre. Là comme ailleurs, l’Amérique préfère recourir à l’arme économique, en espérant qu’elle finira par produire les résultats escomptés. À cette fin, elle ne craint pas de brutaliser ses alliés et autres partenaires en leur imposant sa propre politique extérieure et ses propres lois. Aussi la confiance dans les États-Unis s’effrite-t-elle un peu partout, ce qui génère beaucoup d’incertitude.

On parle de géoéconomie pour qualifier une situation où des États, à commencer par le premier d’entre eux, utilisent de plus en plus méthodiquement les leviers non militaires de la puissance économique pour atteindre leurs objectifs politiques. Pareille approche, naguère encore peu convaincante comme le rappelle l’histoire des sanctions économiques internationales, a beaucoup gagné en efficacité du fait de la révolution des technologies de l’information et de la communication. Sans pour autant être décisive, loin de là. C’est également par la géoéconomie que, sans mettre en question ses ambitions militaires, la Chine étend son influence partout sur la planète. Avec de réels succès. Mais à la différence des États-Unis, elle agit ainsi au nom du développement ou de la réduction de la pauvreté, et en se déclarant en faveur du multilatéralisme.

Mais revenons au Moyen-Orient. Il n’y a pas que la rivalité irano-saoudienne à avoir éclipsé au moins pour un temps le conflit israélo-palestinien, rivalité dans laquelle les États-Unis ont pris vigoureusement le parti de l’Arabie. L’« État islamique » a perdu ses territoires. Mais il survit, caché et redoutable. Trump, qui en cela poursuit la politique de distanciation de son prédécesseur, lui permet de survivre. De fait, le danger du terrorisme islamiste n’a diminué nulle part. Il semble même se renforcer comme au Sahel. Bref, les instabilités moyen-orientales au sens large demeurent au centre de la géopolitique mondiale.

Rien n’est réglé non plus du côté de l’Asie de l’Est, même si les trois rencontres entre Donald Trump et Kim Jong-un ont peut-être redonné une petite chance à la diplomatie traditionnelle, par ailleurs mise à mal par l’hôte de la Maison Blanche. Mais, comme il apparaît clairement ces jours-ci, on ne voit pas le dictateur nord-coréen renoncer à l’arme nucléaire dans l’avenir prévisible. Et l’on voit mal Donald Trump renoncer à cet objectif, et à se satisfaire d’une sorte de JCPOA. Ici encore, l’hôte de la Maison Blanche continue de miser sur les sanctions.

En Asie de l’Est, l’événement le plus marquant des derniers mois est la révolte d’une partie de la population de Hong Kong contre l’emprise du gouvernement de Pékin, qu’il y a quelques mois encore on pouvait croire bien assurée 22 ans après la rétrocession et 28 ans avant le retour définitif du territoire à la mère patrie. Cette révolte jette une ombre sur la République populaire de Chine au moment même où elle célèbre en grande pompe son 70e anniversaire, à un moment aussi où sa croissance économique ralentit à cause de la guerre commerciale mais aussi pour des raisons internes. Les Chinois ont beau jeu d’accuser les Anglo-Américains d’être à la manœuvre, et peut-être n’ont-ils pas complètement tort. De même le Kremlin n’a-t-il jamais eu complètement tort s’agissant du rôle des États-Unis en Ukraine depuis les années 1990. Mais la théorie du complot n’explique jamais tout. Je ne sais pas si le mouvement français des gilets jaunes a contribué aux rassemblements hebdomadaires qui, depuis des mois, transforment le paysage politique en Algérie. J’ignore encore plus si tout cela a pu avoir une influence directe sur les manifestants de Hong Kong. Ce que je sais en revanche, c’est qu’à l’heure d’Internet il faut des conditions très particulières pour mettre un peuple au pas. Or ces conditions ne sont réunies ni en Algérie, ni à Hong Kong. Dans le premier cas, bien malin serait celui qui pourrait prédire la sortie de crise. Dans le second, on connaît l’acteur principal et sa détermination à ce que les choses rentrent dans l’ordre, d’autant plus que, derrière Hong Kong, il y a Taïwan - un enjeu vital du point de vue chinois. Le problème du gouvernement de Pékin, c’est le coût au sens large du rétablissement de l’ordre, et par conséquent de la méthode. Depuis déjà plusieurs années, on peut noter un durcissement nationaliste dans le monde, auquel l’Europe elle-même n’échappe pas avec le phénomène des « démocraties

illibérales ». Que le pire soit rarement l’hypothèse la plus probable, la résistance de l’Union européenne au feuilleton du Brexit et le résultat des élections européennes du mois de mai l’ont démontré une fois de plus. Il n’en faut pas moins toujours envisager lucidement toutes les hypothèses, et à ce sujet je voudrais dire quelques mots sur l’Inde. Après une campagne d’une rare violence, le BJP de Narendra Modi a remporté une large victoire malgré un ralentissement économique préoccupant. Et d’ailleurs, notons-le au passage, des doutes sont apparus ici ou là sur la réalité du taux de croissance affiché, comme aussi en Chine. Mais les observateurs n’ont pas suffisamment relevé que, derrière cette victoire, se manifeste un projet sophistiqué de transformation d’un pays en passe de devenir le premier du monde en termes démographiques, en une immense « démocratie ethnique ». Cette expression venue de la science politique a été forgée initialement pour désigner Israël, qui se veut un État juif et démocratique. Le projet de Narendra Modi, déjà testé par son action antérieure dans son État du Gujarat et largement rôdé à l’échelle nationale pendant son premier mandat, est de faire de l’Inde un État hindouiste et démocratique. Concrètement, les 20 % de la population non hindouistes, incluant les 170 millions de musulmans et la petite minorité chrétienne, deviennent ouvertement des citoyens de seconde zone. Dès sa réélection, Narendra Modi a transformé unilatéralement le statut du Cachemire, provoquant ainsi une crise qui, à son tour, amplifiera la vague nationaliste indienne, dont on peut entrevoir certaines conséquences, comme la remontée du terrorisme en Inde. Celle-ci s’exprime aussi en termes de volonté de puissance, quoique sous une forme différente de la Chine. On notera encore le projet d’introduire dans « la plus grande démocratie du monde » un système de reconnaissance faciale, comme en Chine. Tout cela doit retenir durablement notre attention.

Et puisque j’ai parlé de l’Inde, comment ne pas évoquer ici un modèle géopolitique qui a désormais pignon sur rue : le modèle « indo-pacifique », qui recouvre largement ce qu’on appelait autrefois le monde indien. Le domaine de la géopolitique, on le sait, est l’idéologie relative aux territoires. L’idéologie, ici, comprend une dimension stratégique (une contribution au containment de la Chine) et une dimension économique (le développement d’un bassin d’excellence pour la quatrième révolution industrielle). La WPC ne pourra pas rester insensible à ce sujet.

Dans cette allocution d’ouverture à la 12e édition de la WPC, j’ai laissé de côté bien des sujets qui seront débattus dans les trois prochains jours, de nature régionale comme en Amérique latine (je pense particulièrement au Brésil de Bolsonaro ou au Venezuela de Maduro) ou encore la question lancinante du climat et de l’environnement. Je conclurai en insistant une fois de plus sur la nécessité pour les puissances moyennes de bien comprendre la réalité internationale afin de mieux prendre en main leur destin. Une fois de plus également, j’insiste sur l’enjeu de l’Union européenne, qui dépasse celui de ses membres, car seule une Europe solide pourra peser face aux deux puissances impériales en compétition pour les prochaines décennies, ou aux autres mastodontes comme l’Inde ou le Japon.

La sécurité de l’Europe est intimement liée à celle de ses flancs, et je suis de ceux qui se félicitent à cet égard de la perspective d’un rapprochement possible avec la Russie. Sans doute faudra-t-il encore de longues années avant que l’Union européenne soit en mesure de pratiquer une politique étrangère véritablement commune. Mais point n’est besoin d’attendre aussi longtemps pour travailler ensemble à renforcer le développement et la sécurité de nos voisins du Sud, comme les pays du Maghreb et du Sahel, dont le destin est imbriqué avec le nôtre. Si nous nous réunissons pour la cinquième fois au Maroc, c’est parce que nous sommes convaincus de cette réalité, et que nous voyons dans la co-construction de la sécurité Nord-Sud une contribution positive pour le système international dans son ensemble. Dans un monde aussi nouveau que celui qui s’ouvre avec la 5G, la WPC ne doit sous-estimer ni son originalité, ni son positionnement. Nous devons travailler ensemble pour renforcer l’un et l’autre.

<span></span>
Amadou Gon Coulibaly
Premier ministre de Côte d'Ivoire

Mesdames et Messieurs,

C’est avec un réel plaisir que je prends part à la douzième édition de la World Policy Conference à Marrakech.

Je voudrais, avant tout propos, transmettre les salutations cordiales du président de la République de Côte d’Ivoire, S.E.M. Alassane Ouattara, à Sa Majesté Mohammed VI, Roi du Maroc, que Dieu l’assiste. Je voudrais, en son nom, me réjouir de l’excellence des relations d’amitié et de coopération qui unissent nos deux pays. Je voudrais exprimer toute ma gratitude à Monsieur Thierry de Montbrial, président de l’Institut français des relations internationales, pour m’avoir une nouvelle fois associé à ce rendez-vous capital qui offre chaque année l’opportunité aux décideurs, aux chercheurs et aux leaders d’opinions, de

discuter des défis du monde d’aujourd’hui et de demain. C’est un honneur pour moi de partager ce moment à vos côtés.

Mesdames et Messieurs,

J’arrive de Lyon où j’ai représenté S.E.M. Alassane Ouattara, président de la République de Côte d’Ivoire, à la sixième conférence de reconstitution du Fonds mondial pour la lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Ce fut un grand moment de solidarité internationale et de succès du multilatéralisme, puisque les 14 milliards de dollars recherchés ont pu être quasiment mobilisés. Aussi, l’événement qui nous réunit aujourd’hui, nous offre l’opportunité de mener des réflexions approfondies sur les défis auxquels l’Afrique et le monde font face. Comme vous le savez déjà, l’Afrique dispose de bases solides pour devenir l’un des piliers majeurs de la croissance et de la prospérité mondiale. Son taux de croissance, supérieur à la moyenne mondiale, était de 3,5 % en 2017 et 2018. Il est projeté à 4 % en 2019 puis 4,1 % en 2020.

Cela reste, malgré tout, insuffisant face aux deux défis majeurs de l’Afrique d’aujourd’hui, à savoir la création massive d’emplois, en particulier pour les jeunes, qui représentent près de 70 % des populations africaines, et la réduction de la pauvreté. Oui, il s’agit pour nous de deux défis majeurs que nous devons relever ensemble tant ils ont une incidence de plus en plus grande sur la problématique de la migration ainsi que sur celle des menaces terroristes sur le continent. Pour ce qui concerne la création massive d’emplois pour notre jeunesse, qui représente le présent et l’avenir de notre continent, nous devons transformer structurellement nos économies africaines. Cette transformation structurelle est aujourd’hui une composante essentielle des politiques menées par les différents gouvernements. Elle requiert un développement accéléré de l’industrie africaine qui reste très peu compétitive en raison de coûts de facteurs de production trop élevés et de la taille relativement faible des marchés.

À cet égard, la plupart des pays africains mettent en œuvre de grands projets de réhabilitation et de développement des infrastructures de transports et énergétiques afin de créer des économies d’échelle et réduire les coûts de facteur. Ainsi, de 2011 à 2019, la capacité de production d’électricité de la Côte d’Ivoire, qui connaît une croissance économique moyenne de 8 % par an depuis 2012, a augmenté de près de 60 %. Le nombre de localités électrifiées a doublé sur la même période et le pays a investi massivement dans la construction de zones industrielles et d’infrastructures de transports.

De Marrakech, je me rendrai à Washington aux Assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Je compte bien poser à nouveau, au-delà de la Côte d’Ivoire, la question du financement des infrastructures en Afrique. Nous devons imaginer la possibilité que les fonds de la Banque mondiale servent d’effet de levier pour mobiliser les ressources nécessaires pour faire face aux besoins de financement des infrastructures en Afrique.

Par ailleurs, les États africains se mobilisent tous depuis quelques années, pour l’amélioration du climat des affaires aux fins d’attirer efficacement les investissements directs étrangers et de promouvoir davantage l’essor du secteur privé qui demeure le pourvoyeur d’emploi. Ainsi le nombre de pays africains dans le top 100 du classement Doing Business de la Banque mondiale a presque doublé en dix ans, passant de cinq à neuf de 2010 à 2019. La Côte d’Ivoire quant à elle, s’est également classée à trois reprises, en 2014, 2015 et 2019, dans le top 10 des pays réformateurs du classement Doing Business. S’agissant de la réduction de la pauvreté, les politiques menées par les différents gouvernements semblent porter des fruits. Le taux de l’extrême pauvreté en Afrique, est passé de 57 % en 1990 à 43 % en 2012, puis à 35 % en 2015, selon la Banque africaine de développement. À cet égard, je voudrais me réjouir à nouveau des résultats de la sixième reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Je formule le vœu que toutes les initiatives internationales en matière de mobilisation de ressources pour la santé et l’éducation connaissent le même succès. Bien entendu, les pays africains doivent accompagner cette solidarité internationale, conforme à notre vision du multilatéralisme, par des contreparties nationales inscrites dans leurs budgets qui doivent croître d’année en année pour les secteurs sociaux.

Mesdames et Messieurs,

Indépendamment de la qualité des politiques économiques mises en œuvre sur l’ensemble du continent pour consolider son développement économique et social, l’Afrique fait face à une nouvelle menace qui risque de freiner son essor économique. Il s’agit de la montée du protectionnisme suscité par les différentes guerres commerciales qui pourraient engendrer des problématiques majeures pour le continent africain, à savoir :

- la baisse des exportations africaines en raison du renforcement des normes de qualité et de sécurité de nombreux produits,

- le ralentissement de l’industrialisation africaine dû à la forte concurrence de produits manufacturés,

- la chute des investissements étrangers sur le continent en raison des difficultés nouvelles rencontrées par les principaux investisseurs.

Face à cette nouvelle menace, l’Afrique devra accélérer les échanges commerciaux au sein des communautés économiques régionales ainsi que la mise en place effective de la Zone de libre-échange continentale africaine représentant un marché de 1,2 milliard de consommateurs et l’émergence d’une classe moyenne d’environ 800 millions de personnes. Cela permettra de renforcer les échanges commerciaux intra-africains qui s’élèvent aujourd’hui à 16 % et d’atténuer ainsi l’impact des chocs externes. De plus, l’Afrique devra renforcer davantage la mise en place d’accords commerciaux avec ses partenaires privilégiés. Je voudrais à cet égard me réjouir de l’accord de partenariat économique (APE) signé entre la Côte d’Ivoire et l’Union européenne, son premier partenaire commercial. Cet accord est entré en vigueur cette année, solidifiant ainsi cette relation historique entre la Côte d’Ivoire et l’Europe. Nous avons bon espoir que cet accord s’étendra à tous les pays de la CEDEAO. C’est pourquoi nous affirmons notre préférence pour le multilatéralisme qui privilégie l’approche de prise de décisions par consensus, ce qui permet aux plus faibles, du point de vue économique, de participer à l’élaboration des règles qui régulent le commerce international.

À cet égard le système des Nations Unies qui est aujourd’hui l’expression du multilatéralisme contribue depuis des décennies, à la promotion du commerce international, à la définition des objectifs de développement durable, à la prévention de crises et à la résolution durable de conflits. En effet les différentes résolutions des Nations Unies ainsi que sa mission de maintien de la paix, ont permis à la Côte d’Ivoire, un pays affaibli par une dizaine d’années de crises économique, politique et militaire de relancer son développement économique et social. La sortie de crise exemplaire et les progrès enregistrés par le pays ont permis à la Côte d’Ivoire de siéger au Conseil de sécurité des Nations Unies, en qualité de membre non permanent, pour la période 2018-2019, afin de partager son expérience. Pour terminer, j’aimerais revenir sur la question du terrorisme sur notre continent, en particulier en Afrique de l’Ouest. L’Afrique de l’Ouest est confrontée à une dégradation inquiétante de la sécurité, eu égard à la multiplication des actes terroristes.

Avec 11 500 personnes tuées, plus de 2 200 attaques enregistrées, des millions de personnes déplacées, au cours de ces cinq dernières années, le terrorisme en Afrique de l’Ouest se propage. Il est sur le point d’impacter considérablement les perspectives économiques des pays de la zone. Je voudrais à cet effet me réjouir de l’initiative des chefs d’État de la CEDEAO qui ont approuvé la mise en place d’un fonds de 1 milliard de dollars dont 500 millions financés entièrement par les pays de l’UEMOA, en vue de renforcer la lutte régionale contre le terrorisme. Cette démarche vient renforcer les initiatives internationales en cours dans le Sahel, notamment l’opération Barkhane, la mission des Nations Unies au Mali, et le G5 Sahel.

Mesdames et Messieurs,

Comme je le soulignais au début de mon propos, notre continent dispose de bases solides pour devenir un des piliers de la croissance et de la prospérité mondiale et relever les défis ci-dessus énumérés. C’est notre responsabilité à tous, mais en premier lieu celle des dirigeants africains. C’est sur cette conviction que je voudrais clore mon propos, en renouvelant mes sincères remerciements à Monsieur Thierry de Montbrial.

Je vous souhaite plein succès dans vos travaux et vous remercie pour votre aimable attention.

<span></span>
Message d'Édouard Philippe
Premier ministre de France

« La politique est un peu semblable à la météo, que l’on progresse par temps clair ou par temps couvert, chaque fois, il faut percer les nuages de l’avenir. » Vous aurez sans doute reconnu ces mots de sa Majesté le roi Hassan II. Cette douzième édition de la World Policy Conference s’ouvre alors que les nuages qui planent sur notre avenir sont nombreux et que la météo est pour le moins maussade. Permettez-moi de commencer par saluer chaleureusement tous les participants à la World Policy Conference et de féliciter son président, Thierry de Montbrial, pour la réussite de son initiative qui s’invite désormais dans le calendrier des grandes rencontres internationales. Je voudrais également adresser mes salutations les plus amicales aux autorités marocaines dont l’implication en faveur de ce forum, qu’elles accueillent pour la cinquième fois sous le Haut patronage de Sa Majesté le Roi, est sans faille. Le Maroc s’impose en effet comme le cadre naturel pour un tel évènement. La Méditerranée ne nous sépare pas ; elle nous rapproche. Pas uniquement pour des raisons géographiques ou historiques. Mais parce que de part et d’autre de ses rives, nous sommes confrontés à des enjeux similaires. Je pense à la lutte contre



le changement climatique, dont nous ressentons tous les effets, en particulier sur nos zones côtières. Je pense à la maîtrise des flux migratoires ou encore à la promotion d'une croissance plus juste. Et le Royaume joue un rôle capital pour nous aider à y faire face collectivement. Permettez-moi de dire quelques mots de questions qui me semblent être, à l'heure où nous parlons, les plus urgentes.

1. La première concerne le règlement des crises qui menacent la stabilité de la planète. Pour chacune de ces crises, nous devons soutenir la construction de solutions politiques. La crise iranienne est sans doute celle dont l'acuité est la plus forte. Nos objectifs n'ont pas varié. Ils consistent à faire en sorte que l'Iran ne se dote jamais de l'arme nucléaire, tout en préservant la paix dans la région. Lors de la dernière assemblée générale des Nations Unies à New York, le président de la République a posé les conditions d'une désescalade puis d'un règlement pacifique, politique de cette crise. Il appartient désormais aux parties de s'en saisir pour réenclencher une dynamique constructive.

2. Le deuxième défi est celui du changement climatique, de l'environnement et de la biodiversité pour lequel la France a considérablement renforcé sa mobilisation, en particulier depuis le One Planet Summit. L'urgence aujourd'hui, c'est de mettre en œuvre les engagements de l'Accord de Paris. Et de faire en sorte que nos agendas, diplomatiques et commerciaux, tiennent compte désormais de l'enjeu environnemental. Nos populations attendent des actes : dans leur vie quotidienne, mais aussi au niveau international. Nous avons ainsi complété nos ambitions dans le domaine du climat, avec un agenda en faveur des forêts et des océans. Les 500 millions d'euros qui ont été débloqués dans le cadre de l'assemblée générale des Nations Unies pour le sauvetage de l'Amazonie s'inscrivent dans ce cadre. Et la France accueillera à Marseille, au mois de juin 2020, le Congrès mondial de l'Union internationale pour la conservation de la nature.

3. La troisième question est celle du développement durable. Onze années nous séparent de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 qui a fait naître une première prise de conscience. Mais, cela ne suffit plus. C'est tout notre modèle de développement qu'il faut transformer pour réduire les inégalités, en particulier entre les femmes et les hommes. La France a fait de la lutte contre les inégalités le fil conducteur de sa présidence du G7 autour d'objectifs très concrets comme l'accès à l'éducation et aux services de santé. Partout dans le monde, les initiatives se multiplient. Je pense au Partenariat pour l'éducation, au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ou encore à l'Alliance Sahel. Nous devons préserver et accélérer ces initiatives. Parce qu'on le sait : la violence, les déséquilibres bien souvent prennent leur source dans le désespoir.

4. Quatrième et dernier défi : la construction d'une mondialisation « raisonnablement ouverte » dont les bénéficiaires profitent à tous de manière beaucoup plus équitable qu'aujourd'hui. La stabilité, même relative, du monde profite aux échanges, à la mondialisation. Mais la mondialisation doit aussi contribuer à la stabilité du monde. C'est pourquoi, nous nous engageons en faveur de la réforme de l'Organisation mondiale du commerce, à un moment où certains remettent en cause le multilatéralisme. Nous sommes en faveur d'un commerce libre et ouvert qui est un facteur très puissant de paix. Pour qu'il continue à l'être, ce commerce doit devenir plus loyal et obéir à un principe de réciprocité. La primauté du droit est un des leviers essentiels pour y parvenir. On le sait ici sur le pourtour méditerranéen, depuis au moins la Rome antique : le droit est le meilleur allié de l'échange. Ce qui m'amène à un point de méthode. Nous ne relèverons aucun de ces défis sans rénover les règles du multilatéralisme. Nous avons plus que jamais besoin d'institutions légitimes, efficaces et universelles pour prévenir des dérives ou construire des solutions politiques à des problèmes communs. C'est dans cet esprit que la France et l'Allemagne ont lancé cette année, une Alliance pour le multilatéralisme qui s'est réunie pour la première fois à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, le 26 septembre dernier. Parce que nous pensons, avec beaucoup d'autres, que le respect de règles communes – qui ne sont pas figées et qu'on doit évidemment faire évoluer – demeure le meilleur gage d'un règlement pacifique des conflits et des défis qui menacent la stabilité de la planète. La force ne nourrit rien d'autre que la force.

En guise de conclusion plus positive, je voudrais insister sur l'exemplarité du partenariat qui lie la France et le Maroc. Un partenariat qui se décline dans toutes les dimensions : le développement économique et social, la paix et la sécurité, la recherche et l'innovation, la culture et la jeunesse. Un partenariat qui s'accompagne d'un dialogue continu et très précieux sur les questions globales, tout en s'ouvrant à l'Afrique. Ce partenariat constitue de ce point de vue, une vraie tentative pour bâtir une mondialisation plus équilibrée et profitable à tous. Et une manière pour nous, francophones, de « répondre présents à la renaissance du monde » comme l'écrivait si justement Léopold Sédar Senghor.

Je vous remercie.

## Paul Kagame

Président de la République du Rwanda

Je remercie Thierry pour son aimable introduction et pour son invitation.

Je le félicite également, lui et son équipe, pour la qualité exceptionnelle de la World Policy Conference. Il s'agit d'un forum qui vise à anticiper et façonner le futur plutôt qu'à opposer une résistance au changement. Cette perspective est rafraîchissante pour ceux d'entre nous qui font l'expérience du monde depuis une position centrale et non périphérique. Je suis donc très heureux d'être de retour pour poursuivre la conversation très productive entamée il y a huit ans, lorsque Thierry avait eu la gentillesse, tout comme aujourd'hui, de m'accueillir à Paris. Ce soir, je préférerais de beaucoup parler avec vous plutôt que devant vous. Nous savons tous qu'un dîner nous attend.

Permettez-moi donc de faire deux remarques simples, mais d'actualité.

Le premier est que l'Afrique n'est un prix à gagner ou à perdre pour personne. En aucun cas. Il est de notre responsabilité, en tant qu'Africains, de prendre en charge nos propres intérêts et de développer le plein potentiel de notre continent. En réalité, cela a toujours été le principal enjeu. Nous attendons depuis bien trop longtemps, depuis des siècles en vérité. Le commerce façonne profondément l'économie d'un pays. La recherche d'un avantage comparatif mène généralement à des gains liés de compétitivité et de richesse.

C'est pourquoi, à un moment donné, le concept d'« aide au commerce » a gagné du terrain. L'idée était de renforcer les capacités commerciales d'un pays afin qu'il puisse passer de la dépendance à l'autonomie, puis au final, à la prospérité. C'est l'approche qui aurait dû être adoptée dès le début.

Aujourd'hui, l'Afrique entretient de solides relations commerciales avec des partenaires dans le monde entier, que ce soit avec l'Europe, l'Inde, l'Amérique du Nord ou la Chine. En effet, nous voulons augmenter nos investissements et nos échanges commerciaux avec tout le monde, car ces échanges profitent à tous.

C'est pourquoi il a été si important pour l'Afrique de se regrouper pour former une région. En Afrique, les barrières intérieures bloquant les déplacements et le commerce continuent de tomber, mais il reste encore beaucoup à faire. À titre d'exemple, la Sierra Leone est le pays ayant le plus récemment annoncé une politique d'accès libre pour les ressortissants des autres pays africains, rejoignant ainsi une quinzaine d'autres pays. Toutefois, ces pays représentent moins d'un tiers de l'Afrique. L'African Continental Free Trade Area est maintenant en vigueur et les échanges commenceront en juillet 2020. Cet accord va radicalement transformer la manière dont l'Afrique commerce, tant avec elle-même qu'avec le reste du monde. La revitalisation du Fonds pour la paix de l'Union africaine, qui s'élève actuellement à plus de 125 millions de dollars, a renforcé la crédibilité des partenariats de sécurité de l'Afrique et ce fonds devrait continuer à augmenter.

Le deuxième point concerne l'anxiété et le défaitisme qui dominent aujourd'hui les débats politiques. Il s'agit avant tout de la peur de perdre quelque chose plutôt que de l'ambition de faire plus et mieux. Même la science et la technologie – les moteurs mêmes du progrès humain – sont de plus en plus considérées comme problématiques, par exemple avec l'intelligence artificielle ou les cultures génétiquement modifiées. À partir de là, il ne faut qu'un pas pour aboutir à l'idée fautive selon laquelle maintenir un niveau de vie élevé au sein d'un pays dépend du fait d'empêcher d'autres pays d'atteindre ce même niveau.

Les barrières s'élèvent ; la confiance disparaît. Si je peux me permettre de généraliser, ce pessimisme ne trouve pas d'écho en Afrique. Nous avons la volonté d'atteindre pour nous-mêmes une vie meilleure. Nous avons déjà constaté des avancées considérables, notamment dans les domaines de la santé, de la connectivité, de la gouvernance et des revenus.

Il est essentiel de retrouver ce sentiment d'espoir et d'optimisme partout où il a été abandonné. Nous pouvons être de meilleurs partenaires. Ce qui implique de travailler tous ensemble, ici et ailleurs. C'est ce qui nous ramènera sur la voie d'un monde meilleur et profitable à tous. Encore une fois, je remercie la World Policy Conference pour cette merveilleuse soirée. Et merci à vous tous pour votre attention et votre intérêt. J'ai hâte de poursuivre notre discussion.



### Royaume-Uni – Middle East Monitor – 12/10/2019

In a speech at the World Policy Conference (WPC) in Marrakesh, Morocco, on Saturday, HE the Foreign Minister [Sheikh Mohammed bin Abdulrahman Al-Thani] recalled the invitation of HH the Amir Sheikh Tamim bin Hamad Al-Thani to conclude a regional security treaty in the Middle East. He pointed out that the region desperately needs a sustainable framework to ensure long-term peace and stability, considering that the sequence of events in the region demonstrated the practical need for a sustainable approach to regional collective security.

### France – Atlas Info – 13/10/2019

"Je voudrais insister sur l'exemplarité du partenariat qui lie la France et le Maroc. Un partenariat qui se décline dans toutes les dimensions : le développement économique et social, la paix et la sécurité, la recherche et l'innovation, la culture et la jeunesse", s'est félicité M. Philippe dans un message prononcé en son nom par l'Ambassadrice de France au Maroc, Mme Hélène Le Gal, à l'ouverture des travaux de la 12ème édition de la World Policy Conference (WPC/12-14 octobre).

### Sénégal – Agence de presse sénégalaise (APS) – 12/10/2019

Aminata Touré, présidente du Conseil économique social et environnemental du Sénégal, a appelé samedi à Marrakech les dirigeants africains à placer la femme au cœur du processus de développement du continent. Intervenant en marge de la 12ème édition de la conférence politique mondiale (World Policy Conference, WPC), elle a insisté sur le fait que les femmes peuvent apporter beaucoup de dynamisme au continent.

### Suisse – Le Temps – 15/10/2019

La 12e édition de la World Policy Conference, que préside Thierry de Montbrial et qui vient de se terminer à Marrakech, s'est penchée sur la situation de la Chine. [.] Kevin Rudd, l'ancien premier ministre australien qui est un fin connaisseur de ce pays, souligne que le dirigeant actuel ne croit pas en l'efficacité du marché : le parti doit l'encadrer.

### Russie - Représentation commerciale de la Russie au Maroc – 16/10/2019

Торговое представительство приняло участие в международной конференции в сфере международных отношений и мировой политики «World Policy Conference» (12-14 октября 2019 г., Марракеш). От российской стороны участниками конференции стали заместитель Министра финансов Российской Федерации С.А. Сторчак и проректор МГИМО МИД России А.В. Мальгин.

### France – Les Echos – 11/10/2019

Le monde paraît plus périlleux que jamais. Les foyers de conflits se multiplient, aux frontières, dans les institutions internationales, et peut-être bientôt sur les marchés financiers. Le chaos ambiant est une occasion pour les États de s'émanciper des vieilles alliances et de tenter de construire une nouvelle gouvernance. Autant de questions qui seront abordées à la « World Policy Conference » ce week-end à Marrakech, dont « Les Echos » sont partenaires.

### France – Le Point – 16/10/2019

Se réunir et mettre en commun analyses et divergences afin de comprendre les bouleversements incessants qui structurent et déstructurent dans un mouvement ininterrompu la société internationale : ces buts ont été affichés lors de sessions de discussion denses auxquelles ont succédé des îlots d'échanges informels en marge. « Les échanges d'idées se font aussi bien lors des débats publics qu'en marge, lors de discussions en petits groupes que nous avons. Le WPC nous permet de nous retrouver et d'échanger officieusement », explique au Point Afrique l'un des participants.

### Maroc – Libération – 16/10/2019

Placée sous le Haut Patronage de S.M le Roi Mohammed VI, la WPC a réussi à assurer une diversité des points de vue, une pluralité des débats et des échanges riches, fructueux et de haute qualité.

Elle a aussi permis à tous les publics concernés de porter une réflexion éclairée et pertinente sur les préoccupations et les bouleversements incessants que connaît le monde actuellement.

### Qatar – Gulf Times – 14/10/2019

HE the Deputy Prime Minister and Minister of Foreign Affairs Sheikh Mohamed bin Abdulrahman al-Thani has called for expanding regional security in the Middle East. Addressing the World Policy Conference (WPC) in Marrakesh, Morocco, on Saturday, he called for the conclusion of an agreement based on the fundamental principles of security, the rules of good governance and the achievement of minimum level of security to achieve peace and prosperity, stressing that despite the geopolitical tensions in the region, Qatar still believes in the feasibility of this arrangement.

### Vietnam – RFI Vietnam – 15/10/2019

Trong hai ngày cuối tuần 12 và 13/10/2019, "World Policy Conference" diễn ra tại Marrakech, Maroc. Nhìn lại tình hình thế giới trong năm qua, giới chuyên gia địa chính trị không Mỹ lo ngại cho rằng tình hình địa chính trị năm 2020 cũng khác gì năm nay "quả là đã rút chốt".

### Corée - Maeil Business Newspaper/Maekyung – 22/10/2019

티에리 드 몽브리알 WPC 의장은 "유럽이 내부적으로 분열한다면 글로벌 리더십을 발휘할 수 있는 기회는 사라질 것"이라며 유럽의 단결을 강하게 주문했다. 엔리코 레타 전 이탈리아 총리는 더 나아가 "만일 유럽이 연대하지 않는다면 유럽 각국은 분리돼 10년 후 미국이나 중국의 식민지로 전락할 것"이라고 경고했다.

### Maroc – Hespres – 12/10/2019

لكن حاضرة، السياسية الإرادة" أن الدولي، المنتدى هذا في المشاركون أمام حديثه في الافيوارى، المسؤول وألدى لدى سيكون الدراسات من الانتباه وحين سيديوار، ودول المغرب بين التجارية للعمليات عميقة دراسة في نزع جنوب-جنوب بتعاون يرتبطان البلدين أن كوليبيالي وألدى [...]. "القرار لاتخاذ مقبول أساس المجموعة ولد قادة العميق للتفكير فرصة توفر "World Policy Conference" من عشرة الثانية النسخة أن إلى وأشار جداً، مثالي والعالم إفريقيا تحديات حول.

### Maroc – Le Matin – 13/10/2019

Unique par son format au nombre restreint de participants, la World Policy Conference (WPC) a ouvert ses travaux samedi à Marrakech, marqués par la présence du Président rwandais, Paul Kagame, qui a pris part samedi soir à un dîner-débat. Offrant un espace de réflexion et de dialogue essentiel autour des grands enjeux de la gouvernance mondiale, tout en permettant de développer des liens durables, cette 12e édition a donné la parole à un parterre d'éminentes personnalités du monde de la politique, de l'économie et des médias.

### Maroc – L'Economiste – 15/10/2019

« Non, nous n'allons pas vers les objectifs fixés par l'Accord de Paris sur le climat. Pas au rythme actuel ». Les propos sont de Laurent Fabius, ancien président de la COP21 et ancien ministre français de l'Intérieur. L'occasion était une conversation sous le thème « le climat et l'environnement » tenue dans le cadre de la 12e édition de la World Policy Conference (WPC).



### Rwanda – KT Press – 13/10/2019

Rwanda's President Paul Kagame has told leaders and policy makers attending a World Policy Conference in Marrakesh, Morocco, that Africa is nobody's prize to win or lose, adding that it is the responsibility of Africans to take charge of the continent's interests. [.] The President was speaking as the guest of honour at the conference where he took part in an interactive session moderated by Thierry de Montbrial, Founder of the World Policy Conference.

### Liban – L'Orient Le Jour – 14/10/2019

Le thème « technologie, société et politique » a suscité un intérêt particulier parmi l'assistance en raison de ses effets évidents sur la vie quotidienne des populations. Les intervenants ont notamment relevé que la révolution numérique et les développements à grande échelle des moyens de communication, notamment au niveau des réseaux sociaux, ont bouleversé les rapports de l'homme avec la technologie et le monde du travail.

### Côte d'Ivoire – Fraternité Matin – 12/10/2019

Le Premier ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, est arrivé vendredi à Marrakech (Maroc) pour participer pendant deux jours à la 12e édition de la World Policy Conference. Le chef du gouvernement représente le président Alassane Ouattara. Au nombre des thématiques qui seront discutées figurent la mondialisation, les enjeux de la technologie dans la société et en politique, les perspectives économiques, l'environnement et l'avenir du système monétaire international.

### Arabie Saoudite – Arab News – 16/10/2019

The World Policy Conference was held in Marrakesh, Morocco, over the weekend. At the inauguration, the president of the French Institute of International Relations, Thierry de Montbrial, stressed on the importance of multilateralism in attempts to solve today's problems. This need was reiterated in a speech made on behalf of French Prime Minister Edouard Philippe.

**Thierry de Montbrial**

Nous essayons de couvrir les principaux enjeux géopolitiques. Donc il y a ces aspects géopolitiques, et puis il y a également de plus en plus les questions économiques, les questions technologiques, et puis les questions qui sont un peu à cheval entre la politique et l'économie. Par exemple, on voit de plus en plus le multilatéralisme reculer, chacun le sait, mais également une question très préoccupante qui est la politisation croissante de l'économie et en particulier à travers les sanctions qui s'appliquent finalement indirectement aux amis mêmes des Américains.

**Louis Schweitzer**

Sur la Chine, ce qu'on a entendu, c'est que les Etats-Unis ont une vision de la concurrence mondiale pour la première fois depuis la fin de l'Union soviétique. Ces prises de positions excessives peuvent cacher d'une certaine façon au contraire des courants de fond. Et ce qui nous a été dit aujourd'hui qui me fait réfléchir, c'est qu'il y a un courant de fond qui ne se limite pas aux prises de paroles excessives de M. Trump.

**Robert Dossou**

Le continent africain n'est pas un continent abandonné, en détresse, c'est un continent qui véhicule beaucoup d'espérance et qui présente aujourd'hui des atouts. Mais, dans le même temps, le continent a beaucoup de défis et a à s'occuper très sérieusement de la gouvernance en interne et le noyau principal de la gouvernance en interne, c'est l'institution étatique elle-même. Particulièrement en Afrique au sud du Sahara, l'Etat en tant qu'institution a des problèmes.

**Hélène Rey**

Nous faisons face à un problème de décision politique. Il faudrait qu'il y ait un mix de politiques macroéconomiques qui soit différent de celui que l'on a en ce moment avec beaucoup plus d'activisme du côté budgétaire. Cela tombe bien puisque nous sommes dans une situation où nous devons beaucoup investir pour la transition climatique. Il s'agit d'une situation où il faudrait prendre note des taux d'intérêt négatifs et faire des investissements de long terme. Nous serions gagnants de tous les points de vue.

**François Barrault**

La technologie permet de comprimer le temps et la puissance du traitement de l'information que l'humain capte avec ses yeux et ses oreilles. Quand la machine ira plus vite, nous pourrions réellement parler d'intelligence augmentée, c'est-à-dire un ensemble de process qui seront sous-traités par la machine. Cette transformation doit se faire dans un contexte bienveillant et maîtrisé.

**Jean-Yves Le Gall**

Les grandes thématiques, si vous voulez, c'est ce qu'il se passe au niveau mondial avec bien sûr les Etats-Unis, la Chine, des conflits régionaux qui sont en gestation et puis en toile de fond bien sûr la question de la technologie et l'influence de ce changement de la technologie dans la société. C'est d'ailleurs sur ce thème que demain j'expliquerai comment l'espace peut beaucoup apporter et en particulier en tout ce qui concerne les questions liées à la lutte contre le changement climatique.

**Jean-Claude Trichet**

On est en négociation permanente sur le plan mondial. Il y a une dérive des continents, la montée en puissance de la Chine mais pas que de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, du Vietnam, de l'ensemble des pays du monde émergent, qui crée, en effet, une transformation structurelle très importante du monde. Ceci dit, la manière dont les Etats-Unis gèrent ces négociations commerciales est tellement erratique, tellement imprévisible, qu'elle ajoute assez considérablement aux problèmes réels qu'il faut de toute manière traiter.

**Aminata Touré**

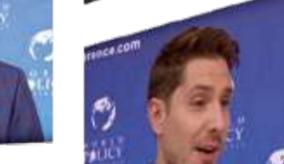
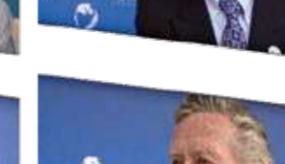
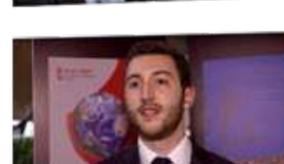
Le centre de l'activité économique mondiale va se détourner vers l'Afrique, et ce n'est pas par hasard que l'on retrouve tous ces grands groupes qui viennent s'installer, et ce n'est pas par hasard que l'Afrique devient à la mode. Il faut justement que les Africains eux-mêmes soient l'avant-garde de ce développement économique, et pour cela il faut également développer du partenariat. Entre le Sénégal et le Maroc, par exemple, il y a un très fort partenariat économique mais d'abord culturel, religieux, mais économique pour que l'on puisse former des blocs et des ensembles forts pour tirer vraiment notre continent vers le haut.

**Laurent Fabius**

Le droit est une composante importante. Une série de juristes internationaux étudie actuellement la possibilité de bâtir un droit international de l'environnement qui définirait les droits et les devoirs des individus, des entreprises et des Etats en matière d'environnement. Cela existe en matière économique ainsi qu'en matière sociale, cela n'existe pas en matière environnementale.

**Jean-Louis Gergorin**

Les nouvelles techniques, comme l'intelligence artificielle profiteront plus aux agresseurs qu'aux défenseurs. Il y a beaucoup à faire en matière de défense. Il faut à la fois se protéger contre l'intrusion informatique ainsi que le hacking. Pour cela, nous devons avoir une meilleure connaissance de l'agresseur. La threat intelligence, c'est-à-dire le renseignement sur la menace, est centrale.

**Leung Chun-ying**

Je ne pense pas que la position du gouvernement américain sur le changement climatique ou les négociations commerciales avec la Chine puissent enrayer voire inverser la tendance à la mondialisation. Finalement, nous devons souligner l'esprit d'entreprise de l'humanité comme levier de la mondialisation.

**Susan Liataud**

La publicité et les réseaux sociaux sont un outil idéal de propagation d'idées. Tout le monde a entendu parler des « fake news ». Il est très difficile de démêler le vrai du faux. En partie du fait de la masse d'informations dont nous disposons, en partie du fait de notre incapacité à comprendre le fonctionnement des algorithmes qui font le tri des informations que nous recevons.





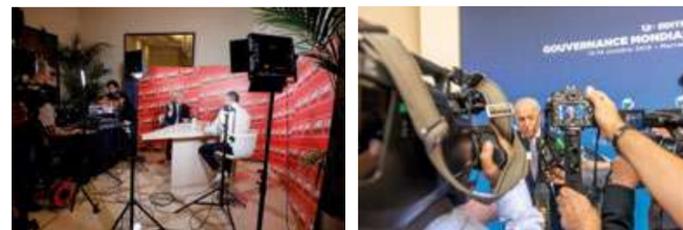
Partenaires

- Policy Center for the New South
- Total
- Poongsan
- Banque du Liban
- L'Oréal
- PMI Impact
- Groupe Renault
- Airbus
- United Way
- Capgemini
- GSP
- EximBank
- CNES
- Nuclearelectrica



Médias

- Les Échos
- Le Journal du Dimanche
- CNN
- Nikkei
- RFI
- Le Matin
- Matin Première
- Africa 24
- An-Nahar
- Afrika News
- L'Orient-Le Jour
- Maeil Business Newspaper



Avec le soutien de

- |                 |                             |                     |               |
|-----------------|-----------------------------|---------------------|---------------|
| Alcen           | Better Hong Kong Foundation | Financière de l'Île | José Desfilis |
| André Lévy-Lang | Bruno Lafont                | IDATE               | Pierre Keller |



Partenaires



Médias



## L'Institut français des relations internationales

Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est, en France, le principal institut de recherche et de débat indépendant consacré à l'analyse des questions internationales et de gouvernance mondiale.

L'Ifri a pour mission d'éclairer et de mettre en perspective les principaux problèmes internationaux. Il s'adresse prioritairement aux décideurs politiques, économiques, aux milieux académiques et aux leaders d'opinion.

L'Ifri est classé au 3<sup>e</sup> rang des think tanks les plus influents au monde selon le classement du « Global Think Tank Report 2019 » de l'université de Pennsylvanie portant sur plus de 8 000 think tanks de près de 190 pays.

### WPC

**Thierry de Montbrial**  
Fondateur et président

**Nicolas de Germay**  
Vice-président

**Song-Nim Kwon**  
Directeur exécutif

**Florent de Chantérac**  
Producteur exécutif

**Guillaume Foucault**  
Directeur de la communication

ifri

Contact :

Dr Song-Nim Kwon : +33 (0)1 40 61 72 81

E-mail : [kwon@worldpolicyconference.com](mailto:kwon@worldpolicyconference.com)

Pour plus d'informations :

[www.worldpolicyconference.com](http://www.worldpolicyconference.com)

[www.worldpolicyconferencetv.com](http://www.worldpolicyconferencetv.com)



Crédits

Direction artistique et éditoriale

**Song-Nim Kwon**

Traitement de données et relecture

**Virginie Poithier**

**Laura Lenoury**

**Delphine Dumon**

Réalisation graphique et mise en page

**Studio Ellair**

Crédits photos

©**Christophe PEUS**

©**Fabrice DE SILANS**

Imprimé en France - Février 2020

Tous droits réservés

ISBN: 979-10-373-0123-9





ifri

[www.ifri.org](http://www.ifri.org)

[www.worldpolicyconferencetv.com](http://www.worldpolicyconferencetv.com)

[www.worldpolicyconference.com](http://www.worldpolicyconference.com)